



HAL
open science

Révolution citoyenne, mouvement autochtone et coopération internationale. Jeux d'échelles et d'influences en Équateur

Louise Rebeyrolle

► **To cite this version:**

Louise Rebeyrolle. Révolution citoyenne, mouvement autochtone et coopération internationale. Jeux d'échelles et d'influences en Équateur. Science politique. 2016. dumas-01526947

HAL Id: dumas-01526947

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01526947v1>

Submitted on 23 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



MÉMOIRE

pour obtenir le diplôme de

MASTER DE L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

Master 2 Recherche

Mention : Etudes internationales et européennes

Spécialité : Etudes latino-américaines

Option : Sciences Politiques

présenté par

Louise REBEYROLLE

dirigé par

Camille GOIRAND

Professeur de Science Politique

Titre du mémoire :

**Révolution citoyenne, mouvement autochtone
et coopération internationale**

Jeux d'échelles et d'influences en Equateur

Mémoire soutenu le 7 juin 2016

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine
28, rue Saint-Guillaume 75007

**RÉVOLUTION
CITOYENNE, MOUVEMENT AUTOCHTONE
ET COOPÉRATION INTERNATIONALE**

**JEUX D'ÉCHELLES ET D'INFLUENCES
EN EQUATEUR**



Remerciements

À Camille Goirand pour la justesse de ses conseils et son accompagnement tout au long de mes études à l'IHEAL.

À Emma Courtine, Christian Biederbick, Sylvain Bleuze, Marco Ferrari, Cesar de la Cruz, Rafael Mendoza, Cesar Cerda, Andres Cordova, Roberto Ulloa, Vincent Gravez, Francisco Roman, Johanna Renckens et Oscar Yopez pour m'avoir accordé de leur temps avoir partagé avec moi leur vision de la coopération internationale, du mouvement autochtone et du gouvernement équatorien.

À David Dumoulin pour ses idées stimulantes et sa disponibilité.

À Anita Krainer, Felipe Burbano et Luis Tuaza pour m'avoir ouvert à de nouvelles lectures et hypothèses de recherche au cours de mon échange universitaire à la FLACSO Sede Ecuador.

À Agnès Grégoire et à Simon Fagour pour avoir pris le temps de me relire.

A Christophe Hermenier pour son aide précieuse dans l'élaboration des schémas de ce mémoire.

À Hervé Rebeyrolle pour son soutien.

À Leatitia Chesseron et Sipana Tchakerian pour leur solidarité.

À Santiago Diaz Escobar pour m'avoir fait découvrir l'Equateur.

SOMMAIRE

Remerciements.....	1
INTRODUCTION	4
Chapitre 1 : L'ÉCHELLE INTERNATIONALE : UNE ARÈNE OÙ NAISSENT DES STRATÉGIES MULTI-SCALAIRES	17
I. La construction d'un arène : évolution des idéologies, discours et acteurs	17
A. Du développement au développement durable à ses critiques	17
B. L'émergence du principe de gouvernance, ambivalent et normatif.....	21
II. Les acteurs de la coopération internationale : organisation et évolution	24
A. Le mouvement environnementaliste et ses courants, ses critiques et ses relations au mouvement autochtone	25
B. Vers une nouvelle mentalité des agents de la coopération internationale au niveau international ?.....	27
III. Le mouvement autochtone dans l'arène internationale : quand le local s'internationalise	32
A. Les peuples autochtones comme nouvel acteur uni sur la scène internationale	32
B. Les revendications et répertoires d'action développés sur la scène internationale	34
IV. Le leader équatorien dans l'arène internationale : stratégies et discours performatif ..	36
A. Leader d'une nouvelle gauche, symbole pour les mouvement sociaux internationaux ? ..	36
B. Leader écologiste et défenseur des peuples autochtones ?	38
Conclusions.....	40
Chapitre 2 : L'ÉCHELLE NATIONALE : RÉVOLUTION CITOYENNE, MOUVEMENT AUTOCHTONE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE, UNE RECONFIGURATION DES RAPPORTS DE FORCE	42
I. L'avant Correa	42
A. Le mouvement autochtone équatorien : historiquement puissant mais traversé par ses contradictions internes	42
B. La coopération internationale dans un contexte national permissif.....	46
II. Les grands projets utopiques à l'installation au pouvoir	47
A. La constitution de 2008 : les droits de la nature et la plurinationalité	48
B. La constitution de 2008 : La décentralisation administrative et environnementale	50
III. Les transformations institutionnelles et leurs effets à différentes échelles	53
A. Le retour d'un Etat centralisé fort : la mise en place de grandes politiques publiques	53
B. La création de la SETECI : le contrôle de la coopération internationale par le haut	56
IV. La pratique du pouvoir : faire face à ses contradictions, ruptures et marches arrière ..	61
A. Du Buen Vivir au Cambio de Matriz Productiva	61
B. Contrôler l'opposition, diviser le mouvement social	63
Conclusions.....	65

Chapitre 3 : L'ÉCHELLE LOCALE : LA MISE AU CONCRET DES DISCOURS, DES STRATÉGIES ET DES POLITIQUES NATIONALES ET INTERNATIONALES	68
I. Le local selon les organisations autochtones locales.....	69
A. Le mouvement autochtone au concret : Déconstruction du mythe du bon sauvage, du rapport à la nature, au territoire et à la conservation.....	69
B. Le mouvement autochtone au concret : répondre à des revendications socio-économiques et territoriales en instrumentalisant les codes normatifs de l'arène internationale	72
II. Le local selon le national.....	76
A. L'institutionnalisation des aires protégées à échelle locale : axes principaux et contenu normatif	76
B. Les politiques publiques de conservation et le fonctionnement des ministères : mise en lumière des ambivalences d'une politique gouvernementale	79
III. Le local selon les ONG transnationales.....	84
A. Sociologie du personnel des ONG transnationales : de l'international au local, différences de socialisations et de stratégies.....	84
B. Les programmes des ONG au concret : axes principaux et contenu normatif	86
Conclusions	94
CONCLUSION	95
BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE.....	102
Littérature scientifique.....	102
Sources Primaires	111
Liste des principaux sigles utilisés	117
Table des figures et tableaux.....	118

INTRODUCTION

Depuis le début du troisième mandat du Président Rafael Correa en Equateur, la vie politique a été rythmée par les mobilisations, protestations et manifestations contre le gouvernement de la Révolution citoyenne (nom du projet politique proposé par le leader équatorien). Que ce soit la classe moyenne descendant dans la rue contre la loi souhaitant réguler les héritages¹, ou les organisations autochtones qui, en opposition à la politique extractiviste, marchent de leurs communautés jusqu'à Quito², différents groupes sociaux trouvent des sources d'insatisfaction de la politique gouvernementale. Pourtant, en France, on réalise des documentaires élogieux sur la politique du président, apparaissant comme progressiste, écologiste, radical, pris comme exemple pour renouveler notre démocratie en crise³. Quand l'opposition gronde lors du vote pour les amendements de la Constitution⁴, on applaudit le discours du Président à Paris qui, pendant la COP21, propose la création d'un tribunal pénal pour juger les crimes contre la nature⁵.

Sans commencer à s'intéresser au fond de ces débats, il semble particulièrement digne d'intérêt ce décalage dans les discours et les stratégies selon les échelles où ils sont développés. C'est ce qui constitue le point de départ de cette recherche.

Coopération internationale, mouvement autochtone et Révolution citoyenne : rencontres à différents niveaux d'analyse

L'élection de Rafael Correa en 2006 fait partie de la « vague de gauche » que connaît l'Amérique latine, commencée en 1998 avec l'arrivée de Hugo Chavez⁶ au Venezuela. Le leader de la Révolution citoyenne se présente comme l'incarnation d'une nouvelle gauche, radicale, verte et

1 El Universo, *Impuesto a la herencia enfrenta a simpatizantes y contrarios del régimen*, Quito, 08/06/2015, disponible à : <http://www.eluniverso.com/noticias/2015/06/08/nota/4951698/impuesto-herencia-enfrenta-simpatizantes-contrarios-regimen> (consulté le 20/04/2016)

2 El Comercio, *La marcha de oposicion avanza hacia el centro de Quito*, Quito, 13/08/2015, disponible à : <http://www.elcomercio.com/galerias/marcha-oposicion-quito-politica-gobierno.html> (consulté le 20/04/2016)

3 CARLES Pierre, *Opération Correa Episode 1 Les Anes ont Soif*, CP Production, Paris, 2015, 54min

4 El Comercio, *Estos son los cambios a la Constitucion dispuestos por la Asamblea Nacional*, Quito, 04/12/2015, disponible à : <http://www.elcomercio.com/actualidad/cambios-asamblea-enmiendas-constitucion-ecuador.html> (consulté le 20/04/2016)

5 Blog Mediapart, *Rafael Correa a la COP21 : Pour une cour de justice contre les crimes contre la nature*, Paris, 04/12/2015, disponible à : <https://blogs.mediapart.fr/pascal-gerin-roze/blog/041215/rafael-correa-la-cop-21-pour-une-cour-de-justice-contre-les-crimes-contre-la-nature> (consulté le 20/04/2016)

6 DABENE Olivier, « Introduction : la gauche latino-américaine en action », in DABENE Olivier, *La Gauche en Amérique latine 1998 – 2012*, ed Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2012, p. 13

progressiste. Cette nouvelle gauche concilie dans son discours et dans ses propositions politiques des outils traditionnels de la gauche comme l'Etat méga-acteur, l'anti-impérialisme et l'anti-capitalisme et des éléments nouveaux comme la défense des peuples autochtones et les droits de la nature.

Cette rhétorique écologiste, notamment à travers la conceptualisation et la tentative de mise en oeuvre de la notion de « *Buen Vivir* », est adoptée dans un contexte de mondialisation libérale et de mondialisation de l'opposition à cette dernière, avec l'apparition de mouvements sociaux sur la scène internationale pour penser et mettre au cœur de l'action politique l'écologisme et la conservation de la nature. En effet, dans le cadre de ce mémoire, il est impératif de prendre en compte ces organisations nées pour la protection et la conservation de la nature. Ce sont des ONG, des fondations, des think tanks, des mouvements sociaux qui pensent l'articulation entre société et nature et prônent différentes techniques pour arriver à la protection de l'environnement. Deux grands courants se dégagent : d'une part, un courant institutionnalisé construit par les grandes organisations internationales comme l'ONU et, d'autre part, un autre plus radical dont le slogan « Changeons le système, pas le climat »⁷ résume l'idéologie. Le leader de la Révolution citoyenne semble rejoindre ce deuxième courant, lui permettant de concilier anti-capitalisme et écologie.

Le discours du candidat Correa, avant son arrivée au pouvoir témoigne également de la place acquise par le mouvement autochtone dans la politique nationale. De l'entrée sur les scènes politiques de la question indienne dans les années 1970 au « passage au politique »⁸ des organisations autochtones, le mouvement autochtone dans l'agenda national mais également sur la scène internationale est un acteur puissant et central dans les dynamiques de pouvoir. La gauche gouvernementale et le mouvement autochtone sont profondément et intrinsèquement liés. Donna Lee Van Cott a montré leur construction parallèle, le renforcement mutuel de la gauche et du mouvement autochtone, et le multi-positionnement des acteurs⁹.

De même, les liens entre mouvement autochtone et mouvement environnementaliste sont nombreux et leurs rencontres à différents niveaux doivent être prises en compte pour l'analyse que nous souhaitons développer ici. Que ce soit le mouvement environnementaliste qui entreprend des actions localisées à travers des projets de développement via des structures comme l'ONG, ou le mouvement autochtone qui s'internationalise à travers des institutions comme des commissions

7 RFI, *Environnement* : « *Changeons le système, pas le climat* », Paris, 27/09/2015, disponible à : <http://www.rfi.fr/france/20150927-france-environnement-alternatiba-rechauffement-climatique-ecologie> (consulté le 20/04/2016)

8 LE BOT, *La grande révolte indienne*, Ed Robert Laffont, Paris 2009, p. 36

9 LEE VAN COTT Donna, « Los movimientos indígenas y sus logros : la representacion y el reconocimiento juridico en los Andes », *America Latina Hoy* 36, 2004, p. 141

permanentes à l'ONU créée en 2000, auparavant organe subsidiaire au Conseil économique et social¹⁰, on remarque un bouleversement des échelles et des alliances performatives pour mettre en œuvre les discours et stratégies établis par les acteurs.

La Révolution citoyenne a apporté de profonds changements dans la vie politique équatorienne, qu'il s'agisse de bouleversements dans les politiques publiques ou dans les institutions. Dans le passé, la politique était caractérisée par une haute instabilité politique (trois présidents destitués dans la décennie précédent Correa¹¹), une extrême fragmentation du vote et des partis (13 candidats en lice, 13 partis représentés au Congrès¹²), et une fracture régionale entre Sierra et Côte très ancrée.¹³ Aujourd'hui, après près de 10 ans de pratique du pouvoir et une longue série de réformes des institutions politiques du pays, l'action du mouvement Alianza País semble avoir apporté une stabilité dans la politique équatorienne et la polarisation semble s'être déplacée de la fracture territoriale à une division entre « Correistas » et « Anti-Correistas ». Les organisations autochtones n'échappent pas à cette nouvelle division, puisqu'elles se sont séparées en leur sein même. La Conaie (Confederacion de las Nacionalidades de los Indigenas del Ecuador) par exemple, compte maintenant deux Conaie : une continuant d'apporter son soutien au président et à ses politiques, une autre passée dans l'opposition. Bien qu'il s'agisse de scissions internes informelles, ces divisions sont symptomatiques de la polarisation politique autour de la personne du Président.

C'est dans ce contexte national bouleversé et à travers ces différentes échelles d'analyse qu'il faudra étudier les principaux acteurs qui nous intéressent ici : le gouvernement de Rafael Correa, les organisations autochtones équatoriennes ainsi que les agents de la coopération internationale. En effet, mettre en lumière ces différents éléments montre que le gouvernement équatorien développe un projet politique basé sur une série de ruptures et propose une profonde refonte du système politique national. Les problématiques écologiste et autochtone sont particulièrement mises au centre. C'est sur ces enjeux que se rencontrent particulièrement la coopération internationale, le mouvement autochtone et le leader équatorien. Sur ces deux thèmes, on voit certains rapprochements entre les acteurs cités. Ces rapprochements sont d'ailleurs hautement instables comme nous avons pu le constater, c'est pourquoi il devient essentiel de se pencher sur chacun des acteurs pour analyser leurs stratégies et leurs comportements à différentes échelles afin de mieux expliquer les alliances qui se créent entre eux.

10 ONU, *Droits de populations autochtones*, disponible à <http://www.un.org/fr/rights/overview/themes/indigenous.shtml> (consulté le 21/05/2016)

11 LACUISSE Marie-Esther, « Equateur : la révolution citoyenne des institutions pour le peuple à la personnalisation du pouvoir », in DABENE Olivier, *La Gauche en Amérique latine 1998 – 2012*, ed Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2012, p. 148

12 FREIDENBERG Flavia, « Populisme religieux et ingouvernabilité en Equateur », in DABENE Olivier, *Les élections contre la démocratie ?*, ed Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2008, p. 227

13 *Idem*, p. 229

La pluridisciplinarité comme richesse de l'analyse : penser le mouvement social et l'action publique

En ce qui concerne le monde autochtone, l'identité, le rapport à la nature et au territoire, l'évolution de la culture, ses rapports à la mondialisation, à la migration dans les villes, le thème a été très développé en anthropologie¹⁴. Après avoir théorisé ces différents rapports, il y a eu une auto-critique de la discipline comme essentialisant les populations autochtones, les enfermant dans une identité restreinte. L'accent a dès lors été mis sur les processus d'etnogénèse, la manière dont la culture ne pouvait être pensée en dehors de dynamiques sociales et historiques et comment l'identité ne pouvait être pensée en soi mais toujours en rapport avec d'autres cultures et interactions¹⁵.

C'est donc ainsi qu'un objet d'étude qui était auparavant exclusivement traité par l'anthropologie a été saisi par la sociologie. Pour comprendre les dynamiques, les rapports de force avec les gouvernements nationaux, avec les organisations internationales ainsi que l'évolution du mouvement¹⁶, l'apport de la sociologie a amené des dimensions inédites à la question en introduisant de nouveaux acteurs et de nouveaux réseaux à prendre en compte. Somme toute, la sociologie a permis de penser les organisations autochtones non plus seulement en termes d'identité mais comme mouvement social.

C'est l'anthropologie, majoritairement, qui a donc permis d'approfondir les problématiques de l'identité autochtone¹⁷, mais également la sociologie pour la construction du mouvement social autochtone¹⁸. Allier mouvement social et identité autochtone est apparu capital, et c'est grâce aux travaux de Julie Massal notamment, dont le travail sur les mouvements indiens en Equateur doit être à ce jour une des synthèses la plus complète et approfondie sur le mouvement autochtone équatorien¹⁹, son histoire et ses liens avec le pouvoir national, que nous allons décrire le mouvement autochtone en Equateur.

Pour penser le mouvement social, l'action collective et les politiques publiques, notre recherche s'est dans un premier temps appuyée sur des travaux phares de la science politique française. Il a fallu mettre l'accent sur la manière dont un mouvement social pouvait recourir à

14 BELLIER Irene, « Les peuples autochtones aux nations unies : un nouvel acteur dans la fabrique des normes internationales », in *Critique Internationale* no54, 2012

CLOUD Leslie, GONZALEZ Veronica, LACROIX Laurent, « Catégories, nominations et droits liés à l'autochtonie en Amérique Latine. Variations historiques et enjeux actuels », in BELLIER Irene, *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*, L'Harmattan, Paris, 2013, p. 41- 75

15 AMSELLE Jean-Loup, « Le retour de l'indigène », in *l'Homme* no 194, 2010

ESCOLAR Diego, « Arqueologos y brujos : La disputa por la imaginacion hitorica en la etnogenesis huarpe », in *Relaciones de la Sociedad Argentina de Antropologia*, no 28, 2003, p. 23-43

16 LE BOT Yvon, *op cit*

17 CLOUD Leslie, GONZALEZ Veronica, LACROIX Laurent, *op cit*, p 41- 75

18 LE BOT Yvon, *op cit*, p 41 – 76

19 MASSAL Julie, *op cit*

plusieurs échelles afin de capter certaines ressources ou développer des stratégies différentes selon l'échelle. Ce mémoire a donc pour base le concept de mouvement transnational et celui de répertoire d'action de Charles Tilly²⁰, celui d'arène de Daniel Cefai²¹, le nouveau mouvement social de Alain Touraine²² et ses critiques. En effet, le premier auteur permet de construire un cadre général des stratégies du mouvement social selon les échelles ou traversant les échelles. Tout comme le concept de répertoire d'action, les modalités des NMS (Nouveau Mouvement Social) nous interrogent sur les stratégies des mouvements sociaux et les outils employés pour la captation des ressources. Le mouvement environnementaliste, le mouvement autochtone et le gouvernement de Rafael Correa venu des mouvements sociaux sont donc pensés à travers ces concepts. Le mouvement environnementaliste est souvent travaillé en prenant comme cadre d'analyse l'échelle internationale, tandis que les analyses sur le mouvement autochtone sont plus largement développées à échelle nationale et locale. Nous nous proposons donc de compléter cette analyse, en focalisant sur les stratégies de ces deux mouvements sociaux aux échelles internationale, nationale et locale.

Il a fallu articuler la théorie générale du mouvement social à celle du mouvement social-latino-américain. En termes de répertoires d'action et de configuration de ce dernier, nous nous sommes appuyés notamment sur les travaux d'Emilio Taddei²³ et de Camille Goirand²⁴. Pour approfondir l'étude du mouvement social en Amérique latine, il a fallu prendre en compte les différentes configurations, les défis et les particularités du mouvement social sur ce continent. C'est au vu des particularités des revendications (Susan Eckstein²⁵), de structures économiques (Maristella Svampa²⁶) et sociales (Denis Merklen²⁷) qui ressortent notamment que l'analyse a été être construite.

Au niveau de l'analyse des politiques publiques équatoriennes, des ruptures ou continuités qui sont survenues avec l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir en 2006 et de ses conséquences sur ses relations avec les agents de la coopération internationale comme avec les acteurs du mouvement

20 TILLY Charles, *Social Movements 1768 – 2004*, Paradigm Publishers, Boulder, 2004

TARROW Sidney, « La contestation internationale », in *Cultures & Conflicts* no 38-39, 2000

21 CEFAL Daniel, « La construction des problèmes publics. Définition de Situations dans des arènes publiques », in *Réseaux* no 75, 1996, p. 43 – 66

22 TOURAINE Alain, *Société Post Industrielle : La naissance d'une société*, Editions Denoël Gonthier, Paris, 1969

23 TADDEI Emilio, SEOANE Jose, ALGRANATI Clara, « Las nuevas configuraciones de los movimientos populares en América Latina », *Política y movimientos sociales en un mundo hegemónico, Lecciones desde Africa, Asia y América Latina*, CLACSO Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires, 2006, p. 227 – 250

24 GOIRAND Camille, « Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine », in *Revue internationale de politique comparée* no17, 2010, p. 7 – 27

25 ECKSTEIN Susan, WICKHAM CROWLEY Timothy, « Economie et sociologie politiques du militantisme et des répertoires des mouvements sociaux récents en Amérique latine », in *Revue internationale de politique comparée* no17, 2010, p. 29 – 52

26 SVAMPA Maristella, « Néo- « développementalisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », in *Problèmes d'Amérique latine* no81, 2012, p 101 – 127

27 MERKLEN Denis, « Du travailleurs au pauvre. La question sociale en Amérique latine », in *Etudes Rurales* no165 – 166, 2003, p. 171 - 196

autochtone, il faut souligner l'importance dans ce travail des publications de la maison d'édition de la FLACSO Sede Ecuador. En effet, la revue *Iconos*²⁸, ou des ouvrages comme *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos y cooperacion*²⁹ ou encore *Territorios en Mutacion. Repensando el desarrollo desde lo local*³⁰, ont fait une grande part des lectures sur l'Equateur et de la construction de l'analyse.

La littérature scientifique a été abondante sur l'arrivée de Correa au pouvoir. De nombreux écrits ont été réalisés, notamment sur son rapport à l'économie extractiviste dont il prétendait s'éloigner³¹, des épisodes politiques forts comme celui de Yasuni ITT ont également été à l'origine d'une grande diversité d'articles scientifiques³². De même, sur ces positionnements idéologiques, sur son mouvement politique et ses contradictions internes, sur les décalages pouvant être constatés entre arrivée au pouvoir et pratique du pouvoir, les sciences sociales se sont rapidement emparées de la révolution citoyenne et du président Correa comme objet d'étude. Néo-populisme³³ ou invention d'une nouvelle gauche³⁴? Les débats ont été vifs dans la littérature scientifique. En revanche, on sait maintenant qu'il ne se représentera pas en 2017, année des prochaines élections présidentielles, et nous pouvons commencer à tenter d'amener des pistes de bilan de ses mandats, et des grandes politiques publiques qu'il a lancé et qui ne pouvait être étudiées qu'avec un peu de recul temporel. Ce mémoire ambitionne de prendre en compte ces analyses des politiques publiques équatoriennes et du mouvement politique qu'est la Révolution citoyenne et de venir les enrichir en les articulant aux analyses des mouvements autochtones et environnementalistes.

Les différents apports de la littérature scientifique montrent la nécessité d'une approche

-
- 28 Iconos no 10 *Dossier : El levantamiento indígena de 2001*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2001
Iconos no 24 *Dossier : Lo local y lo global en el medio rural*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2006
Iconos no 44 *Dossier : Movimientos sociales, Estado y democracia en Bolivia y Ecuador*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2012
Iconos no 47 *Dossier : Via crucis de la cooperacion internacional ? Crisis terminal o resurreccion ?*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2013
Iconos no 48 *Dossier : En busca del sumak kawsay*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2014
- 29 WEISS Joseph, BUSTAMANTE Teodoro, *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos, y cooperacion*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2008
- 30 MARTINEZ VALLE Luciano, *Territorios en mutacion : repensando el desarrollo desde lo local*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2008
- 31 FONTAINE Guillaume, « Le mouvement écologiste contre l'exploitation des hydrocarbures en Equateur », in *Problèmes d'Amérique latine* no70, 2008
GONZALES ESPINOSA Ana Carolina, « La gauche et la continuité extractiviste. Bolivie, Equateur, Venezuela », in DABENE Olivier, *La Gauche en Amérique latine 1998 – 2012*, ed Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2012, p. 335 – 365
- 32 MARTIN Pamela, « Global Governance from the Amazon Leaving Oil Underground in Yasuni National Park, Ecuador », in *Global Environmental Politics*, vol 11 no 4, 2011
- 33 LACUISSE Marie-Esther, « Equateur : la révolution citoyenne des institutions pour le peuple à la personification du pouvoir », in DABENE Olivier, *La Gauche en Amérique latine 1998 – 2012*, ed Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2012, p. 145 - 173
FREIDENBERG Flavia, *op cit*, p. 215 - 236
- 34 COMBES Hélène, « Gauches du possible, gauche de l'impossible ? », in *Vacarme* no35, 2006
DABENE Olivier, *op cit*, p. 13 – 34

pluridisciplinaire et multi-scalaire³⁵. Enrichir la science politique stricte avec la sociologie et l'anthropologie paraissent élargir considérablement le champ d'analyse et des hypothèses pouvant être dégagées, « en admettant comme une évidence que l'hybridation disciplinaire est la clé de l'innovation scientifique et technique »³⁶.

En ce qui concerne la littérature scientifique traitant des politiques de conservation de la nature et de leur rapport avec les communautés locales, il est certain que la majorité des travaux est anglo-saxonne, voire nord-américaine. Les caractéristiques de cette littérature sont donc une division extrême des travaux selon les disciplines, ce sont en général des écrits ayant une forte dimension quantitative³⁷. La division entre travaux de sciences sociales et travaux de sciences exactes est d'ailleurs très récente. Jusque dans les années 1990, on ne trouvait que des travaux de biologistes, d'agronomes et de botanistes pour parler de la biodiversité, de la faune, de la flore, excluant les dynamiques sociales des écosystèmes et de leur conservation. De grands think tanks étasuniens produisent aujourd'hui un grand nombre de recherche sur ces thèmes mêlant maintenant sciences sociales et sciences pures, le plus important d'entre eux étant l'UICN³⁸, qui publie chaque année la liste rouge des espèces en danger mais qui a également établi les catégories d'aires protégées dans le monde, dont se servent organisations internationales et Etats aujourd'hui pour mettre en place des politiques de conservation. Le fait que ces organismes, non pas issus de la sphère académique mais bien partie intégrante du mouvement environnementaliste que nous ambitionnant d'étudier, produisent de la recherche est intéressant. La manière dont ils la produisent n'est pas sans conséquences sur la construction du mouvement environnementaliste, de la coopération internationale, du mouvement autochtone et du gouvernement de Rafael Correa.

La littérature scientifique est abondante et riche lorsqu'il s'agit de parler du développement, de son évolution, de ses critiques, de ses alternatives. De l'origine du terme comme concept qui naît après la seconde guerre mondiale dans la bouche du président américain Harry Truman dans son célèbre discours d'investiture où il explique, dans son « point IV », sa définition du développement³⁹, au courant du post-développementalisme, en passant par l'apparition du

35 MULLER Pierre, LECA Jean, GIANDOMENICO Majone, THOENIG Jean-Claude, DURAN Patrice, « Enjeux, controverses et tendances de l'analyse des politiques publiques », in *Revue française de science politique* 46^e année, no1, p. 96 – 133

36 BESNIER Jean-Michel, PERRIAULT Jacques, « Introduction générale », in *Hermès* no67, 2013, p. 13

37 FINER Matt, JENKINS N Clinton, PIMM L Stuart, ROSS Carl, *Oil and gas Projects in the Western Amazon : Threats to Wilderness, Biodiversity, and Indigenous Peoples*, Plos One, San Francisco, 2008

38 UICN, *The UICN Red List*, <http://www.iucnredlist.org> (consulté le 19/04/2016), publications de l'UICN : <http://www.iucn.org/fr/ressources/publications/> (consulté le 19/04/2016)

39 ACOSTA Alberto, « De las alternativas del desarrollo a las alternativas al desarrollo », in GUILLEN GARCIA Alejandro, PHEIAN CASANOVA Mauricio, *Construyendo el Buen Vivir : encuentro internacional del programa de cooperacion universitaria e investigacion cientifica*, Pydlos, Cuenca, 2012, p. 33

TRUMAN Harry, *Discours d'investiture*, 20 janvier 1949, point IV, extraits disponibles à : http://ktche.ouvaton.org/spip/article.php3?id_article=675 (consulté le 19/04/2016)

développement durable repris par toutes les grandes organisations internationales⁴⁰. Des « noms de famille » du développement⁴¹ (développement social, développement local, développement vert, développement avec identité) à la théorie de la périphérie⁴², tous les aspects du concept ont été examinés. Actuellement, les débats se centrent sur les alternatives au développement (en opposition aux alternatives de développement), les chercheurs cherchent une voie hors du développement, à rompre avec ce concept devenu paradigme. Dans la lignée des critiques du développement durable, un nouveau concept a fait son apparition : celui de gouvernance⁴³. Pour penser une reconfiguration des rapports de force entre acteurs, le bouleversement des échelles et l'ambivalence de concepts comme participation, horizontalité, empowerment, négociation et management, la théorisation de la gouvernance a pris une place considérable dans ce mémoire, comme la suite nécessaire de l'analyse du développement. Nous tenterons donc ici d'apporter à l'analyse de ce cadre normatif général en se penchant sur les dynamiques pouvant y être associés dans les actions et les stratégies des acteurs à différentes échelles.

La coopération internationale et ses agents ont d'ailleurs développé un lexique particulier dans ce contexte de gouvernance avec des termes extrêmement présents dans les discours et la rhétorique de ses agents comme « marché inclusif », « empoderamiento » et « capacitation ». On constate une absence de littérature cruelle qui s'appliquerait à s'intéresser à ces nouveaux concepts comme objet d'étude, nous tenterons donc d'apporter quelques pistes d'analyse en montrant le lien entre ce lexique et les axes de la gouvernance.

Problématique

Grâce à cet état de la recherche, nous avons établi qu'il fallait recourir à une analyse sur plusieurs échelles et portant non pas seulement sur l'étude des acteurs qui nous intéressent mais également sur leurs interactions. Nous diviserons donc l'analyse en trois niveaux : l'échelle internationale, l'échelle nationale et l'échelle locale. Malgré l'apparente division entre l'action des acteurs étudiés à chaque échelle, nous analyserons les interactions de ces acteurs à plusieurs niveaux, en prenant toujours en considération le fait que les trois objets d'étude principaux -

40 ONU, *Our common future*, ou Rapport Brundtland, Oxford University Press, Oxford, 1987

41 ACOSTA, *op cit*, p. 35

42 DOS SANTOS Theotonio, *Dependencia y cambio social*, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 1975
PREBISCH Raul, *The Latin American periphery in global crisis of capitalism*, CEPAL, Santiago de Chile, 1985

43 ATLANI FOYER Jean, « Introduccion General : gobernanza economica y politica en un mundo indigena en via de transformacion », in GROS Christian, FOYER Jean, *Gobernanza Economica Indigena. Siete Casos de Estudio*, FLACSO – IFEA, Quito, 2010, p. 23- 43

coopération internationale, mouvement autochtone et Etat équatorien – ne sont pas pas unifiés et homogènes. Les alliances entre les acteurs diffèrent-ils selon l'échelle étudiée ? Les stratégies adoptées sont-elles identiques à différents niveaux et en cohérence avec leur idéologie et leur discours ? Les agents de la coopération internationale et du mouvement environnementaliste à échelle internationale et locale partagent-ils un même cadre idéologique ? Qu'en est-il du mouvement autochtone ? Et des institutions, des agences publiques, des gouvernements provinciaux et locaux de l'Etat équatorien ? Il faudra dans un premier temps déconstruire l'homogénéité des acteurs pour répondre à ces questionnements.

Ce sont donc les questions générales qui suivent qui guideront l'analyse. Comment s'articulent deux mouvements sociaux (l'environnementaliste et l'autochtone) à différentes échelles, dans un contexte national bouleversé ? En quoi peut-on constater des stratégies différentes par les acteurs selon l'arène où elles sont développées ? Comment se construisent des idéologies et des stratégies dans l'arène internationale et comment sont-elles traduites ou non aux niveaux national et local ? En quoi les agents de nos objets d'étude (coopération internationale, mouvement autochtone et gouvernement équatorien) sont différents selon l'arène étudiée et qu'est ce que cela induit ?

L'enquête de terrain : ethnographie et réflexivité

Pour l'enquête de terrain, je suis allée en Equateur de juin 2015 à janvier 2016. J'avais déjà vécu en Amérique latine mais j'allais en Equateur pour la première fois. Aussi, il paraissait indispensable de rester plus que seulement trois mois pour comprendre le contexte national et ne pas s'arrêter à des pré-notions et des hypothèses de départ⁴⁴. Je suis pour cela partie dans le cadre d'un échange universitaire grâce à un accord entre Paris III Sorbonne Nouvelle et la FLACSO Sede Ecuador à Quito. Ce choix a eu de multiples conséquences sur l'enquête de terrain. Tout d'abord, dans les premiers mois, la priorité n'a pas été donnée à la prise de contact avec les personnes avec lesquelles je souhaitais m'entretenir, notamment pour des raisons de temps, puisque les enseignements académiques de la FLACSO étaient approfondis et demandaient une grande rigueur dans mon travail personnel. Mais ce temps « perdu » en début de séjour en Equateur a permis également de prendre de la distance vis-à-vis des hypothèses de recherche, de prendre le temps de comprendre le fonctionnement de la politique équatorienne et de la vie sociale plus généralement, ce qui, rétrospectivement, a été essentiel pour réaliser cette enquête ethnographique.

44 PAUGAM Serge, « S'affranchir des pré-notions », in PAUGAM Serge, *L'enquête sociologique*, PUF, Paris, 2010, p. 7 – 26

Vis-à-vis des personnes avec lesquelles je me suis entretenue, le fait d'étudier dans une université équatorienne réputée me donnait une certaine légitimité⁴⁵ et m'éloignait de l'image de l'occidentale reproduisant les logiques qu'elle prétend critiquer de domination du Nord sur le Sud, de produit de la science politique française venant étudier les sociétés andines sous son prisme « primer-mundista ».

Il s'agissait d'observer le fonctionnement des ONG en Equateur, les projets de développement qu'elles mettaient en place et leur pertinence dans le contexte local et national ainsi que leurs liens avec le mouvement autochtone. Tenter d'examiner si la rhétorique d'association avec les communautés locales se mettait effectivement en place dans la pratique, si la romantisation, la folklorisation et l'essentialisation constatée dans leur discours était également reproduites dans le concret. Il était également important de s'intéresser au mouvement autochtone et principalement chercher à comprendre si les revendications portées à échelle internationale en majorité culturelles et identitaires étaient les mêmes au niveau national et local dans un mouvement politique influent dans le cas de l'Equateur, puisque encore au début des années 2000, le mouvement autochtone avait une capacité de mobilisation telle qu'il pouvait remettre en cause le mandat d'un président. L'exemple du renversement de Jamil Mahuad en 2000 en atteste⁴⁶. Pour des raisons d'accès au terrain, il a semblé plus pertinent de commencer l'enquête à travers du personnel des ONG pour ensuite être invitée à observer les projets en cours à échelle plus locale, au risque d'être associée au personnel d'ONG pour les bénéficiaires des projets des ONG, plutôt que d'aller dans une communauté directement.

L'accès au terrain n'a pas été facile. Ayant peu de contacts et arrivant dans un moment particulier pour les agents de la coopération internationale, à la suite de la décision du président de la République Rafael Correa de dissoudre certaines ONG et de rompre ses contrats avec d'autres, internationales et nationales, il a fallu faire preuve de persévérance pour que les rendez-vous d'entretiens soient fixés. Il est intéressant de remarquer également que dans le cas de grandes ONG internationales comme CARE, Conservation International ou encore WWF, qui sont des institutions puissantes et qui n'ont plus à prouver leur légitimité, l'intérêt que je leur portais importait peu et m'accorder un rendez-vous semblait être un service qu'ils me rendaient. Dans le cas d'ONG de taille plus réduite avec des structures et un personnel limité (entre 2 à 5 employés en général), l'accès au terrain a été considérablement plus facile, ce que je mets sur le compte d'une certaine légitimation que le travail académique, même au seul niveau du master, pouvait leur donner.

La majorité des entretiens réalisés pour cette enquête ont eu lieu à Quito. Cela implique

45 NAUDIER Delphine, SIMONET Maud, *Des sociologues sans qualités ? Pratique de recherche et engagements*, La Découverte, Paris, 2011, p. 4 – 21 (sur la réflexivité)

46 LE BOT Yvon, *op cit*, p. 210 – 230

plusieurs choses. Tout d'abord, cela induit que les ONG avec lesquelles des entretiens ont été réalisés ont choisi le parti pris d'avoir un bureau en Equateur. Ce n'est pas le cas de nombreuses ONG qui ont un siège dans leur pays d'origine et réalisent des missions à plus ou moins court terme dans plusieurs pays sur des continents différents. Cela démontre une certaine volonté de s'insérer dans le tissu social national, une certaine volonté d'incidence politique plus ou moins avouée, une action sur du plus long terme que les ONG qui choisissent de ne pas avoir de bureau en Equateur. Ensuite, cela montre comment l'administration d'une ONG se fait depuis la capitale et le personnel réalise ensuite de courts voyages dans les localités des projets mis en œuvre.

Finalement, c'est donc grâce à des entretiens, majoritairement de personnel d'ONG, du directeur au technicien et également grâce à l'observation principalement dans la partie andine du pays que s'est construite l'analyse. Le type d'entretien choisi a été la méthode de l'entretien semi-directif avec des grilles d'entretien peu contraignantes⁴⁷ afin de ne pas tomber dans la sur-interprétation, de ne pas orienter le propos en fonction de mes premières hypothèses. En interrogeant d'abord les entretenus sur des questions larges de description du fonctionnement de leur organisation et des projets qu'ils développaient actuellement, l'objectif était de mettre en lumière à quels moments les acteurs se croisaient, dans quel contexte, si les rapports étaient conflictuels ou performatifs. Il s'agissait de comprendre comment les entretenus percevaient la structure à laquelle ils appartenaient mais également comment ils percevaient les autres acteurs. Déduire de leurs propos les stratégies développées aux ressources auxquelles ils faisaient appel était également l'enjeu des entretiens réalisés.

Outre les entretiens, la presse a été également une source importante. D'une part, la presse équatorienne, a permis de répertorier les événements où gouvernement équatorien, organisations autochtones et agences de la coopération internationale se croisaient. D'autre part, la presse française a offert un second angle de vue, celui de l'arène internationale : les discours et les stratégies du gouvernement de la révolution citoyenne au niveau international mais également comment sont relayés les combats des organisations autochtones dans la presse française et européenne plus généralement sont un élément d'analyse d'une grande richesse pour observer les dynamiques à échelle internationale et les écarts de discours et dans la pratique dont on peut se rendre compte au niveau national.

Plusieurs accords internationaux sur la coopération internationale comme la conférence de Paris⁴⁸ ou les accords de Durban⁴⁹, sur le mouvement autochtone comme la déclaration de 2007 de

47 BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 2012, p155-200

48 OCDE, *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et programme d'action d'ACCRA*, 2005, disponible à : <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf> (consulté le 19/04/2016)

49 PNUD, *Le point sur la conférence de Durban : Les principaux résultats et le chemin restant à parcourir*, 2012, disponible à : <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Environment%20and>

l'ONU⁵⁰ ou la convention 169 de l'OIT⁵¹, sur la protection de l'environnement comme la convention sur la biodiversité⁵² ou le récent accord de la COP21 de Paris⁵³ ont été une source exploitée pour comprendre les dynamiques à l'échelle internationale. Au niveau national, la constitution⁵⁴ et ses lois organiques en rapport avec l'organisation des aires protégées⁵⁵ et avec la décentralisation, les territoires autochtones⁵⁶, ainsi que le plan national pour le Buen Vivir⁵⁷ qui vise à planifier l'action publique ont été des sources primaires capitales pour tenter de répondre aux problématiques posées.

Une autre source réside dans les documents produits par les ONG. Ce sont des brochures, des rapports et des évaluations de projets qui ont été recueillis auprès des agents de la coopération internationale tout au long de l'enquête de terrain. Ces explications de leurs missions, de leurs objectifs, de leur « vision », de leur histoire, de leurs outils pour atteindre leurs objectifs, ont été autant d'instruments pour comprendre l'acteur en lui-même et son positionnement vis-à-vis du gouvernement équatorien et du mouvement autochtone.

Plan

C'est grâce à cette diversité de sources et à ces choix méthodologiques que nous proposerons, pour répondre aux problématiques posées, d'étudier dans un premier temps l'échelle internationale où les trois acteurs qui nous intéressent – les agents de la coopération internationale, l'Etat équatorien et plus particulièrement le gouvernement équatorien actuel, et le mouvement autochtone – développent des discours, des stratégies et des alliances performatives. Nous parlerons d'arène, et pas seulement d'échelle, comme d'un espace où évoluent des liens, des

[%20Energy/UNDP_DURBAN_FR_22_5.pdf](#) (consulté le 19/04/2016)

50 ONU, *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, 2007, disponible à :

http://www.un.org/esa/socdev/unpfi/documents/DRIPS_fr.pdf (consulté le 19/04/2016)

51 OIT, *Convention no 169 relative aux peuples indigènes et tribaux*, 1989, disponible à :

http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169 (consulté le 19/04/2016)

52 ONU, *Convention sur la diversité biologique*, 1992, disponible à : <https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf> (consulté le 19/04/2016)

53 ONU, *Convention cadre sur les changements climatiques*, 2015, disponible à :

<http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fr/109f.pdf> (consulté le 19/04/2016)

54 REPUBLICA DEL ECUADOR, *Constitucion de la Republica del Ecuador*, 2008, disponible à :

http://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_const.pdf (consulté le 19/04/2016)

55 REPUBLICA DEL ECUADOR, *Ley forestal y de conservacion de areas naturales y vida silvestre*, 2004, disponible à : <http://www.ambiente.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/09/ley-forestal.pdf> (consulté le 19/04/2016)

56 REPUBLICA DEL ECUADOR, *Codigo organico organizacion territorial autonomia descentralizacion*, 2008, disponible à : http://www.finanzas.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/09/CODIGO_ORGANIZACION_TERRITORIAL.pdf (consulté le 19/04/2016)

57 REPUBLICA DEL ECUADOR, *Plan Nacional del Buen Vivir – 2013 – 2017*, 2013, disponible à :

<http://documentos.senplades.gob.ec/Plan%20Nacional%20Buen%20Vivir%202013-2017.pdf> (consulté le 19/04/2016)

circulations, des normes dans le temps entre acteurs qui sont propres à cette échelle. Ce n'est pas un simple niveau d'analyse, c'est un espace propre, producteur de normes et de stratégies.

Ensuite, il nous faudra penser l'échelle nationale et comment entre l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir, son installation, et la pratique du pouvoir pendant près d'une décennie, on peut constater une profonde reconfiguration des rapports de force entre nos acteurs. Comment expliquer que les organisations nationales autochtones qui ont mené Rafael Correa au pouvoir soient maintenant divisées et affaiblies ? Comment une politique anti-impérialiste peut à la fois contrôler les organisations internationales et leur action dans le pays mais également les organisations nationales ? Comment la pratique du pouvoir peut modifier considérablement l'esprit des grands projets de début de mandat ? Autant de questions auxquelles nous essayerons de répondre dans ce chapitre.

Enfin, nous analyserons l'échelle locale et la mise en concret des discours, des stratégies et des politiques nationales et internationales que nous aurons examiné dans les deux premiers chapitres. Nous tenterons d'explorer si les acteurs concernés par la mise en place des stratégies multi-scalaires étudiées, qu'ils s'agissent de membres d'organisations autochtones locales ou de personnel d'ONG, reproduisent les mêmes discours et rhétoriques.

Ce plan allant de l'international au local traduit un certain parti-pris de montrer une logique Top – Down, nous tenterons de montrer une certaine imposition de politiques dictées dans l'arène internationale et qui trouvent une traduction dans les localités à travers les agents de l'Etat et des ONG. Nous réfuterons le concept de « local », pour insister sur le fait qu'il n'y a que des localités, qu'on ne peut uniformiser les localités dans un ensemble homogène comme les acteurs de l'arène internationale semble le faire.

CHAPITRE 1 : L'ÉCHELLE INTERNATIONALE : UNE ARÈNE OÙ NAISSENT DES STRATÉGIES MULTI-SCALAIRES

Dans ce chapitre, nous allons tenter de montrer comment s'est construite une arène autonome au niveau international avec une idéologie, des stratégies et rhétoriques spécifiques à ce niveau, une production de normes et de codes normatifs, comment sont nés et évoluent les acteurs caractéristiques de cette arène et comment des acteurs tels que le leader équatorien ou le mouvement autochtone développent des stratégies propres à cette arène. Nous verrons dans un premier temps comment est née cette arène, après la seconde guerre mondiale, et comment elle a construit et fait évoluer son idéologie. Ensuite, il faudra s'intéresser aux acteurs associés à ce niveau international que sont les organisations internationales de type onusienne, les ONG et les agences de coopération internationale des pays. Rafael Correa a également appris à utiliser cette arène et nous verrons comment avant de se pencher sur la manière dont le mouvement autochtone évolue également comme acteur dans cette arène.

I. La construction d'un arène : évolution des idéologies, discours et acteurs

Il s'agit ici de montrer quelles sont les bases idéologiques et quelles sont les normes produites dans l'arène internationale. Il faudra revenir sur la genèse du concept de développement, sa construction, son renforcement mais également son évolution face aux critiques qui lui sont faites.

A. Du développement au développement durable à ses critiques

Pour comprendre en quoi l'échelle internationale s'est développée comme une arène où sont mis en place des stratégies et des discours indépendants d'autres niveaux d'analyse, il faut nous attarder sur la genèse du développement, son évolution et sa dimension idéologique et normative, « dresser une rapide généalogie des idées à la base des “matériaux de construction”⁵⁸» qui construisent la coopération internationale et l'aide au développement.

Le concept de développement comme paradigme de la scène internationale s'est imposé après la Seconde Guerre Mondiale. Il apparaît comme la solution à la pauvreté et la direction à suivre dans le nouvel ordre social qui se construit. Il crée rapidement des dichotomies qui, malgré

58 ATLANI DUAULT Laetitia, *Au bonheur des autres ; Anthropologie de l'aide humanitaire*, Ed A. Colin, Paris, 2009, p. 47

leur apparence objective, sont profondément normatives. On parle rapidement de pays développés en opposition aux pays sous-développés ou par la suite, « en développement », ces derniers devant aller vers le développement, qui est perçu le but ultime à atteindre. Le développement est associé dans un premier temps à l'augmentation des niveaux de vie des populations, dans l'idée que les « la pauvreté et l'inégalité se résoudront essentiellement de par des moyens économiques »⁵⁹. C'est le « trickle down effect » qui est « le courant dominant parmi les professionnels du développement et qui affirmait qu'il existait un relation inverse entre les politiques de redistribution et la croissance.⁶⁰ »

« Dans cette compréhension du développement, si les gens sont mieux nourris, plus instruits, mieux logés et en meilleure santé, c'est le résultat indirect de politiques visant à stimuler de meilleurs taux de productivité et de consommation et non pas de politiques cernant directement les problèmes de la pauvreté. Le développement est quantifiable et réductible à l'économique. »⁶¹

Dès les années 1950, il apparaît d'ailleurs que croissance économique et développement sont deux termes pouvant s'interchanger. Loin de mettre au centre la lutte contre la pauvreté et la lutte contre les inégalités, le développement a pour fin en soi l'augmentation du PIB (produit intérieur brut).

Dans les années 1970, cette vision linéaire, économique et dogmatique du développement commence à être critiquée. Déjà, Raul Prebisch, directeur de la CEPAL (commission économique pour l'Amérique latine), publie sa théorie de la dégradation de l'échange en 1950 (Les pays du centre importent des matières premières aux pays de la périphérie et en font des objets manufacturés qu'ils revendent à la périphérie plus chers que les matières premières puisqu'ayant une valeur ajoutée). Ce sont ces écrits qui feront naître la théorie de la dépendance⁶² selon laquelle le sous-développement n'est pas une phase précédant le développement mais le produit du développement⁶³.

Les organisations internationales apprennent alors à réorienter l'aide au développement en fonction de ces critiques. On replace l'élimination de la pauvreté au centre, on met en place des actions favorisant « la création d'emplois, l'alimentation pour tous, l'amélioration des services de

59 GUDYNAS Eduardo, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina : Un breve guía heterodoxa », in LANG Miriam, MOKRANI Dunia, *Mas alla del desarrollo. Grupo permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo*, Fundacion Rosa Luxemburg/ Abya Yala, Quito, 2011, p. 22-23, « la desigualdad y la pobreza se resolveran esencialmente por medios economicos »

60 ATLANI-DUAULT Laetitia, *op cit*, p. 47

61 GARDNER Katy, LEWIS David, *Anthropology, development and the post modern challenge*, Pluto Press, Londres, 1996, in ATLANI-DUAULT Laetitia, *op cit*, p. 48

62 PREBISCH Raul, *The Latin American periphery in global crisis of capitalism*, CEPAL, Santiago de Chile, 1985

63 GUDYNAS Eduardo, *op cit*, p. 24

santé, d'éducation, ainsi qu'une meilleure redistribution des revenus⁶⁴». Les agences de la coopération internationale privilégient une action localisée, on pense le développement de l'échelle la plus petite (locale) à la plus grande (l'internationale) pour un développement à échelle humaine, grâce notamment aux travaux d'Amartya Sen⁶⁵. On peut malgré tout penser qu'il s'agit ici d'une reconfiguration de l'aide au développement et non un changement idéologique dans le concept de développement : « cette nouvelle perspective ne remettant pas fondamentalement en question les présupposés intérieurs, mais cela impliquait plutôt un agenda de priorités revisités dans lequel les groupes vulnérables comme les « petits fermiers » ou « les ménages tenus par des femmes » étaient prioritairement bénéficiaires de l'aide⁶⁶».

Malgré ces premières critiques à l'hégémonisme du développement, le point central reste l'économie et ses mécanismes et c'est dans les années 1970 que surgit, avec les premiers signes d'une crise environnementale, notamment avec *Les Limites de la Croissance* publiée en 1972⁶⁷ et connu ensuite sous le nom Rapport Meadows, et l'apparition de mouvements sociaux lié à la problématique environnementale, la nécessité de faire évoluer la notion.

C'est au Sommet de la Terre en 1992 à Rio que les acteurs de la scène internationale et de l'aide au développement tente de poser les jalons d'un concept modifié du développement. En effet, face à l'échec des réformes d'ajustement structurels néolibérales des années 1980 et 1990, et devant l'imbrication conceptuelle entre développement et environnement qui se crée, on voit apparaître dans le rapport Bruntland le concept de développement durable.

« La définition prend une tournure conciliatrice : le développement durable doit s'orienter vers la croissance économique. De cette manière, la vieille opposition entre croissance et conservation, entre écologie et économie, disparaît. On soutient que le développement durable implique la croissance économique et la conservation des ressources naturelles devient une condition nécessaire pour y arriver. »⁶⁸

Le concept de développement durable prend en compte certaines critiques, dans le texte « Our Common Future » publié en 1987⁶⁹, comme remettre au centre la satisfaction des « besoins

64 ATLANI-DUAULT Laetitia, *op cit*, p. 50

65 SEN Amartya, *Development as freedom*, Knopf, New York, 1999

66 ATLANI-DUAULT Laetitia, *op cit*, p. 50

67 MEADOWS Dennis, *Los limites del crecimiento*, Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1972, in GUDYNAS Eduardo, *op cit*, p. 25

68 GUDYNAS Eduardo, *op cit*, p. 30

« La definición se cierra con un giro conciliador : el desarrollo sostenible debe orientarse al crecimiento económico. De esta manera, la vieja oposición entre crecimiento y conservación, ecología y economía, desaparece. Se vuelve a sostener que el desarrollo implica crecimiento económico, y para lograr eso, la conservación de los recursos naturales pasa a ser una condición necesaria »

69 WORLD COMMISSION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT, *Our Common Future*, Oxford University Press, Oxford, 1987

basiques » humaines et admet l'existence de limites, notamment écologiques, avec les premiers signes de réchauffement local, de réduction d'accès à l'eau et de qualité de l'eau, de l'érosion des sols⁷⁰.

Mises à part certaines idées auxquelles sont associées le développement durable comme « le développement des générations présentes sans mettre en danger les générations futures », et celle qui lie profondément développement et écologie, le développement durable est un concept flou, ambivalent et polysémique. Le soin est laissé aux agents d'y trouver son contenu pratique⁷¹.

La naissance du développement durable comme réponse aux critiques d'une certaine idée normative et subjective du développement qui ne remplit pas les objectifs d'amélioration des conditions de vie des individus ne paraît pas satisfaisante. La popularisation rapide du concept et son excessive utilisation à plusieurs échelles et par différents acteurs, qui l'emploie autant pour critiquer le capitalisme que pour prôner le libéralisme, nous montre les limites du cadre normatif mis en place par les acteurs de l'aide au développement et de la coopération internationale.

70 ACOSTA Alberto, *El desarrollo en su laberinto. Principales propuestas y criticas*, séminaire FLACSO Sede Ecuador, 20/08/2015

71 ATLANI-DUAULT, *op cit*, p. 52

**Clasificación provisoria
de desarrollos alternativos y alternativas al desarrollo**

Se ofrecen referencias a las principales tendencias como ejemplos destacados

A) Alternativas dentro de la ideología del progreso y la modernidad	
Alternativas instrumentales clásicas.	<ul style="list-style-type: none"> • Reparación de los efectos negativos (e.g. reformismo socialdemócrata, "tercera vía"), desarrollo nacional popular, nuevo desarrollismo, neoextractivismo progresista.
Alternativas enfocadas en las estructuras y los procesos económicos y el papel del capital.	<ul style="list-style-type: none"> • Alternativas socialistas, estructuralismo temprano, marxistas y neomarxistas, dependencistas, neoestructuralismo, varios exponentes del socialismo del siglo XXI.
Alternativas enfocadas en la dimensión social.	<ul style="list-style-type: none"> • Límites sociales del crecimiento, desacople economía/desarrollo, énfasis en empleo y pobreza. • Desarrollo endógeno, desarrollo humano, desarrollo a escala humana. • Otras economías (doméstica, informales, campesina, indígena), multiculturalismo liberal.
Alternativas que reaccionan a los impactos ambientales.	<ul style="list-style-type: none"> • Ecodesarrollo, sustentabilidad débil y parte de la sustentabilidad fuerte.
B) Alternativas más allá del progreso y de la modernidad	
<ul style="list-style-type: none"> • Convivencialidad. • Desarrollo sustentable superfuerte, biocéntricos, ecología profunda. • Crítica feminista, economía del cuidado. • Desmaterialización de las economías, decrecimiento (en parte). • Interculturalismo, pluralismo, ontologías relacionales, ciudadanías expandidas. • Buen vivir (algunas manifestaciones). 	

Ce tableau résume les différentes critiques du développement selon les courants. Il insiste sur la distinction entre alternatives de développement dans la première partie et alternatives au développement dans la seconde⁷².

B. L'émergence du principe de gouvernance, ambivalent et normatif

Parallèlement à la théorisation et aux tentatives de mise en concret du développement durable, un autre concept occupe une place phare dans le discours des organisations internationales : celui de gouvernance. Après être tombé en désuétude pendant plusieurs siècles, le terme réapparaît pour la première fois en 1989 dans un rapport de la Banque Mondiale. Il y est expliqué que la « bonne gouvernance est une condition nécessaire du développement durable »⁷³. Il est utilisé pour décrire une nouvelle manière de gouverner, avec une hiérarchie entre acteurs bouleversée. En effet,

⁷² GUDYNAS Eduardo, "Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina : Una breve guía heterodoxa", in LANG Miriam, MOKRANI Dunia, *Mas alla del Desarrollo*, Fundacion Rosa Luxembourg, Abya Yala, Quito, 2011, p. 47

⁷³ *Idem*, p. 53-54

traditionnellement dans l'histoire des relations internationales, l'Etat est pensé comme le centre de l'analyse, il est dernier décideur aux échelles locales, nationales et internationales. Or, aujourd'hui, l'analyse ne peut être réduite aux actions de l'Etat, il faut prendre en compte « une multitude d'acteurs, publics, privés, collectifs ou individuels, qui participent directement ou indirectement aux processus de décisions politiques »⁷⁴. On pense aux organisations internationales, aux entreprises, aux mouvements sociaux notamment.

« La notion de gouvernance est donc issue d'une interrogation sur les problèmes de « gouvernabilité » des sociétés postindustrielles, devenues prétendument ingouvernables du fait de l'atomisation du corps social, de l'autonomisation des groupes d'intérêts et de la prolifération des réseaux. Forcée dans un contexte de perte de monopole étatique de la souveraineté, de crise de l'Etat providence, de libéralisation et de privatisation accélérée, la notion de « gouvernance » a donc été d'abord utilisée comme une catégorie analytique pour penser les nouveaux modes de gouvernement, avant de devenir une catégorie politique et normative de la boîte à outils des bailleurs de fonds. »⁷⁵

Cette citation nous montre que, loin d'être une simple notion pour mettre en mots une nouvelle réalité sociale à échelle internationale, le concept prend rapidement une dimension normative sur la scène internationale. La gouvernance est associée à des concepts comme la négociation, la transparence, la participation, la responsabilité, l'équité et le multi-acteur. Or ces axes qui sont prônés par les agences internationales, notamment dans les politiques d'aide au développement dans l'arène internationale, pour arriver à une « bonne gouvernance » sont profondément ambivalents.

Tout d'abord, la négociation constante comme nouvelle manière de penser et de prôner les relations entre différents acteurs, crée une nouvelle hiérarchie des relations, une vision horizontale et pluri-actorielle du pouvoir. L'Etat a alors un rôle considérablement réduit dans ce modèle, de nouveaux acteurs peuvent apparaître comme tout autant légitimes pour élaborer et mettre en place des politiques publiques à différentes échelles⁷⁶. Derrière le concept de négociation perpétuelle, c'est une vision d'un exercice polycentrique du pouvoir qui est présent⁷⁷.

Ensuite, la participation est mise elle aussi en valeur. Le mot revient constamment, tant dans la littérature scientifique que dans le discours des agents de la coopération internationale, dans les

74 *Ibidem*

75 BANEGAS & MEYER, *La gouvernance, un concept « attrape-tout » transversal et fluctuant*, Note commanditée par le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie, non publiée, in ATLANI-DUAULT, *op cit*, p. 55

76 ATLANI-DUAULT, « Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance », in *Autrepart* no35, 2005, p. 5

77 FOYER Jean, « Introduction General », in FOYER Jean, GROS Christian, *Desarrollo con Identidad. Gobernanza economica indigena. Siete estudios de caso*, Actes et Mémoire, Lima, 2010, p. 4

rapports des organisations internationales que dans les objectifs des politiques publiques des Etats. Mettre au centre chaque individu, qu'il puisse s'investir dans la politique de sa localité, il y a une vocation émancipatrice dans le concept de participation pour repenser le politique. On la décrit comme un « approfondissement de la démocratie »⁷⁸, nécessaire donc à la bonne gouvernance. La participation peut également être profondément ambivalente, et c'est ce que montre notamment Doris Buu Sao lorsqu'elle montre que les mécanismes de participation dans l'Amazonie péruvienne sont également une stratégie pour réduire la contestation⁷⁹. C'est une manière de dépolitiser l'action publique et collective⁸⁰.

Nous avons vu que les organisations internationales d'aide au développement mettent en place un nouveau cadre normatif à leur action, dans le but de combattre la pauvreté. Avant le développement d'une arène internationale, les Etats étaient les acteurs centraux, ce qui n'est plus le cas, comme nous l'avons montré. Le changement n'est pas seulement idéologique, c'est également le remplacement d'un système d'action par un autre système d'action. A la place d'un système d'action constitué par l'Etat, les syndicats et les mouvements sociaux avec pour objectif de protéger le travail de la pauvreté, on passe à un système d'action où l'objectif est la lutte contre la pauvreté avec des acteurs modifiés : l'Etat décentralisé, les organisations internationales, les ONG, les associations, les experts... De là, il y a un bouleversement de l'identité des acteurs. Le travailleur devient le pauvre, le militant devient un membre d'association et l'intellectuel devient un expert⁸¹. On retrouve ici les mécanismes associés à la gouvernance : une dépolitisation certaine de l'action politique, une injonction à la participation, une absence de conflits par la négociation (conflits sociaux euphémisés puisque la lutte contre la pauvreté est perçue comme une opération « winner-winner »⁸²).

« Ce n'est pas notre rôle de nous impliquer en politique, bien que tout soit politique, mais disons en politique partisane. Nous n'avons pas une chemise politique partisane. On a des missions : lutte contre la pauvreté, assistance humanitaire, genre... Ça, ce sont nos missions, mais nous ne sommes pas politiques. »⁸³

« Notre avantage est qu'on se retranche derrière une coopération technique. En apparence, on n'est pas militant. Ce qui est faux. C'est complètement faux »⁸⁴.

78 BUU SAO Doris, « 'Perupetro est ton ami' : un gouvernement des contestataires en Amazonie péruvienne », in *Participations* no6, 2013, p. 120

79 *Idem*, p. 124

80 FOYER Jean, *op cit*, p. 4

81 MERKLEN Denis, « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », in *Etudes Rurales* no 165-166, 2003, p. 187-188

82 *Idem*, p. 192

83 Entretien avec Mr Andrés Cordova, coordinateur de projet pour CARE Ecuador, 14/12/2015

“No es nuestro rol de meternos en política, aunque todo es política, política partidista digamos. No tenemos camiseta política partidista. Tenemos mandatos : lucha a la pobreza, asistencia humanitaria, genero... Esos son nuestros mandatos pero no somos políticos.”

84 Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine pour AVSF (agronomes et vétérinaires sans

Ces extraits d'entretien attestent bien que le personnel d'ONG, bien qu'issu d'ONG très différentes, puisque l'un travaillant pour une petite ONG française AVSF, et l'autre pour CARE Ecuador beaucoup plus importante, l'action des ONG est décrite comme technique et non politique illustrant le passage de militant à expert, avec des objectifs bien définis comme la lutte contre la pauvreté.

A travers de la promotion de notions qui paraissent être à l'abri de critiques – personne ne peut préférer le conflit à la négociation, personne ne peut refuser la participation des populations locales dans les choix politiques les concernant, personne peut ne pas vouloir combattre la pauvreté – le système qu'organise le principe de gouvernance entraîne une vision dépolitisée et polycentrique du politique. Les notions apparemment objectives comme la participation, la négociation ou l'horizontalité entre acteurs, sont ambivalentes et dessine un cadre normatif plus général résumé sous le terme de gouvernance.

La gouvernance est donc une unité normative qui forme un système cohérent et qui est ensuite traduit à différentes échelles et dans différents secteurs. En effet, on parle aujourd'hui de gouvernance d'entreprise, de gouvernance mondiale, de gouvernance locale, de gouvernance d'aires protégées...⁸⁵ Ces sous-systèmes sont mus par les ambivalences idéologiques que nous avons vues et interprétées et y évoluent les acteurs qui nous intéressent : le gouvernement équatorien, le mouvement autochtone et les acteurs de la coopération internationale comme le personnel des ONG.

II. Les acteurs de la coopération internationale : organisation et évolution

Un acteur produit par l'arène internationale est les agents de la coopération internationale. Des institutions onusiennes aux ONG, il faut dresser un rapide portrait de cette diversité d'acteurs dont les idéologies, les rhétoriques et les stratégies diffèrent et évoluent. Nous nous intéresserons également à la manière dont ces différentes entités se rapprochent du mouvement autochtone équatorien.

frontières), le 01/12/15
85 FOYER Jean, *op cit*, p. 4

A. Le mouvement environnementaliste et ses courants, ses critiques et ses relations au mouvement autochtone

Le mouvement environnementaliste est souvent homogénéisé à tort. En effet, il faut différencier plusieurs courants qui se séparent profondément, ont des stratégies différentes, sont composés d'acteurs divers. Nous allons étudier comment ces différentes entités créent des stratégies dans l'arène internationale qui sont performatives à ce niveau d'analyse et par quels biais elles tentent de les mettre en place, de les traduire à d'autres échelles.

Il faut d'abord différencier les différents agents qui défendent des positions environnementalistes. Il y a les organisations internationales onusiennes, ici nous intéressent particulièrement le PNUD (programme des nations unies pour le développement) et le PNUE (programme des nations unies pour l'environnement), ensuite viennent les agences de coopération nationales comme l'AFD française (agence française de développement), GIZ allemande (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), ou le fonds de l'Union européenne d'aide au développement. Les ONG (organisations non-gouvernementales) font également partie des acteurs influents dans le domaine de la protection de l'environnement. Parmi les ONG, il faut distinguer plusieurs sous-ensembles également. Il y a les ONG internationales et nationales, les conservationnistes et celles qui se concentrent sur d'autres thèmes comme les droits humains ou l'agriculture mais qui prennent en compte la dimension environnementale dans ces axes.

Ces différents acteurs développent des axes stratégiques qui sont en concordance avec l'idéologie que nous avons déjà évoquée. Pour mettre en pratique aux niveaux national et local leurs discours internationaux, c'est à travers des convocations, notamment dans le cas de l'Union européenne, que les ONG peuvent demander des financements pour développer des projets de développement à échelle locale. On peut voir comme lignes stratégiques de ces convocations un lexique qui n'est pas sans rappeler le vocable associé à la gouvernance et au développement durable: « composante écologique », « composante productive », « marché inclusif », « renforcement de la société civile ». On donne donc des lignes générales et vagues et ce sont aux agents au niveau local de les interpréter et de les appliquer. La composante environnementaliste prend une place considérable dans ce discours et nous intéresse particulièrement ici afin d'approfondir l'analyse du mouvement environnementaliste.

Selon Jean Foyer, il y aurait trois grands courants au mouvement environnementaliste qui diffèrent sur leur rapport idéologique à la nature, à la biodiversité, à l'environnement. Un premier repose sur l'utilisation économique, sur la l'utilité humaine de la nature. Le deuxième, dont les ONG conservationnistes seraient chef de file, perçoivent la nature comme ayant une valeur intrinsèque et

où l'homme serait plutôt vu comme un perturbateur dans cette image romantisée de l'environnement. Le dernier, inspiré par les travaux post-développementalistes comme ceux d'Arturo Escobar⁸⁶, prône un rapport à l'environnement articulé toujours avec les dynamiques socio-culturelles et contre celles de marché, les ONG locales socio-environnementales représentent ce courant⁸⁷. Ces catégories des différents courants de l'environnementalisme ne sont pas étanches, chacun se croisant, faisant appel à des stratégies de l'autre malgré des bases idéologiques différentes. Ces différents acteurs peuvent s'allier performativement dans l'arène internationale. Il faut donc insister sur le fait que les agents de la coopération internationale et le personnel des ONG ne sont pas homogènes. Il y a différents courants au sein des ONG et des organisations internationales qui ont en commun d'évoluer dans l'arène internationale, d'y développer des stratégies.

Une de ces stratégies, qui nous intéressent particulièrement ici, est de faire de la défense des peuples autochtones et communautés locales une priorité. En effet, les ONG et les organisations internationales ont donné une place centrale à ce thème dès les années 1970. Les territoires autochtones étant dans leur majorité des espaces de grande biodiversité, les agents de la coopération internationale ont rapidement cherché à s'allier à ces peuples et ce à deux niveaux. Tout d'abord, à échelle internationale, ils font des peuples autochtones un symbole de leur lutte, convoquant le mythe centenaire du bon sauvage protégé et vivant en harmonie avec la nature. D'autre part, ils font de la protection des droits des peuples autochtones une stratégie dans leurs projets sur leur terrain au niveau locale. C'est une stratégie multi-scalaire.

Ce phénomène a été rapidement critiqué. En effet, le fait que les ONG se placent en «représentant des “exclus”, des “population indigènes”» est remis en cause, «leur rôle d'intermédiaire est dénoncé comme un parasitisme et un paternalisme»⁸⁸. Les agents de la coopération internationale sont accusés de romantiser le mouvement autochtone et ainsi de lui faire porter des combats qui ne sont pas les siens. Le discours environnementaliste international a créé un imaginaire collectif international autour de l'autochtone, en faisant un symbole de leur action, de leur lutte. Astrid Ulloa résume ce phénomène sous le nom de « natif écologique » et y dénonce une représentation fortement essentialisante, universalisant le stéréotype « comme une vérité évidente »⁸⁹. Il y a une certaine réactualisation du mythe du bon sauvage, on enferme les peuples

86 ESCOBAR Arturo, *La Invención del Tercer Mundo. Construcción y Deconstrucción del Desarrollo*, Fundación Editorial El Perro y la Rana, Caracas, 2007

87 FOYER Jean, *Il était une fois la bio révolution. Nature et savoirs dans la modernité globale*, Presses Universitaires de France, Paris, 2010, p. 67 – 121

88 DUMOULIN KERVRAN David, « Effets inégalitaires du système ONG en Amérique latine », in ZAGEFKA Polymnia, ZUMELO Christine, *Egalité(s)/Inégalité(s) dans les Amériques*, Editions de l'Institut des Amériques, 2008, p. 5

89 ULLOA Astrid, « Las representaciones sobre los indígenas en los discursos ambientales y de desarrollo sostenible »,

autochtones dans une identité précise et ce faisant, on leur refuse celle de citoyen, d'agent social, on les met à la marge de la société « civilisée », de la modernité.

On peut ainsi voir CARE Ecuador inscrire les populations autochtones dans leur « interventions et populations stratégiques »⁹⁰, TNC (The Nature Conservancy) affichant « Protecting the Amazon and its people »⁹¹ sur la page d'accueil de son site internet, ou encore l'image de cette femme Kayapo au Brésil parée des peintures traditionnelles qui illustre un des projets de CI (Conservation International) dont le nom est sans équivoque : « Brasil's Kayapo : Stewards of the forests »⁹². L'essentialisation est ici indéniable et performative pour les organisations internationales cherchant à mobiliser des fonds ou des soutiens dans les pays occidentaux, au niveau international donc. C'est donc une stratégie adoptée par les ONG internationales, il n'est pas vérifié qu'elle soit traduite au niveau local, par le personnel employé au niveau local.

La critique des ONG et de leur action auprès des organisations autochtones ne se situe pas seulement autour de la dérive essentialiste. En effet, on accuse les agents de la coopération internationale d'imposer leurs codes normatifs inconsciemment. Le « renforcement de la société civile » équivaudrait alors à bureaucratiser et technocratiser les organisations autochtones en suivant le modèle occidental d'organisation⁹³ et l'affaiblissement des organisations autochtones en seraient la conséquence⁹⁴. La mise au concret des lignes stratégiques de la coopération internationale serait parfois nuisible aux politiques et au système organisationnel des pays d'intervention.

B. Vers une nouvelle mentalité des agents de la coopération internationale au niveau international ?

Les agents de la coopération internationale ont pris la mesure des critiques qui lui sont faites. C'est pourquoi, dans les années 2000, on voit donc la coopération évoluer et changer son discours. Elle pose en principe de base de toute coopération le « Ne pas nuire » dans la conférence de Paris en 2005⁹⁵. Elle lie les problématiques écologiques et sociales, prône une conservation

in MATO Daniel, *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales Universidad Central de Venezuela, Caracas, 2005, p. 90 « el nativo ecológico »

90 CARE, *Interventions et populations stratégiques*, disponible à : <http://www.care.org.ec> (consulté le 28/05)

91 THE NATURE CONSERVANCY, *Protecting the Amazon and its People*, disponible à :

<http://www.nature.org/ourinitiatives/regions/southamerica/ecuador/> (consulté le 28/05/16)

92 CONSERVATION INTERNATIONAL, *Brasil's Kayapo : Stewards of the forests*, disponible à :

<http://www.conservation.org/projects/Pages/kayapo-stewards-of-the-forests-brazil.aspx> (consulté le 28/05/16)

93 ZIBECHI Raul, *Autonomía y Emancipaciones América Latina en Movimiento*, Fondo Editorial de la Facultad de Ciencias Sociales, Lima, 2007, p. 259

94 Ces réflexions ont été développées dans le cadre du mémoire de master 1, *Nouvelles gauches, mouvements autochtones et organisations internationales : Bolivie et Equateur. Tensions discursives, idéologiques et pratiques face à une reconfiguration des rapports de force*, sous la direction de Camille Goirand, IHEAL, 2015

95 OCDE, *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et programme d'action d'ACCRA*, 2005 <https://www.oecd.org/fr> (consulté le 05/04/2016)

liée à la réalité sociale⁹⁶. Les accords de Durban de 2003 montrent également que la coopération internationale admet que la biodiversité ne peut être réduite à sa composante scientifique ou romantique mais qu'elle doit également être comprise à l'intérieur de dynamiques socio-culturelles⁹⁷. Pourtant, les agents de la coopération internationale continuent d'osciller entre ces deux courants : l'importance de prendre en compte les populations locales dans les politiques de conservation et l'idée que les « hot spots » de la biodiversité doivent être protégés de toute activité humaine qui leur sont nuisibles.

Dans le cas de l'Equateur, cette problématique est particulièrement présente, les Andes tropicales étant à la fois la zone la plus riche au monde en termes d'espèces animales et végétales et la plus menacée, selon la CEPF (Critical Ecosystem Partnership Fund), initiative collective de CI, l'UE, de l'AFD et la Banque Mondiale, entre autres⁹⁸. Mais l'Equateur est également un des pays où la population autochtone est forte (38% selon le PNUD en 2004⁹⁹). Trouver un équilibre entre protection des peuples autochtones et conservation de la nature est donc particulièrement central pour les agents de la coopération internationale travaillant en Equateur.

« Indubitablement, si tu veux réussir une conservation effective, tu dois impliquer ceux qui vivent sur le territoire que tu souhaites conserver. Si on analyse les derniers restants de forêts ou de paramos en bon état, ce sont les communautés qui vivent dans ces espaces. (...) On pourrait voir comme une contradiction la conservation et les peuples autochtones. Mais ça peut être également une alliance puissante.¹⁰⁰»

Comme le montre cet extrait d'entretien avec le directeur technique de CI Ecuador, les ONG de conservation, pour le moins dans leur discours, lient populations locales et conservation.

Il y a donc un changement dans le discours mais également dans les stratégies à niveau international. Par exemple, le consortium ICCA (Indigenous peoples' and Community Conserved territories and Areas), œuvrant considérablement aux côtés de l'UICN (Union Internationale pour la

96 Ces réflexions ont été développées dans le cadre d'un rendu de fin de semestre *Réflexions sur la coopération internationale en Equateur et sur le mouvement autochtone. L'exemple des paramos : écosystèmes fragiles, territoires indiens et cibles des ONG*, pour le cours *Politics of Natural Resources in Indigenous Territories*, DUMOULIN KERVRAN David, IHEAL, 2016

97 ONU, *Le point sur la conférence de Durban : les principaux résultats et le chemin à parcourir*, 2012, <http://www.undp.org/> (consulté le 05/04/2016)

98 CEPF, *Protecting Nature's hotspots for people and prosperity. South America*, disponible à : <http://www.cepf.net/resources/hotspots/South-America/Pages/default.aspx> (consulté le 01/05/2016)

99 PUIG SALVADOR Marti, « Les raisons de l'existence et du succès des partis ethniques en Amérique latine. Le cas de la Bolivie, de l'Equateur, du Guatemala, du Mexique, du Nicaragua et du Pérou », in *Revue internationale de politique comparée* 17, 2010, p. 146

100 Entretien avec Mr Roberto Ulloa, Directeur Technique de CI Ecuador (conservation internationale), le 03/12/15
« Indiscutablement, si quieres hacer un efectiva conservación, tienes que involucrar los que están viviendo dentro de un territorio. Si uno analiza los últimos remanentes de bosque o páramo en buen estado, las comunidades son las que existen en esos espacios. (...) Puede ser visto como una contradicción conservación y pueblos indígenas. Pero también puede ser vista como alianza poderosa. »

Conservation de la Nature) et défendant la capacité des peuples autochtones et communautés locales à faire de la conservation, travaille avec les organisations internationales comme le PNUE et le WCMC (World Conservation Monitoring Center), est présent dans toutes les grandes réunions internationales concernant la défense de la biodiversité et des peuples autochtones, mais a fait le choix de ne pas être popularisé.

« Quand on explique ce qu'est une TICCA (territorio y areas conservadas por pueblos indigenas y comunidades locales), on prend le temps, c'est pourquoi on publie des documents assez longs, assez compliqués, mais ça veut dire que les personnes qui nous liront sauront de quoi on parle et s'intéresseront au sujet. On ne va pas faire une grande campagne avec le visage d'une femme indienne avec un slogan "Il faut les sauver" ! C'est pas du tout comme ça. »¹⁰¹

C'est une stratégie d'incidence politique à niveau international, dans l'arène internationale, qui est défendue et non plus la mise en place de projets de développement ou de conservation. Les discours et les stratégies évoluent.

Mais dans les faits, on s'aperçoit que le changement est fortement discursif et peu concret, au contraire. Mac Chapin dénonce les grosses ONG de conservation, TNC (The Nature Conservancy), WWF (World Wildlife Foundation) et CI (Conservation International) de prendre de moins en moins compte des populations locales dans leurs politiques globales¹⁰², et certains montrent même un retour à des politiques conservacionnistes plus strictes, et donc excluants les populations locales ces dernières années¹⁰³. « Ceux qui travaillent dans le milieu marin viennent plutôt pour protéger les bêtes que les personnes »¹⁰⁴. Cette citation montre que malgré un changement de discours au niveau international, dans la pratique, c'est loin d'être appliqué. Par conséquent, un changement de modèle de discours et de stratégie s'est installé au niveau international mais il n'est pas encore vérifié qu'il s'applique au niveau local.

Il faut prendre en compte les limites que peuvent rencontrer les agents de la coopération internationale dans la mise en place de leurs rhétoriques et stratégies dans l'arène internationale, notamment à travers l'importance de la place des bailleurs de fonds. En effet, les ONG ont un discours récurrent d'expliquer qu'il s'agit d'observer et de comprendre les réalités locales pour ensuite satisfaire les besoins locaux qui seront proposés aux bailleurs. Souvent la réalité est autre, et

101Entretien avec Melle Emma Courtine, assistante de programme de ICCA (Indigenous peoples' and community conserved territories and areas) , le 11/11/15

102MAC CHAPIN, « A Challenge to Conservationists : Can we protect natural habitats without abusing the people who live in them ? », in *World Watch* no 17, 2004, p. 26

103BOISSIERE Manuel, DOUMENGE Charles, « Entre marginalisation et démagogie : quelle place reste-t-il pour les communautés locales dans les aires protégées ? », in *Les Cahiers d'Outre-Mer* no 244, 2008, p. 463

104Entretien avec Mr Vincent Gravez, facilitateur pour la FFLA (Fundacion Futuro Latino Americano), le 19/01/16

il faut reconnaître qu'un projet naît de l'intérêt des bailleurs principaux. A la question de si un projet naissait des revendications des organisations locales, le coordinateur de TNC et de ses partenaires qui sont deux organisations autochtones locales, répond :

« Non, l'idée vient de la USAID bien sûr. Les gens supposent que le système est structuré de telle sorte que ce sont les organisations locales qui posent leurs revendications et que ce serait ensuite proposé à la USAID. Non. Non. Non. Ce qui se passe au contraire est plutôt dans l'autre sens. Il y a beaucoup de revendications des peuples autochtones, beaucoup de demande de canalisation d'argent, mais cette demande se matérialise seulement lorsqu'elle rencontre l'agenda du donateur ».¹⁰⁵

Le facteur financement prend une place prépondérante dans l'action des ONG, importantes ou plus réduites, structurant leur action et leurs stratégies¹⁰⁶.

On constate donc que la coopération donne de grandes lignes stratégiques au niveau international, tentent de les réorienter en fonction des critiques qui lui sont faites mais est confrontée à des contradictions qu'elle ne parvient pas à concilier. On perçoit que la coopération internationale est d'une telle hétérogénéité (entre les différents courants idéologiques et organisations mais également au sein même des grandes organisations où plusieurs visions s'affrontent) que, malgré des tentatives de conciliation de ses contradictions, le rapport aux peuples autochtones reste ambivalent.

On pose ici l'idée qu'il y aurait un double mouvement à ce rapport à l'essentialisation et à l'exclusion des peuples autochtones des projets de développement dans l'arène internationale. La coopération internationale se rend compte des dérives romantisantes dans lesquelles elle enferme les peuples autochtones et les communautés locales, et tente de travailler à les y intégrer dans les textes internationaux. Malgré tout, cette tendance persiste puisqu'elle a été largement prouvée comme efficace pour porter la conservation de la nature ou sa protection comme thème central de l'agenda international et qu'elle reste performative.

¹⁰⁵Entretien avec Mr Rafael Mendoza, coordinateur de TNC Ecuador (The Nature Conservancy), le 04/12/15
« No, viene de USAID claro. La gente sale presuponiendo que el sistema es estructurado de tal forma que son las organizaciones que hacen demandas y llegaría a proponerlo a la USAID. No. No. No. Lo que ocurre mas bien es al revés. Existe muchas demandas de los pueblos indígenas, mucha demanda de canalización de dinero pero esta demanda solo se materializa solo cuando encaja con la agenda del donante. »

¹⁰⁶Ces réflexions ont été développées dans le cadre d'un rendu de fin de semestre *Réflexions sur la coopération internationale en Equateur et sur le mouvement autochtone. L'exemple des paramos : écosystèmes fragiles, territoires indiens et cibles des ONG*, pour le cours *Politics of Natural Resources in Indigenous Territories*, DUMOULIN KERVRAN David, IHEAL, 2016

**MOUVEMENT ENVIRONNEMENTALISTE :
HÉTÉROGÉNÉITÉ IDÉOLOGIQUE**

Rapport Société / Nature

Utilisation
économique de la
nature
—
Nature pensée en
terme d'utilité pour
l'homme
—
PSE

Valeur intrinsèque
de la nature
—
Romantisation
de la nature
—
Conservation
stricte

Nature pensée dans
dynamiques socio-culturelles
—
Post-développementalisme
—
« Changeons le système,
pas le climat ! »

COURANT TRADITIONNEL
Hyper-modernité
développement durable et bonne gouvernance

COURANT ALTERNATIF
Alter-modernité
Alternative au développement

Arène internationale

ONG
importantes
(conservationnistes
et droits de
l'homme...)

Bailleurs
des ONG

Institutions
onusiennes

Réseaux
transnationaux
d'opposition aux agents
de la Coopération
internationale du
courant traditionnel
(altermondialistes)

III. Le mouvement autochtone dans l'arène internationale : quand le local s'internationalise

Comment se placent les peuples autochtones dans ce mouvement dans l'arène internationale ? Pour essayer de le comprendre, nous nous intéresserons aux dynamiques qui placent le mouvement autochtone dans l'arène internationale, le construisant comme nouvel acteur de la scène internationale qui développe à son tour des stratégies spécifiques à cette échelle.

A. Les peuples autochtones comme nouvel acteur uni sur la scène internationale

La construction d'une scène internationale à l'idéologie, à la rhétorique, aux stratégies et aux acteurs qui y évoluent indépendamment des arènes nationales peut être interprétée comme résultante des dynamiques globales, d'un « contexte dans lequel les individus et les groupes, utilisant les ressources matérielles et symboliques disponibles, en viennent à constituer leurs actions et mondes sociaux comme globaux, contribuant ainsi à leur tour à produire ce cadre de significations et de pratiques »¹⁰⁷. Les peuples autochtones entrent dans ces dynamiques. La mondialisation a cet effet paradoxal sur les populations autochtones et les communautés locales de les menacer d'extinction notamment en augmentant constamment la pression sur les ressources naturelles qu'elle exerce, et de leur donner à la fois de nouveaux outils et de nouvelles ressources pour leurs luttes¹⁰⁸.

Dès les années 1970, parallèlement à l'essor du mouvement environnementaliste, on peut voir que la question autochtone prend une nouvelle place dans les agendas national et international. Les institutions onusiennes organisent les premières conférences autour de la question autochtone. C'est dans le champ des Droits de l'Homme que la question autochtone apparaît dans les institutions internationales : trois conférences, une première en 1977 sur « la discrimination contre les populations autochtones des Amériques », une seconde en 1978 sur le « racisme et la discrimination raciale » et une troisième en 1981 sur « les peuples autochtones et leur rapport à la terre »¹⁰⁹. On voit ensuite la création d'un groupe de travail spécifique au sein de la commission des Droits de l'Homme en 1984 et la convention 169 sur les droits des peuples autochtones est signée en 1989¹¹⁰.

107CUNNINGHAM H « The Ethnography of transnational social activism : understanding the global as local practices », in *American Ethnologist* no 26, in Introduction. L'éthnicité revisitée par la globalisation, in *Autrepart* no 38, 2006, p. 7

108GROS Christian « Ser diferente por (para) ser moderno, las paradojas de la identidad », in *Analisis Politico* no 36, Bogota, 1999, p. 6

109BELLIER Irene, « Identité globalisée et droits collectifs : Les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne », in *Autrepart* no 38, 2006, p. 107

110DUMOULIN KERVRAN David, « Transformations des solidarités transnationales : des réseaux militants aux champs globalisés. Le cas de la défense des peuples autochtones », in DEVIN Guillaume, *Les solidarités transnationales*, L'Harmattan, 2004, p. 106

C'est une institutionnalisation progressive qui se pérennise et se stabilise construisant « une identité transnationale autochtone »¹¹¹.

Les peuples autochtones se sont imposés comme un acteur sur l'arène internationale avec un agenda politique et des réseaux de mobilisation indépendants de leurs combats politiques nationaux. En effet, les leaders d'une communauté locale des Philippines, d'une organisation de Kichwas de l'Amazonie équatorienne et d'une organisation de pêcheurs sur le côte sénégalaise, défendent dans l'arène internationale les mêmes revendications de droits collectifs : celui d'être considéré comme « le droit à la terre et aux territoires ancestraux, le droit au patrimoine et à la propriété intellectuelle en rapport avec la protection de la diversité biologique, la protection de l'intégrité et de la diversité culturelle »¹¹². Les revendications sont majoritairement d'ordre identitaire et culturel donc.

C'est donc dans un espace complètement déterritorialisé que se construit une nouvelle manière de percevoir l'autochtonie quand bien même la légitimité de cette nouvelle identité s'est construite aux niveaux nationaux et locaux¹¹³. C'est une nouvelle catégorie d'une identité autochtone globalisée qui est créée.

Dans un premier temps, la question autochtone est associée à la défense des Droits de l'Homme puis il devient plus performatif de mettre la problématique environnemental au centre, ce qui paraît assez paradoxal puisque les acteurs de la coopération internationale en font un symbole des luttes environnementales et donc territoriales tout en construisant une identité déterritorialisée.

« Parmi les grandes conventions ou forums internationaux, ceux qui s'intéressent à la protection de la biodiversité et aux droits de propriété sur les ressources biologiques et génétiques ont été le creuset et sont parmi les principaux vecteurs du déploiement actuel de ce que l'on pourrait ironiquement qualifier "d'autochtonie sans frontière". »¹¹⁴

Dans cette arène internationale, il est donc performatif de construire une nouvelle identité globalisée de l'autochtone autour de son rapport à la nature. De même qu'il devient plus stratégique pour les leaders des mouvements autochtones de mettre en avant la défense des droits de la nature, d'autres composantes de l'identité sont mises de côté. Dans cette identité autochtone mondialisée, ne sont pas évoquées les luttes paysannes ou les revendications socio-économiques, puisque « le label identitaire est beaucoup plus payant que celui de paysan »¹¹⁵.

111 ANAYA M, JEUDY H-P, *Indigenous Peoples in International Law*, Oxford University Press, New York, 2000 in BELLIER Irene, *op cit*, p. 107

112 *Ibidem*

113 « Introduction. L'éthnicité revisitée par la globalisation », in *Autrepart* no 38, 2006, p. 7

114 VERDEAUX François, ROUSSEL Bernard, « Y a-t-il un autochtone dans l'avion ? Des ethnies locales à l'autochtonie globale en passant par la gestion durable de la biodiversité », in *Autrepart* 38, 2006, p. 16

115 DUMOULIN KERVRAN David, *op cit*, p. 108

B. Les revendications et répertoires d'action¹¹⁶ développés sur la scène internationale

Nous avons établi le fait qu'il est stratégique pour la coopération internationale de faire appel au mouvement autochtone. L'inverse est-il vérifiable également ? Avec l'apparition de ce nouvel acteur dans l'arène internationale, il est intéressant d'interroger les revendications qu'il porte à ce niveau, quelles sont les stratégies auxquelles il fait appel, quelles sont les alliances performatives qu'il crée.

Nous avons vu que, la construction d'une identité autochtone globalisée s'est faite en s'appuyant dans un premier temps sur la défense des Droits de l'Homme, dans une perspective où les populations autochtones étaient marginalisées à l'intérieur des nations, et dans un second temps, pour leur rapport à l'environnement, comme « gardien de la nature » et de sa biodiversité. Les revendications portées à échelle internationale sont donc doubles. Il y a une catégorie de revendications identitaires et culturelles et une autre catégorie de revendications environnementales dont le mouvement autochtone mondialisé se fait le porte-parole.

Les répertoires d'action utilisés sont de l'ordre du lobbying international, présents dans les conférences et forums internationaux et dans les institutions de l'ONU, notamment à travers de la commission permanente sur les peuples autochtones, il s'agit de prendre en compte dans les textes internationaux des problématiques qui y seraient absentes sans leur action. Ils sont « demandeurs de normes de protection internationale »¹¹⁷, notamment lorsque le niveau national ne leur permet pas de répondre à leurs revendications en termes de droits collectifs ou de droits culturels. C'est un nouvel espace où faire entendre ses revendications, une manière de passer du local au global sans faire appel au niveau national. Une reconfiguration des rapports de force se perçoit dans l'arène internationale. On voit, que, conformément aux lignes directrices des agents internationaux, l'Etat, la coopération internationale et le mouvement autochtone mondialisé sont dans un rapport horizontal.

Le mouvement autochtone mondialisé cherche à mettre au cœur de l'agenda des politiques internationales la reconnaissance et la visibilité des organisations autochtones et de leurs revendications et se félicite que cela ait été permis à travers leur rapprochement avec les agents de la coopération internationale comme les ONG environnementalistes¹¹⁸. Le rapprochement entre

116TILLY Charles, « Action collective et mobilisation individuelle », in LECA J. et BIRNBAUM P, *Sur l'individualisme*, Paris, FNSP, 1991, p. 213-243

117BELLIER Irene, « L'organisation des Nations Unies et les peuples autochtones : La périphérie au centre de la mondialisation », in *Socio-anthropologie* no 14, 2005, p. 5

118COICA (Coordinadora de las Organizaciones Indigenas de la Cuenca Amazonica), GTZ (Cooperación Técnica Alemana), *Memorias del evento : « El decenio Internacional y la cooperación con los pueblos indigenas »*, Quito, 2004, p. 22

mouvement environnementaliste et mouvement autochtone, bien que ambivalent, est également performatif pour le mouvement autochtone. Si différents succès à échelle internationale du mouvement autochtone ont été possible, notamment en terme de droits territoriaux collectifs inscrits dans les lois nationales, c'est aussi grâce « aux organisations de soutien non indigènes des pays du Nord »¹¹⁹.

Lors d'un entretien avec le coordinateur entre TNC Ecuador et les organisations autochtones partenaires, ce dernier explique leurs liens étroits avec la Coica sur un projet de reforestation de l'Amazonie équatorienne. Il ajoute, « Quel dommage que vous ne puissiez pas les rencontrer, ils sont tous à Paris pour la COP21 en ce moment ». Cette anecdote de terrain résume plusieurs points. Tout d'abord, elle montre à quel point le mouvement autochtone s'est internationalisé et qu'un de leurs répertoires d'action sur la scène internationale est de prendre part dans les conférences internationales. Ensuite, on constate que la problématique environnementale est au cœur de leur stratégie internationale. Enfin, elle atteste de l'alliance développée entre ONG environnementaliste et mouvement autochtone mondialisé.

Se rapprocher des mouvements environnementalistes institutionnalisés à travers les institutions onusiennes notamment a donc permis au mouvement autochtone d'accéder à des revendications culturelles et territoriales aux niveaux nationaux et locaux en en faisant un acteur sur la scène internationale. Cette alliance est donc performative pour le mouvement autochtone, « Une telle construction doit être perçue comme une instrumentalisation réciproque, car les acteurs internationaux (en particulier écologistes) ont aussi besoin de la légitimité indigène »¹²⁰.

Nous avons évoqué les différents courants du mouvement environnementaliste et notamment cette séparation nette entre un mouvement institutionnalisé dans l'arène internationale et un autre plus radical et anti-système. Il est intéressant de voir que le mouvement autochtone se rapproche tant de l'un que de l'autre. Il est présent dans les institutions onusiennes mais est également un symbole des mouvements altermondialistes par exemple¹²¹, dans le sens où les peuples autochtones seraient un exemple qu'un autre développement est possible. C'est alors un tout autre répertoire d'action qui est employé et d'autres réseaux. De la pétition en ligne aux contre forums internationaux, c'est un autre champ de stratégies qui sont utilisées par le mouvement autochtone dans l'arène internationale.

Le mouvement environnementaliste est donc critiqué pour essentialiser le mouvement autochtone mais il faut prendre en compte que le mouvement autochtone mondialisé met à profit cette identité également. C'est un essentialisme stratégique qu'il développe dans l'arène

119 DUMOULINKERVRAN David, *op cit*, p. 106

120 *Ibidem*

121 *Ibidem*

internationale. C'est un discours performatif à ce niveau d'analyse, une construction stratégique pour le mouvement autochtone équatorien.

Le mouvement autochtone n'a de sens que par son ancrage national et local¹²² et nous pouvons donc voir que le mouvement autochtone, tout comme les agents de la coopération internationale dans ses différents courants, développent des stratégies multi-scalaires, avec une rhétorique et des répertoires d'action qui sont indépendants des autres échelles nationales et locales.

IV. Le leader équatorien dans l'arène internationale : stratégie et discours performatifs

L'Equateur est un des plus petits pays d'Amérique latine. Dans l'histoire des relations internationales, il fait partie des pays de la périphérie dont les positions n'ont pas été déterminantes. Economiquement, il est producteur de pétrole, mais pas en quantité suffisamment importante pour faire levier sur les équilibres mondiaux. Malheureusement, on ne parle de l'Equateur à échelle internationale que lorsqu'il est victime d'un tremblement de terre destructeur. L'arrivée de Rafael Correa à la présidence de ce pays en 2006 modifie quelque peu cette idée. En effet, le leader de Alianza País se pose en représentant d'une nouvelle gauche, radicale et écologiste, et développe à son tour des stratégies dans l'arène internationale.

A. Leader d'une nouvelle gauche, symbole pour les mouvement sociaux internationaux ?

Dans ce contexte international où défense de l'environnement et droits des peuples autochtones sont particulièrement mis en avant, le Président va également mettre à profit cette échelle. Tout d'abord, l'arrivée de Rafael Correa a des effets au niveau international puisqu'il propose un discours à la communauté internationale dans la lignée des critiques faites au développement. « La longue et triste nuit néolibérale a pris fin en Amérique latine. La région ne vit pas une époque de changements mais un changement d'époque »¹²³. Ces paroles du Président nous montre sa volonté de rompre avec le modèle dominant à échelle internationale.

Son discours est anti-capitaliste, anti-impérialiste et il propose le retour à un Etat fort, un interventionnisme économique, et d'autres valeurs traditionnelles de la gauche radicale. La nouveauté réside dans le fait qu'il associe ses valeurs traditionnelles à d'autres plus récentes comme l'écologisme, la défense des droits de la nature et des peuples autochtones. Ce discours, qui tente de

122LE BOT Yvon *op cit*, p. 296

123Idem, p. 229

concilier vert et rouge, séduit le mouvement environnementaliste. Comme nous avons vu qu'on pouvait insister sur l'existence de deux grands courants de ce mouvement environnementaliste, un institutionnalisé et mesuré, et l'autre plus radical et à la marge des institutions internationales, on peut constater qu'il y aurait deux courants des gauches latino-américaines qui suivraient le même schème de pensée : une gauche social-démocrate prônant des réformes incrémentales et une gauche radicale défendant une refonte des institutions et de grands programmes de politiques publiques rompant avec les politiques traditionnelles. Bien sûr, cette dichotomie conceptuelle est un simple instrument pour établir différentes tendances dans la politique latino-américaine qui n'est ni figée, ni généralisable¹²⁴. Tout comme les différents courants du mouvement environnementaliste ne sont pas étanches les uns des autres, les gauches peuvent utiliser des éléments des deux courants.

Presque naturellement, cette « nouvelle » gauche radicale se rapproche dans l'arène internationale de la frange radicale du mouvement environnementaliste comme les altermondialistes et les ONG socio-environnementales. Il devient, tout comme le mouvement autochtone avant lui, symbole pour une partie des agents de la coopération internationale. Une alliance stratégique se forme. Pour le leader, c'est une légitimité que lui donne le mouvement social international et également lui permet de mobiliser des réseaux auparavant inatteignables. Pour le mouvement social international, la rhétorique et les réformes proposées par le leader équatorien dans l'arène internationale attesterait que la mise en place d'un autre modèle idéologique de développement est possible.

Il développe donc une stratégie dans l'arène internationale qui le présenterait comme une alternative et une rupture au niveau de la manière de penser les clivages politiques traditionnellement, de penser le développement également. Si une stratégie performative pour construire ce rayonnement dans l'arène internationale est de se rapprocher des mouvements sociaux internationaux alternatifs et radicaux, une autre stratégie est de s'éloigner des agents de la coopération internationale institutionnalisée, afin de marquer sa rupture, son refus des structures du système international actuel.

Par exemple, la coopération bilatérale entre Allemagne et Equateur est historiquement importante¹²⁵. Rafael Correa y a mis un frein considérable lors d'un incident diplomatique. Des parlementaires allemands proposaient une aide de sept millions d'euros pour défendre l'initiative de Yasuni ITT, ils comptaient réaliser une visite diplomatique dans le parc parallèlement. C'était en décembre 2014. Rafael Correa a refusé la visite des députés allemands¹²⁶. Le coordinateur d'une

124GALLEGOS Francklin Ramirez, « Mas de dos izquierdas », in *Nueva Sociedad* no 205, 2006, p. 35-36

125SETECI, *Mapa interactivo de la Cooperacion Internacional*, disponible à : <http://app.seteci.gob.ec/mapa/#> (consulté le 06/05/2016)

126El Comercio, *Ecuador veta el viaje de diputados alemanes*, le 04/12/2014, disponible à :

<http://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador-veta-viaje-diputados-alemanes.html> (consulté le 06/05/2016)

ONG allemande, Johanniter, raconte la réaction de Correa :

« Le gouvernement, ou plutôt la présidence de la République a refusé. Il explique qu'ils n'avaient pas été invités et qu'ils n'allaient pas être autorisés à entrer dans le pays. Correa dit qu'il allait leur rendre leur sept millions d'euros et leur donner sept millions de plus pour que les parlementaires allemands prennent tous un cours de droit international ! [Rires]¹²⁷ »

En tournant en ridicule les parlementaires allemands, Rafael Correa montre d'une part son anti-impérialisme, sa volonté de s'éloigner d'une coopération internationale bilatérale déséquilibrée, et d'autre part la nouvelle place qu'il donne à l'Equateur sur la scène internationale.

Il est important de préciser que cette réaction est également ambivalente puisque le voyage semble avoir été annulé devant la volonté des parlementaires de rencontrer des groupes de défense du parc. En décembre 2014, Rafael Correa est déjà revenu sur sa proposition de protéger le parc en échange de fonds internationaux. Les mouvements locaux défenseurs du parc sont donc ouvertement en opposition au gouvernement. Cela nous interroge sur la manière dont Rafael Correa joue de la composante environnementale une fois au pouvoir et dans d'autres arènes que l'internationale. Cela nous montre également comment l'arène internationale devient un espace indépendant des autres niveaux où différents acteurs s'affrontent pour capter certaines ressources symboliques. Le leader équatorien et les mouvements locaux environnementalistes dans ce cas développent tous deux une stratégie internationale pour mobiliser et gagner une certaine légitimité dans l'arène internationale.

Rafael Correa revendique sa légitimité à faire partie de l'arène internationale. Il développe une stratégie au niveau international où il défend le fait que l'Equateur est porteur d'expériences « globales ». Tout comme le mouvement autochtone et le mouvement environnementaliste expliquent en quoi leurs revendications sont globales, l'Equateur, à travers son Président, développe également cette prétention à l'universalisme.

B. Leader écologiste et défenseur des peuples autochtones ?

Non seulement, dans l'arène internationale, Rafael Correa se construit comme représentant d'une gauche anti-capitaliste et anti-impérialiste mais également comme d'une gauche écologiste et

127Entretien avec Mr Christian Biederbick, coordinateur de projet pour Johanniter, 30/11/2015

“Desde el gobierno, y mejor dicho de la Presidencia de la Republica, se dijo que no, que no les hemos invitado y que no vamos a permitir que entren al país... Y les devolvemos los 7 millones de euros. Eso fue en diciembre del año pasado. Durante unos meses, hubo gran silencio ! Correa había dicho, le devolvemos 7 millones y les vamos a facilitar otros 7 millones para que los parlamentarios alemanes tomen todos clase de derecho internacional ! [Se ríe]”

protectrice des peuples autochtones, nous l'avons dit.

Comment se développe sa stratégie internationale concernant l'écologie ? Les effets à échelle internationale de la théorisation du « *Buen Vivir* » ou « *Sumak Kawsay* » comme de la construction d'un développement alternatif au concept actuel sont importants. En effet, le « *Buen Vivir* » paraît allier défense des peuples autochtones avec remise en valeur de leur cosmovision, et une écologie radicale où la nature prend une place centrale. Ces deux thèmes, comme nous l'avons tout au long de ce chapitre sont tous deux extrêmement performatifs sur la scène internationale.

De même, la participation du leader à des contre sommets, comme celui organisé à Cochabamba en 2010 appelé Sommet des Peuples, en contestation du Sommet de la Terre organisé en 2009 à Copenhague. La déclaration finale de cette conférence qui a eu un retentissement montre comment l'anti-capitalisme est associé à une protection de la terre et des peuples autochtones.

« Le système capitaliste nous a imposé un logique de concurrence, de progrès, et de croissance illimitée. Ce régime de production et de consommation repose sur la recherche de gains sans limites, en séparant l'être humain de la nature et en instaurant une logique de domination sur cette dernière, transformant tout en marchandise : l'eau, la terre, le génome humain, les cultures ancestrales, la biodiversité, la justice, l'éthique, les droits des peuples et la vie elle-même. (...) Nous proposons aux peuples du monde de récupérer, de revaloriser et de renforcer les connaissances, les savoirs, et les pratiques ancestrales des peuples indigènes, affirmés dans l'expérience et la proposition du « vivre bien », en reconnaissance la Terre-Mère comme un être vivant, avec lequel nous avons une relation indivisible, interdépendante, complémentaire et spirituelle. »¹²⁸

Le projet de Yasuni ITT évoqué plus haut est également extrêmement représentatif de cette stratégie à échelle internationale que développe Rafael Correa. Il s'agissait de ne pas exploiter le pétrole de ce parc national à la haute biodiversité et que la communauté internationale se mobilise pour indemniser le pays¹²⁹. Malgré des mobilisations locales, nationales et internationales, le projet n'a finalement pas vu le jour. C'est une conséquence de la politique nationale du leader et non de sa stratégie internationale. Cette proposition montre comment la stratégie internationale peut différer de celle nationale, ce sont des stratégies multi-scalaires qui se mettent en place pour le leader équatorien.

Comment se développe sa stratégie internationale concernant les peuples autochtones ? Il est intéressant de voir que, au même titre que le mouvement autochtone à échelle internationale est

128 Déclaration du sommet des peuples Cochabamba 2010 disponible à : <http://www.enlazandoalternativas.org/> (consulté le 06/05/2016)

129 LOWY Michael, « Les luttes e cosociales des indige nes » in *Ecologie & politique* no 46, 2013, p. 61

devenu un symbole pour différentes catégories du mouvement environnementaliste et ce pour défendre des stratégies différentes. Le Président équatorien lui aussi fait appel à cet imaginaire symbolique, à cette rhétorique performative au niveau international. Par exemple, après son élection, Rafael Correa s'est fait introniser par les communautés autochtones des Andes en recevant le « bâton de commandement »¹³⁰ Il y a donc un rapprochement entre mouvement autochtone et Etat équatorien à travers son Président à l'échelle internationale malgré un certain recours à une folklorisation de l'identité autochtone mais qui a été montré comme produite également par les agents de la coopération internationale et par le mouvement autochtone mondialisé lui-même, à l'intérieur de l'arène internationale.

Prônant une idéologie entre anti-capitalisme, anti-impérialisme, écologiste et défenseur des peuples autochtones dans l'arène internationale, cela permet au Président Rafael Correa d'accéder à des réseaux, de mobiliser certaines ressources symboliques et matérielles. Le rapprochement du Président avec le mouvement autochtone ou le mouvement environnementaliste radical dans l'arène internationale est incontestable et performatif à cette échelle. Il faudra voir si ces rapprochements sont vérifiables à l'échelle nationale également ou s'il s'agit de stratégies multi-scalaires qui diffèrent en fonction de l'arène étudiée.

Conclusions

Dans l'arène internationale, on peut conclure que chacun des acteurs étudiés, qu'il s'agisse du mouvement environnementaliste, du mouvement autochtone ou de l'Etat équatorien à travers son Président, ont appris à être présent et à y développer des stratégies et des alliances performatives. La mondialisation actuelle a construit un cadre où, dans un bouleversement de la hiérarchie des échelles, chacun est invité à produire du global, c'est-à-dire à montrer en quoi ses revendications ne peuvent être réduite à échelle nationale ou locale mais ont bien une tendance universaliste qui doit être portée sur la scène internationale. Des thèmes comme la protection des peuples autochtones, l'aide au développement et la protection de l'environnement sont trois problématiques particulièrement présentes dans ce champ.

Nous retiendrons l'hétérogénéité de chacun des acteurs étudiés. Le mouvement environnementaliste oscille entre un courant institutionnalisé où il s'agit de prendre en compte la protection de la nature à l'intérieur des institutions, acteurs et pratiques du système actuel et un courant radical et en opposition avec le cadre normatif construit par les institutions internationales

130LE BOT Yvon, *op cit*, p. 229

qui peut être résumé par leur slogan : « Changeons le système, pas le climat ». Cette grande opposition qui se construit au niveau international peut être observée chez d'autres acteurs. Par exemple, on admet l'existence de deux grands courants de la gauche latino-américaines, une social-démocrate et une autre plus anti-capitaliste. C'est la même séparation conceptuelle entre amélioration de la mondialisation libérale et opposition radicale à la mondialisation libérale. Cette distinction ne doit pas être comprise comme absolue et les frontières sont poreuses entre les courants et les alliances peuvent être stratégiques sans être idéologiques.

Il est intéressant de s'intéresser aux « jeux d'échelle »¹³¹ qui se développent avec la construction d'une arène internationale toujours plus indépendante. Le mouvement autochtone, dont l'ancrage local est premier, se construit sur la scène internationale où ses revendications vont être portées ce qui va avoir des effets à échelle nationale. C'est un mouvement d'un ancrage local à international. Pour les agents de la coopération internationale, la dynamique est inverse. Construits sur la scène internationale, ils développent dans un second temps un ancrage local, à travers la mise en place de projets d'aide au développement ou de mobilisations locales, symboles des luttes portées au niveau international. Tout comme l'Etat n'est plus qu'un acteur parmi d'autres dans une horizontalité qui n'est pas sans ambivalence sur la scène internationale, le niveau national ne peut plus être le centre et le leader international l'a bien compris.

Parmi la pluralité d'acteurs qui s'affrontent dans l'arène internationale pour la captation des ressources symboliques et matérielles, des rapprochements se font. Mouvement autochtone globalisé s'allie aux deux courants du mouvement environnementaliste et l'inverse est vérifié également. Le leader équatorien se fait porte-parole des peuples autochtones et de l'environnement. Chez ces trois acteurs, on constate une certaine folklorisation des cultures autochtones, et une romantisation de l'environnement et de la relation nature/culture. On a vu qu'il était performatif pour eux de développer ce type de discours dans l'arène internationale.

Nous allons maintenant nous pencher sur la manière dont les stratégies, les rhétoriques et les rapprochements entre nos objets d'étude qui ont été développés dans l'arène internationale sont reproduites à l'échelle nationale et comment.

131 GARIBAY David, « Jeux d'échelle », in *Vacarme* no 35, 2006, p. 45

CHAPITRE 2 : L'ÉCHELLE NATIONALE : RÉVOLUTION CITOYENNE, MOUVEMENT AUTOCHTONE ET AGENTS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, UNE RECONFIGURATION DES RAPPORTS DE FORCE

Le mouvement de Rafael Correa, la Révolution citoyenne (Revolución Ciudadana) amène des bouleversements dans le système politique équatorien, dans ses institutions, mais également dans le rapport au politique des Équatoriens et surtout dans les politiques publiques menées. Pour comprendre comment nos objets d'étude sont également amenés à de profondes restructurations en leur sein même, mais également dans leurs relations à ce niveau national de par les changements réalisés par le gouvernement de Rafael Correa, il faudra dans un premier temps s'intéresser à faire un point sur le mouvement autochtone équatorien et sur la coopération internationale au niveau national avant l'arrivée du mouvement Alianza País au pouvoir. Nous étudierons ensuite comment la nouvelle constitution votée en 2008 est également porteuse de ruptures dans les problématiques qui nous intéressent comme la protection des droits de la nature et la progression des droits des peuples autochtones. De la constitution aux lois ordinaires et à la création de nouvelles institutions, c'est sur quoi se portera notre attention dans un troisième temps. Enfin, nous nous intéresserons à la manière dont la pratique du pouvoir met le gouvernement de Rafael Correa face à certaines de ses contradictions et comment cela peut se traduire par certaines marche arrière, ruptures et décalages entre les discours et la mise en place de sa politique gouvernementale.

I. L'avant Correa

A. Le mouvement autochtone équatorien : historiquement puissant mais traversé par ses contradictions internes

Avant d'entrer dans l'analyse même du mouvement autochtone équatorien, il paraît intéressant de s'intéresser aux phénomènes régionaux qui ont permis ce que la littérature scientifique a nommé « le réveil indien »¹³². Le mouvement autochtone naît dans les années 1970, ou du moins, refait surface dans l'agenda politique des nations latino-américaines. Auparavant, l'Etat, dans son ambition intégrationniste constitutive du modèle de l'Etat national populaire qui fleurit sur le continent pendant les années 1940-1950, avait voilé les revendications du mouvement autochtone et, afin de construire une identité nationale, avait également tu leur identité. Il s'agissait

¹³²BENGOA José, « Una segunda etapa de la Emergencia Indígena en América Latina ? », in *Cuadernos de Antropología social* no29, 2009, p. 20

de créer la « communauté imaginée »¹³³, la nation. Les gouvernements promeuvent des sociétés métisses, créent des mythes fondateurs, annihilant ainsi tout autre type d'identité. C'est un processus paradoxal puisque les nations magnifient leurs racines autochtones pour poser les bases d'une nationalité commune mais détruisent dans le même temps l'identité des autochtones pour qu'ils assimilent cette nationalité construite, cette citoyenneté précise¹³⁴.

Or, dans les années 1970, c'est la fin du modèle national populaire. L'heure est à la démocratisation et à la modernisation étatique. Pour Christian Gros, le « le réveil indien » qui a lieu est lié à la modernisation des Etats latino-américains¹³⁵. Il démontre que la modernisation entraîne des bouleversements dans le traditionnel modèle politique et dans l'ordre social établi depuis les années 1940. Cette modernisation est due à plusieurs phénomènes comme la diffusion de l'économie de marché sur le continent latino-américain, à l'augmentation de la pression sur les ressources naturelles, à la croissance démographique qui bouleverse les structures rurales et entraîne des migrations rurales/urbaines de grande ampleur¹³⁶. Gros résume cette thèse ainsi :

« En Amérique latine, se développa un puissant processus modernisateur-déstabilisateur des anciennes formes de domination qui affectaient la population autochtone, générant ainsi un espace favorable aux changements et à la mobilisation »¹³⁷.

L'Equateur ne fait pas exception à ce changement de modèle politique. Le mouvement autochtone équatorien est reconnu pour être même le précurseur, créer les premières institutions qui vont ensuite s'étendre à tout le continent. Yvon le Bot décrit « le réveil indien » en trois étapes¹³⁸. La première est celle de l'éclosion du mouvement avec la naissance d'organisations autochtones. En Equateur, la première est l'organisation Shuar créée en 1964 suivie en 1972 de l'apparition de Ecuarunari (Ecuador Runacunapac Richarimi : Eveil des Indiens Equatoriens en Kichwa)¹³⁹.

Ensuite vient la période de la consolidation, les organisations se font de plus en plus

133ANDERSON Benedict, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and the Spread of Nationalism*, Verso, Londres, 1983

134 CLOUD Leslie, GONZALEZ Veronica, LACROIX Laurent, « Catégories, nominations et droits liés à l'autochtonie en Amérique latine. Variations historiques et enjeux actuels », in BELLIER Irène, *Peuples autochtones dans le monde, les enjeux de la reconnaissance*, L'Harmattan, Paris, 2013, p. 50

135GROS Christian, « Ser diferente por (para) ser moderno, las paradojas de la identidad », in *Analisis Politico* no 36, Bogota, 1999, p. 2

136Ces réflexions ont été développées dans le cadre d'un rendu de fin de semestre *Le mouvement autochtone en Amérique latine depuis les années 1990*, pour le cours *Multiculturalisme*, GONZALEZ Veronica, LE GOUILL Claude, BELLIER Irene, IHEAL, 2015

137GROS Christian, *op cit*, p. 5 « En América Latina, se desarrolló un fuerte proceso modernizador-desestabilizador de las antiguas formas de dominación que afectaban a la población indígena, generándose un espacio favorable a los cambios y la movilización »

138LE BOT Yvon, *op cit*, p. 47

139Idem, p. 49

nombreuses et institutionnalisées, les structures organisationnelles se complexifient à différents niveaux de l'Etat. La Conaie (Confederacion de las Nacionalidades de los Indigenas del Ecuador) est fondée en 1986 par exemple, la Fenocin (Federacion Nacional de Organizaciones Campesinas, Indigenas y Negras) en 1985. Ce sont deux organisations autochtones d'envergure nationale, de troisième degré. Viennent ensuite les organisations régionales comme Ecuarunari qui représente les autochtones des Andes et la Confenaie (Confederacion Nacional de los Indigenas de la Amazonia Ecuatoriana) qui s'occupe de la région amazonienne du pays. Enfin, dans la même région, prenons l'exemple des Andes, plusieurs organisations sont présentes et exhibent des lignes différentes. La Unorcac (Union de Organizaciones Campesinas de Cotacachi) et la Fici (Federacion Indigenas y Campesina de Imbabura) par exemple faisaient partie à l'origine d'une même organisation mais se sont divisées après désaccords entre différentes idéologies et stratégies au sein de l'organisation¹⁴⁰. Il y a donc une pyramide d'organisations à plusieurs échelles du pays : national, provincial et ensuite local. Chaque niveau de l'Etat compte une diversité d'organisations autochtones aux lignes distinctes. Chaque organisation locale est associée à une organisation régionale et nationale. Ainsi, un complexe réseau multi-scalaire et prônant des idéologies et des stratégies divergentes, s'est construit en Equateur. Cesar Cerda, ancien président de sa communauté Campo Cocha, près de la ville de Tena dans l'Amazonie équatorienne, explique comment sa communauté de 380 personnes est reliée à différents niveaux à des organisations autochtones provinciales et nationales :

- Votre communauté est liée à des organisations autochtones ?
- Oui. Nationale et provinciale. La provinciale est la Fenakin (Federacion Evangelica de la Nacionalidad Kichwa de Napo), et la nationale est la Feine (Federacion Ecuatoriana de Indios Evagelicos del Ecuador). Mais ça ne nous a jamais compliqué de faire partie de ces organisations. (...) Nous restons libres, nous dialoguons avec d'autres organisations. Par exemple, nous avons fait un travail avec la fédération Conakin (Coordinadora de la Nacionalidad Kichwa del Napo), qui est une autre organisation provinciale.¹⁴¹

Nous constatons que le mouvement autochtone équatorien est donc marqué par de nombreuses divisions. Tout d'abord, il y a une première division régionale entre Côte, Sierra et Amazonie. Ensuite, on observe une division idéologique entre les organisations classistes et les

¹⁴⁰MASSAL Julie, *Les mouvements indiens en Equateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Karthala, Aix-en-Provence, 2005, p. 197

¹⁴¹Entretien avec Mr Cesar Cerda, ancien président de la communauté Campo Cocha, 12/12/2015

- La comunidad esta vinculada a organizaciones indigenas nacional o provincial ?
- Provincial y nacional
- Cuales son ?
- Provincial es Fenakin, nacional es Feine. (...) Hasta ahora seguimos siendo vinculados, pero dialogamos con otras federaciones, eso no nos complica, tenemos la libertad, por ejemplo con el trabajo de la escritura se hizo con la federacion Conakin.

organisations ethnicistes selon la typologie de Julie Massal¹⁴². Cette division idéologique se traduit également dans les revendications portées par le mouvement. Il y a une constante tension entre les revendications de type identitaire et culturel et celles socio-économiques.

La troisième étape du « réveil indien » est le passage au politique avec des leaders qui atteignent des postes de maire ou de gouverneur de province, l'accès aux revendications dans le droit national jusqu'à la constitution, la mise en place d'une branche électorale du mouvement autochtone. Ce passage au politique peut être lui aussi, dans le cas équatorien, divisé en mouvements. Tout d'abord, un mouvement de demandes de « réformes du pouvoir local, la décentralisation, autogestion ou autonomie »¹⁴³. Un autre mouvement au niveau national avec l'apparition des débats sur la plurinationalité, et la création d'un parti politique autochtone, Pachakutik en 1996. Ces expériences de passage au politique en Equateur ont des résultats mitigés. L'inscription de droits culturels dans la constitution de 1998 est un succès mais le mouvement Pachakutik s'affaiblit à partir de sa création. En effet, en 2003 notamment, il s'associe avec Lucio Gutierrez, candidat à la Présidence, qui va ensuite trahir le mouvement autochtone¹⁴⁴. Apparaît un clair affaiblissement du mouvement qui serait donc lié à une trop forte institutionnalisation.

« Très souvent, la personne qui profite de ce processus [arrivée au pouvoir local pour dirigeants autochtones] a son agenda défini, délaisse la partie organisationnelle. Beaucoup de leaders arrivés au pouvoir national ont par la suite été remis en cause par l'organisation autochtone. Par exemple, l'ancien maire de Cotacachi, Alberto Arango, avait été président de l'Unorca. On pensait que s'il arrive au poste de maire, les processus et les revendications du mouvement seraient davantage à l'ordre du jour. Ça a été tout le contraire. Il avait un agenda défini par le parti et il n'a plus considéré la partie organisationnelle.¹⁴⁵»

Arriver à la tête du pouvoir national local représente donc un succès mitigé pour le mouvement autochtone équatorien et entraîne paradoxalement un certain affaiblissement du mouvement.

142 MASSAL Julie, *op cit*, p. 197

143 *Idem*, p. 251

144 MASSAL Julie, « L'incertaine construction de l'Etat plurinational et de la démocratie participative en Equateur : aléas et résistances », in *Revue Internationale de Politique Comparée* no20, 2013, p. 118

145 Entretien avec Mr Andrés Cordova, ancien technicien et chef de projet pour CARE Ecuador, le 14/12/2015

“Muchas de las veces, el personaje que esta a dentro de este proceso tiene su agenda establecida, lo que deja de un lado el lado organizativo. Así que muchos de los líderes que llegaron al poder nacional han sido cuestionados por la organización después. Por ejemplo, el antiguo alcalde de Cotacachi, Alberto Arrango, fue presidente de la Unorca. Si llega a ser alcalde, los procesos van a ser mas visibilizados y todo : fue todo el contrario, tenia una agenda definida por el partido y no considero la parte organizativa”

B. La coopération internationale dans un contexte national permissif

Dans les années 1980, il y a une explosion de l'acteur ONG. Au milieu des années 1990, on compte 519 ONG dont 73% d'entre elles ont été créées entre 1981 et 1994 en Equateur¹⁴⁶. C'est la période de réformes néolibérales, qui en réduisant le rôle de l'Etat à son minimum, permet le développement de ce nouvel acteur dans le pays.

« Il y a eu une explosion d'ONG en Equateur. Il y a eu un cadre super permissif qui fait que tout le monde a créé des organisations non gouvernementales. Moi, au départ, quand j'avais besoin de faire des activités ici, un petit business de consultant, quand je n'avais même pas encore mon visa de résident, j'ai créé une « sociedad de hecho » [société de fait]. Je suis allée chez le notaire, je lui ai dit : “ Je crée une société, je voudrais que vous me fassiez ça ”. “ D'accord, ça vous coûtera cent dollars, voilà votre facture ”. Paf ! Les ONG avaient un peu le même cadre, un cadre légal super permissif qui leur permettait de faire de bonnes choses ou d'échapper au fisc, d'avoir des activités concrètes ou n'être qu'un nom sur une boîte aux lettres. C'était une réalité. »¹⁴⁷

La coopération internationale passe de versements directement aux Etats à une aide indirecte avec le financement d'ONG¹⁴⁸. Dans ce contexte, nous observons donc un éloignement de l'Etat et un rapprochement à des organisations nationales non étatiques comme les organisations autochtones.

Apparaît également un changement dans les objectifs et les stratégies utilisés par la coopération internationale dans ces années. On passe d'ONG spécialisées, notamment dans les Droits de l'Homme, à des problématiques plus axées sur la protection et/ou de la conservation de l'environnement¹⁴⁹. Injonction à la décentralisation et à la bonne gouvernance, célébration des partenariats publics-privés d'un côté, politiques sociales de plus en plus ciblées et développement durable au centre de toute action d'un autre côté, les objectifs mis en place par les agences de production normative de l'arène internationale comme nous l'avons vu, s'applique en Equateur des années 1980 jusque dans les années 2000.

Il est intéressant de voir comment les ONG expliquent et justifient leur expansion et leur rôle dans ce cadre. Un document publié par l'UE (Union européenne) et une association appelée Mesa (Mesa de Articulacion de Asociaciones Nacionales y Redes de ONGs de América Latina y el Caribe) en 2014, expliquent que les années 1980 sont marquées par « l'affaiblissement

146 ZIBECHI Raul, *Autonomia y Emancipaciones América Latina en Movimiento*, Fondo Editorial de la Facultad de Ciencias Sociales, Lima, 2007, p. 255

147 Entretien avec Mr Vincent Gravez, facilitateur pour la FFLA (fundacion futura latino-americano), 19/01/2016

148 DUMOULIN KERVRAN David, « Les ONG latino-américaines après l'âge d'or : internationalisation et dispersion », in ZAGEFKA Polymnia, *Amérique latine 2006*, La documentation française, Paris, 2006, p. 5

149 *Idem*, p. 6

organisationnel, l'érosion de la base productive, l'appauvrissement et le repli ». C'est pourquoi les ONG « ont dû inclure dans leurs agendas l'attention directe aux urgences »¹⁵⁰. C'est parce qu'il y a eu un affaiblissement organisationnel et un appauvrissement qu'elles se doivent de prendre une place plus importante dans la vie étatique. N'est pas pensé que l'appauvrissement et l'affaiblissement font partie du même mouvement néolibéral qui prône leur expansion pour réduire le poids de l'Etat. N'est pas non plus pensé comment le changement à des objectifs plus ciblés, des populations bénéficiaires réduites, en réponse à des situations d'urgence taisent la présence de processus d'appauvrissement et d'affaiblissement¹⁵¹.

L'Equateur, vis-à-vis de la coopération internationale, avant l'arrivée de Rafael Correa, est donc, comme la majorité de ses voisins latino-américains, dans une spirale néolibérale où l'entité ONG prend une place considérable.

« Quel sera l'effet du virage à gauche de nombre de pays latino-américains ? Après avoir pensé que les ONG pouvaient remplacer l'Etat-Providence et les syndicats fera-t-on encore l'erreur de croire que des Etats forts, garants de l'intérêt de l'ensemble de la population, et de robustes organisations locales, devraient se substituer aux ONG ? »¹⁵²

C'est la question que nous allons approfondir maintenant : quelles sont les conséquences de l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa en Equateur pour la coopération internationale et ses agents et pour le mouvement autochtone équatorien ?

II. Les grands projets utopiques à l'installation au pouvoir

La Constitution votée et approuvée en 2008 par 64% des voix¹⁵³ apporte plusieurs révolutions juridiques. Elle est votée en début de mandat du président et représente les grands projets cognitifs que le mouvement du président se donnent, qui oriente les objectifs idéologiques du mandat présidentiel, ce vers quoi on souhaite faire tendre le pays. Le « discours indien » constitué par les positions de la Conaie et de Pachakutik se fonde sur quatre thèmes majeures : l'Etat plurinational, la démocratie participative, la décentralisation et les droits collectifs »¹⁵⁴. La

150UE, MESA DE ARTICULACION, *El rol de las ONG en América Latina. Los desafíos de un presente cambiante*, 2014, p. 14, disponible à <http://mesadearticulacion.org/recursos/> (consulté le 06/05/2016)

151MERKLEN Denis, *op cit*, p. 191-194

152Idem, p. 25

153LACUISSE Marie Esther, «Equateur : la Révolution Citoyenne des Institutions pour le Peuple à la personnification du pouvoir », in DABENE Olivier, *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012, p. 170

154MASSAL Julie, *L'incertaine construction...*, *op cit*, p. 130

constitutionnalisation des droits de la nature, de la plurinationalité et la décentralisation seront les trois qui nous intéresserons.

A. La constitution de 2008 : les droits de la nature et la plurinationalité

La constitution de 2008, dans son article premier, déclare la République équatorienne comme plurinationale¹⁵⁵. La plurinationalité est un concept pour tenter de redéfinir profondément l'Etat. En effet, on ne pense plus les peuples autochtones comme des minorités dans l'Etat mais la « diversité culturelle devient le fondement politique de l'Etat »¹⁵⁶. C'est un renversement axiomatique. Laurent Lacroix met en garde à ne pas confondre ce modèle d'Etat avec le multinationalisme. Il ne s'agit pas ici d'avoir plusieurs groupes régis chacun par des lois différentes selon leur appartenance. C'est même le contraire, le plurinationalisme cherche à mettre fin au traitement inégalitaire des citoyens en fonction de leur groupe d'appartenance au sein de la nation¹⁵⁷. C'est une manière de critiquer le modèle d'Etat nation construit sur « le « mythe » de l'unité culturelle et le métissage »¹⁵⁸.

« L'Etat plurinational propose une triple rupture avec trois processus profondément ancrés et enchevêtrés dans l'histoire des pays latino-américains : avec la forme classique d'Etat-Nation et le régime de citoyenneté historique inspiré du modèle républicain européen ; avec les politiques multiculturalistes libérales considérées comme importées et inadaptées ; avec le capitalisme qui constituerait une nouvelle forme de colonialisme et de pillage de ressources des pays du Sud.¹⁵⁹ »

Cette citation résume donc les ambitions que porte en elle la constitutionnalisation de l'Etat plurinational. Nous avons établi que le mouvement autochtone depuis 1996, soit la création de sa branche électorale à travers le parti Pachakutik, s'est considérablement affaibli comme force politique nationale. Il apparaît donc paradoxal que le mouvement autochtone obtienne ces changements majeurs sur le plan constitutionnel. Cela peut être expliqué par le fait que le mouvement autochtone équatorien est dans le processus d'une remise en cause interne et dans la recherche de nouvelles stratégies nationales¹⁶⁰. C'est également stratégique pour le Président de les intégrer dans l'Assemblée constituante. En effet, Correa montre sa rupture avec le système politique

155REPUBLICA DEL ECUADOR, Constitution, disponible à : <http://www.oas.org/> (consulté le 08/05/2016)

156LACROIX Laurent, « Un multiculturalisme sans minorités ? Quelques réflexions sur l'Etat plurinational en Bolivie et en Equateur », in *Belgeo* no 3, 2013, p. 5

157Idem, p. 6

158VERDO G, VIDAL D, « L'ethnicité en Amérique latine : un approfondissement du répertoire démocratique ? », in *Critique Internationale* no 57, 2012, p 9-22, in MASSAL Julie, *L'incertaine construction...*, op cit, p. 131

159Idem, p. 5

160MASSAL Julie, *L'incertaine construction... op cit*, , p. 129

national, sa volonté de refonder les institutions et les principes orientant l'action politique à tous les niveaux.

Cette constitutionnalisation de la plurinationalité est également étroitement liée à la théorisation du « *Buen Vivir* » et sa mise au centre de la politique gouvernementale. Une fois de plus dans le discours de rupture que son arrivée au pouvoir apporte, le « *Buen Vivir* » apparaît comme une composante importantes puisque proposant une alternative au développement. Le « *Buen Vivir* » est proposé par un de ses théoriciens, Alberto Acosta, président de l'Assemblée Constituante, qui le définit comme issu de l'observation de la cosmovision des peuples autochtones des Andes¹⁶¹. Ce « changement civilisateur »¹⁶² est donc la théorie qui permet de lier refondation de l'Etat et décolonisation des formes de pouvoir. C'est une rencontre entre les courants post-développementalistes critiques du concept de développement et la cosmovision andine. Ce concept introduit également une autre dimension : celle environnementale. En effet, il serait « une occasion de construire une autre société basée sur la coexistence des êtres humains avec la nature, dans la diversité et l'harmonie, à partir de la reconnaissance des différentes valeurs culturelles présentes dans chaque pays et dans le monde¹⁶³».

Dans cette citation, on comprend la place donnée à la composante environnementale. Une fois de plus, il ne s'agit pas de penser la nature et l'homme séparément, comme il ne s'agit pas de penser les citoyens et les peuples autochtones séparément, mais bien de proposer une rupture avec la vision traditionnelle d'une relation homme/nature centrée sur l'utilité et l'utilisation de la nature par l'homme. L'Equateur est le premier pays du monde à donner dans sa Constitution une personnalité juridique à la nature et des droits qui lui sont attribués en soi, sans qu'il soit besoin d'y associer en termes de bénéfices ou de dommages à un être humain¹⁶⁴.

La constitutionnalisation des droits de la nature semble faire l'unanimité. Le mouvement autochtone salue cette initiative qui reconnaît leur cosmovision et leur lien à leur territoire et donc leur donne une manière de se réapproprier l'Etat nation qui les a historiquement marginalisés. Le mouvement environnementaliste applaudit la mesure, que ce soit la frange radicale du mouvement qui y voit un projet politique rompant durablement avec les modèles précédents ou le mouvement conservationniste, comme le montre cet extrait d'entretien avec le directeur technique de CI

161 ACOSTA Alberto, « De las alternativas del desarrollo a las alternativas al desarrollo », in *Construyendo el Buen Vivir*, FLACSO, Quito, 2012, p. 41

162 *Idem*, p. 42

163 GUDYNAS Eduardo, ACOSTA Alberto, « El buen vivir o la disolucion de la idea del progreso », in VANHULST Julien, BELING Adrian, « Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité ? », in *Ecologie & Politique* no46, 2013, p. 42

164 GUDYNAS Eduardo, « Los derechos de la Naturaleza en serio. Respuestas y aportes desde la ecología política », in ACOSTA Alberto, MARTINEZ, *Esperanza, La Naturaleza con Derechos. De la filosofía a la política*, Abya Yala y Universidad Politécnica Salesiana, Quito, 2011, p. 240

Ecuador :

« La nouvelle constitution a été conceptuellement très intéressante en termes de conservation : elle reconnaît les droits de la nature, ce qui est un pas très intéressant en ce qui concerne la conceptualisation des ressources naturelles. Nous sommes en train d'apprendre à comment mettre cela en pratique¹⁶⁵. »

Il est important de faire ces analyses théoriques et générales du « *Buen Vivir* » et de la plurinationalité et des droits de la nature qui en découle pour comprendre l'idéologie et le discours de l'Etat équatorien sous la Présidence de Rafael Correa, et pouvoir ensuite voir comment et dans quelle mesure sont appliqués ces principes, comment ils peuvent être confrontés à certaines contradictions du gouvernement. En outre, pour étudier les relations entre mouvement autochtone, coopération internationale et gouvernement de Rafael Correa, il est important de poser ce cadre général que donne la constitution de 2008.

La plurinationalité et les droits de la nature sont profondément liés, pour leur mise en pratique, à la décentralisation de l'Etat. Ces deux thèmes sont interdépendants¹⁶⁶ et c'est pourquoi nous allons maintenant nous intéresser à la manière dont est proposé sa mise en œuvre dans la Constitution de Montecristi.

B. La constitution de 2008 : La décentralisation administrative et environnementale

Pour le mouvement autochtone équatorien, l'application de la plurinationalité ne peut passer qu'à travers une décentralisation extrêmement poussée, cette dernière devenant « l'instrument d'une "démocratie par le bas"¹⁶⁷ ». Le mouvement Pachakutik définit la décentralisation comme :

« Un processus profond de changement politique et social qui modifie la structure du pouvoir et les corrélations économiques, sociales et culturelles que cela induit ; comme un processus de redistribution du pouvoir actuellement concentré. (...) Par conséquent, le type de décentralisation que nous proposons se fonde sur le transfert de ressources et de compétences, mais cela va plus loin qu'un processus de réorganisation institutionnel de l'Etat¹⁶⁸. »

165Entretien avec Mr Roberto Ulloa, directeur technique de CI Ecuador (Conservation International), le 18/12/2015
« La nueva constitucion ha sido muy conceptualmente interesante en temas de conservacion : reconoce derechos de la naturaleza, es un paso en cuanto a la conceptualizacion de recursos naturales muy interesante, todavia estamos aprendiendo como hacer practico eso. »

166MASSAL Julie, *L'incertaine construction... op cit*, , p. 119

167Idem, p. 134

168MASSAL Julie, « Ciudadania etnica, derechos colectivos y descentralización en Ecuador :?Herramientas de reconstrucción del Estado - nación ? », in MASSAL Julie, *?Representación o Participación ? Los retos y desencantos andinos en el siglo XXI*, Universidad Nacional de Colombia, Instituto de Estudios Políticos y

Ce sont les articles 238 et 23938 qui posent les bases de la décentralisation et une loi organique, le Code Organique d'Organisation Territoriale qui la développe¹⁶⁹. Ce code crée les GAD (gobiernos autonomos decentralizados) et donne compétence à ces derniers en matière de coopération internationale. Les provinces, premier échelon de la découpe administrative du territoire équatorien, se voient devenir un interlocuteur privilégié avec les ONG. Les provinces d'Esmeraldas (sur la Côte) et de Tungurahua (dans les Andes) sont deux provinces qui ont particulièrement saisi cette opportunité, c'est une « revalorisation du pouvoir local¹⁷⁰».

Les ONG se doivent de rejoindre des projets des gouvernements provinciaux. Elles viennent soutenir une politique ou une initiative locale qui sera ensuite poursuivie après leur arrivée puisque soutenue par le gouvernement local qui lui continuera d'œuvrer dans la région. C'est le cas par exemple de l'ONG italienne Acra qui est venue s'associer à un projet du gouvernement provincial de Tungurahua sur un projet de protection et de conservation du Paramo, mis en place depuis 2003. Les bureaux d'Acra sont d'ailleurs dans l'enceinte du bâtiment du gouvernement provincial de Tungurahua dans la ville d'Ambato¹⁷¹. Ceci montre bien que les agents de la coopération internationale modifient leurs pratiques et une reconfiguration des rapports de force est observée grâce à la décentralisation.

Tout comme la plurinationalité ne peut être pensée sans la décentralisation administrative, les droits de la nature ne peuvent être pensés sans la décentralisation environnementale. Il faut s'intéresser au système d'aires protégées et de sa régulation que le gouvernement de Rafael Correa met en place dans la Constitution.

Il y a un système d'aires protégées (Snap : Sistema nacional de areas protegidas) dans le pays qui regroupe 50 réserves naturelles qui représentent environ 20% du territoire équatorien, ce qui est considérable¹⁷². Ce système est lui-même divisé en 4 sous-systèmes. On y compte les parcs nationaux (Pane : Patrimonio de Areas Naturales del Estado) gérés uniquement par les autorités étatiques, les aires protégées constituées par les Gad (Gobiernos autonomos descentralizados) déjà

Relaciones Internacionales, Instituto Francés de Estudios Andinos, Bogota, 2008, p. 103-104

« Un proceso profundo de cambio político y social que modifique la estructura del poder y las correlaciones económicas, sociales y culturales sobre las cuales se asienta ; como un proceso de redistribución del poder actualmente concentrado (...) Por ende, el tipo de descentralización que proponemos se fundamenta sobre la transferencia de recursos y competencias, pero va mas allá de un proceso de reorganización institucional del Estado.»

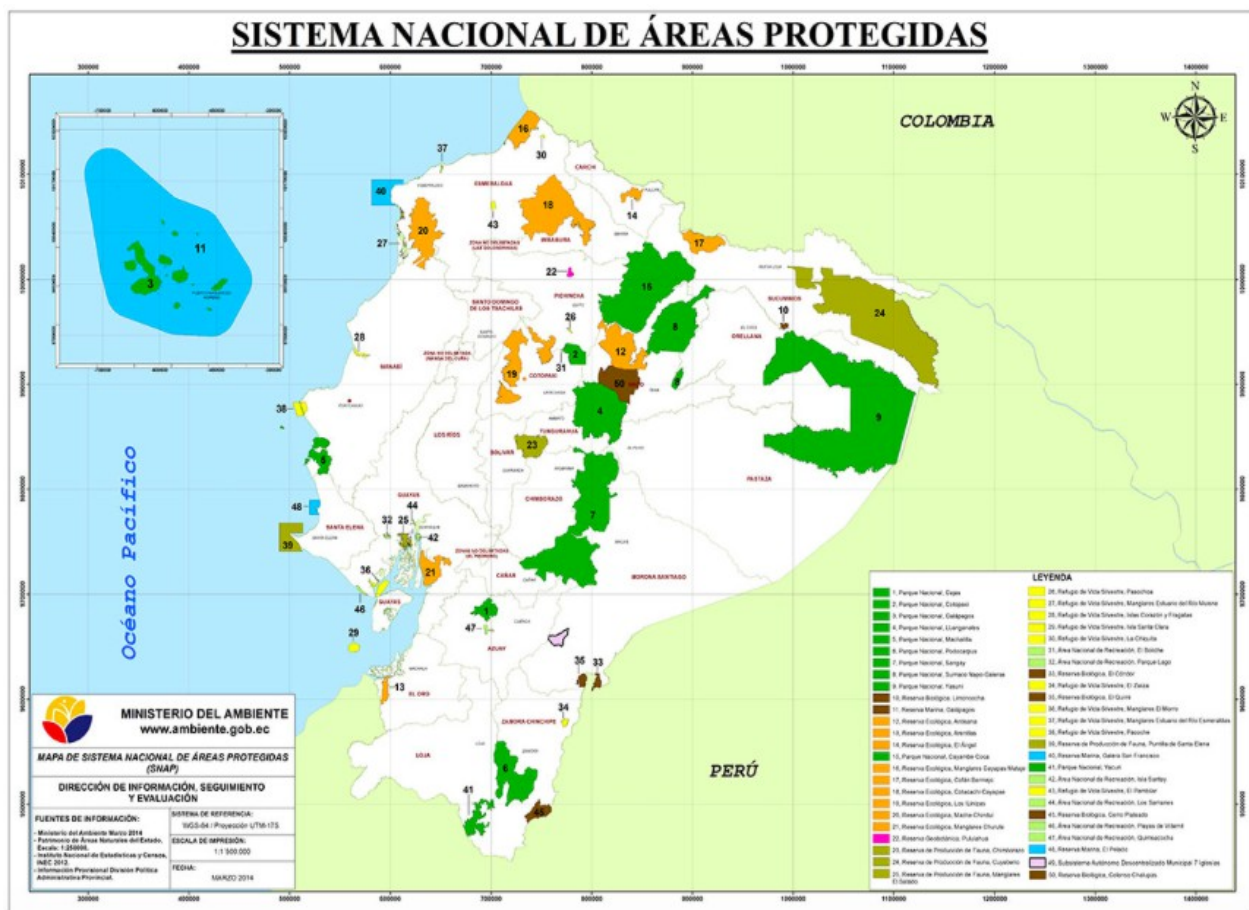
169 REPUBLICA DEL ECUADOR, *Codigo de Organizacion Territorial*, 2008, http://www.finanzas.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/09/CODIGO_ORGANIZACION_TERRITORIAL.pdf, (consulté le 03/04/2016)

170 MASSAL Julie, *Ciudadania etnica, derechos colectivos...*, *op cit*, p. 134

171 Ces réflexions ont été développées dans le cadre d'un rendu de fin de semestre *Réflexions sur la coopération internationale en Equateur et sur le mouvement autochtone. L'exemple des paramos : écosystèmes fragiles, territoires indiens et cibles des ONG* dans le cadre du cours de DUMOULIN David, *Politics of Natural Resources in Indigenous Territories*, IHEAL, 2016

172 MINISTERIO DE AMBIENTE, *Manual para la gestion operativa de las Areas Protegidas de Ecuador*, disponible à : <http://www.ambiente.gob.ec/areas-protegidas-3/> (consulté le 06/05/2016)

évoqués, montrant ainsi une nouvelle compétence donnée à l'échelle administrative provinciale. Ces aires protégées sont appelées les APG (Areas Protegidas de los Gobiernos Autonomos Descentralizados). Ensuite, la Constitution donne la possibilité de constituer les aires protégées communautaires (APC : Areas Protegidas Comunitarias), alliant la problématique autochtone à l'environnementale. C'est une nouvelle catégorie d'aires protégées qui encore en construction. L'arrêté ministériel pour définir précisément les éléments constitutifs requis pour la créer n'ayant pas encore été publié, il n'en existe encore aucune en Equateur à ce jour. La dernière catégorie est constituée par les aires protégées privées (Appri : Areas protegidas privadas).



Cette carte répertorie les aires protégées en Equateur. Les zones en couleur représente les parcs nationaux¹⁷³.

173 Ibidem

« Il faut avoir à l'esprit que les constitutions sont des textes contradictoires et contenant des paradoxes, des textes qui ont été élaborés avec pour but de durer dans le temps mais à la fois qui sont produits dans des conditions de conflictualité sociale très spécifiques. C'est dans l'application et la pratique qu'il faut observer comment s'interprètent les droits et les devoirs reconnus. »¹⁷⁴.

Après avoir décrit et analysé l'esprit de la nouvelle Constitution, l'application et la pratique de ces projets cognitifs, sur presque dix ans de pouvoir de la Révolution citoyenne, vont donc être maintenant ce sur quoi nous allons nous pencher.

III. Les transformations institutionnelles et leurs effets à différentes échelles

Il faut nous concentrer sur la manière dont les grands axes idéologiques et discursifs du gouvernement présents dans la Constitution sont mis en pratique dans les institutions et les lois ordinaires. Comment est traduit dans les textes de loi la plurinationalité et les droits de la nature à travers la décentralisation ? Quelles sont les institutions nouvelles nées de la Révolution citoyenne et comment s'articulent-elles avec son cadre idéologique ? Quelles sont les politiques publiques prônées et dans quelle mesure sont-elles en accord avec ce même cadre idéologique ?

A. Le retour d'un Etat centralisé fort : la mise en place de grandes politiques publiques

Tout d'abord, nous avons vu que plurinationalité et décentralisation administratives sont interdépendantes. Il faut donc s'attacher à analyser comment la Révolution citoyenne met en place cette dernière. Dans les faits, malgré des outils constitutionnels le permettant, la décentralisation semble rester lettre morte.

« Une logique de décentralisation, c'est quand même prendre des risques, le risque que la localité passe à l'opposition. Donc du coup, ils ont fermé la décentralisation et favorisé une déconcentration de l'action des ministères qui étaient censés faire de la régulation et du contrôle et pas de la mise en œuvre. Vous vous retrouvez avec des armées de techniciens des ministères dans les campagnes ! »¹⁷⁵

174 MANOSALVAS Margarita, Reseña de AVILA SANTAMARIA Ramiro, *El neoconstitucionalismo transformador : El Estado y el derecho en la Constitución de 2008*, Iconos no48, 2014, p.162

« Y sin embargo, hay que tener presente que las constituciones son textos contradictorios y continentes de paradojas, que se elaboran con el afán de que duren en el tiempo pero que al mismo tiempo son gestados en condiciones de conflictividad social muy específicas. Es en la aplicación y la práctica en la que hay que observar concretamente como se interpretan los derechos y deberes allí reconocidos »

175 Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

La décentralisation est remise en question dans son application. Il s'agirait d'une contradiction qu'on voit poindre de la politique gouvernementale, tiraillée entre une décentralisation poussée et le retour d'un Etat fort qui sont deux axes idéologiques difficilement conciliables. Le premier est lié à une vision du changement social à travers les initiatives locales et le deuxième est issu d'une pensée du changement social plus classique, d'une gauche aux outils traditionnels où l'Etat est seul levier de changement.

Avec des résultats mitigés en termes de décentralisation administrative, c'est donc également la mise en place de la plurinationalité qui est remise en cause. En comparaison à son voisin bolivien qui lui aussi a constitutionnalisé ce principe au cœur de son action politique, le gouvernement équatorien semble ne pas aller très loin dans l'application de cet axe, lui préférant la promotion du « *Buen Vivir* » comme projet politique¹⁷⁶.

Entre le texte constitutionnel et sa mise en pratique, un décalage se crée. S'agit-il d'une contradiction idéologique ou d'une pratique du pouvoir s'éloignant de son cadre cognitif ? Intéressons-nous à la décentralisation environnementale, liée à la problématique des droits de la nature, pour tenter d'approfondir ce questionnement.

Malgré quatre sous-systèmes qui semblent permettre une gestion des aires protégées par différents acteurs et sous différents régimes, la mise en place raconte une autre réalité. Sur les 50 aires protégées du pays, 49 sont sous le régime de parc national, et donc sous contrôle et gestion nationaux¹⁷⁷. Une seule aire protégée est sous le régime des aires protégées des gouvernements autonomes décentralisés. Comme nous l'avons constaté, pour ce qui est des aires protégées communautaires, il n'y en a aucune, en l'absence de législation permettant sa mise en œuvre.

« Le pays a amorcé beaucoup de choses mais dans la mise en œuvre, c'est le grand vide. Par exemple, ils ont dit : “ Nous allons reconnaître les aires communautaires, les aires conservées par les communautés ». Nous, quand on a entendu ça, on s'est dit : “ Génial ! ” Mais en réalité, rien n'a eu lieu. On attend encore l'arrêté ministériel qui doit définir ce qu'est ce qu'une aire communautaire, quels sont ses critères constitutifs, il y a des creux là-dessus.¹⁷⁸»

La pluralité des acteurs pouvant se saisir du thème de la protection de l'environnement est donc ancré dans les faits. On peut parler d'un monopole de l'Etat sur la gestion des aires protégées. De même, dans les orientations données à la manière dont doit être protégée une aire protégée, il y a également une fausse diversité, car les systèmes non-étatiques proposaient une conservation

176 LACROIX Laurent, *op cit*, p. 6

177 MINISTERIO DEL AMBIENTE, *Que son las areas protegidas*, disponible à : <http://www.ambiente.gob.ec/areas-protegidas-3/> (consulté le 06/05/2016)

178 Entretien avec Emma Courtine, assistante des programmes pour ICCA, le 03/11/2015

modérée tandis que le gouvernement dans les parcs nationaux une conservation stricte.

Une fois de plus, dans la décentralisation environnementale du pays à travers la nouvelle Constitution, nous observons le retour d'un Etat fort qui monopolise le système d'aires protégées du pays dans les faits, et axe son action autour de la conservation stricte, malgré une Constitution laissant présager le contraire, c'est-à-dire une protection de l'environnement pensée socialement et donc en rapport avec les citoyens et une décentralisation effective. Les grandes ONG conservationnistes ont tenté de mettre en place des systèmes de co-gestion entre Etat et organisation autochtone. C'est le cas par exemple de CI Ecuador :

« La possibilité de co-gestion dans les aires protégées étatiques n'existe pas. Nous avons tenté de générer quelques modèles. Par exemple, en 2002, nous avons créé une réserve qui s'appelle Reserva Ecológica Cofon Berbero, et dans l'accord ministériel, nous avons introduit le fait que la gouvernance devait être partagée entre l'Etat et les Confanes. C'est le seul modèle de co-gestion entre communautés autochtones et Etat pour une aire protégée. Et ça n'a pas si bien marché...¹⁷⁹»

Cette citation résume les tensions idéologiques et les rapports des acteurs autour de la problématique de la mise en place d'un système d'aires protégées.

Il n'en reste pas moins que le gouvernement a permis de répondre à des besoins de politiques sociales capitaux en instaurant les services basiques dans le cadre de grands travaux. Malgré le bouleversement que ça représente pour le travail des ONG en Equateur, celles-ci reconnaissent qu'il s'agit d'une avancée considérable et qu'il est donc besoin de reconfigurer leur rôle dans la société.

« La proposition du gouvernement est une proposition qui a comme base principale celle de remplir son rôle d'Etat : satisfaire les nécessités basiques, chose que les ONG faisaient auparavant. (...) Nous avons regardé d'un bon œil que le gouvernement assume sa responsabilité. Il y a des encore des fossés et nous essayons de dire au gouvernement que s'ils ne peuvent arriver dans des endroits reculés, nous nous le pouvons, si on travaille ensemble. Le plan national du « *Buen Vivir* », nous paraît très intéressant.¹⁸⁰»

179 Entretien avec Mr Roberto Ulloa, directeur technique de CI Ecuador (Conservation International), le 18/12/2015

« No existe la posibilidad de co-gestión de esas áreas estatales. Hemos tratado de generar algunos modelos. Por ejemplo, en 2002, creamos una reserva que se llama Reserva Ecológica Cofan Berbero y dentro del acuerdo ministerial de creación pusimos que la gobernanza debe ser compartida entre el Estado y los cofanes. Es el único modelo de co-gestión entre comunidades indígenas y Estado para un area protegida. Funciono mas o menos... »

180 Entretien avec Mr Andrés Cordova, ancien technicien et chef de projet pour CARE Ecuador, le 14/12/2015

« La propuesta del gobierno es una propuesta que como base principal es cumplir con su rol como Estado : satisfacer necesidades básicas, necesidades que antes lo hacían las ONG. (...) Hemos con muy buenos ojos que el gobierno asuma su responsabilidad. Hay brechas todavía, y tratamos de decir al gobierno si no pueden llegar acá nosotros si, trabajemos en conjunto. El plan nacional del buen vivir nos parece muy interesante. »

Dans la planification mise en place des politiques publiques¹⁸¹ à travers la création de la Senplades (Secretaria Nacional de Planificacion y Desarrollo) et de son Plan National du « *Buen Vivir* »¹⁸², le retour de l'Etat est donc constaté. C'est aussi le retour à des outils traditionnels de la gauche et une centralisation des politiques publiques. Par conséquent, le gouvernement de Rafael Correa semble mettre définitivement fin à la contradiction entre volonté de décentralisation du pouvoir et retour d'un Etat fort. En effet, dans la mise en œuvre des principes de la Constitution, comme dans l'application des grandes politiques publiques sociales, le leader équatorien tranche avec l'omniprésence de l'Etat. Malgré un discours qui continue d'être ouvert à la décentralisation, l'application montre que ce n'est qu'une rhétorique.

Dans ce contexte, il y a une reconfiguration des rapports entre nos acteurs. Les ONG de développement et les ONG environnementalistes voient leurs missions changées, tant sur le plan social qu'environnemental. Les organisations autochtones nationales se divisent au niveau national, on compte désormais deux Conaie, une qui suit la ligne gouvernementale et une autre passée dans l'opposition de cette dernière. Nous empruntons à Guillaume Fontaine son expression « entre institutionnalisation et radicalisation »¹⁸³ qui paraît résumer tension problématique du mouvement autochtone face au gouvernement de la Révolution citoyenne.

B. La création de la SETECI : le contrôle de la coopération internationale par le haut

Un autre trait de la politique gouvernementale est le clair anti-impérialisme prôné et la critique de la coopération internationale perçue comme une ingérence, une domination des pays du Nord sur le Sud. Au vu du contexte national extrêmement permissif que nous avons déjà étudié, il apparaît logique dans une volonté de retour de l'Etat et d'opposition au néolibéralisme que le gouvernement de Rafael Correa légifère dans ce domaine. L'encadrement de la coopération internationale semble indispensable :

181LACUISSE Marie-Esther, « Chapitre 4 : La révolution citoyenne des institutions pour le peuple à la personnification du pouvoir », in DABENE Olivier, *La gauche en Amérique Latine - 1998 – 2012*, Presses de Sciences Po, 2012, p. 163

182REPUBLICA DEL ECUADOR, *Plan Nacional del Buen Vivir 2009-2013*, disponible à : <http://www.planificacion.gob.ec> (consulté le 06/05/2016), *Plan Nacional del Buen Vivir 2013-2017*, disponible à : <http://documentos.senplades.gob.ec> (consulté le 06/05/2016)

183FONTAINE Guillaume, « Le mouvement écologiste contre l'exploitation des hydrocarbures en Equateur », in *Problèmes d'Amérique latine* no 70, 2008, p. 42

« Toutes proportions gardées, vous imaginez la France avec des territoires ruraux ou péri-urbains en crise. L'Iran arrive et fait des projets pour arranger ça à sa façon, sans passer par le ministère des Affaires étrangères. Ça vous paraît impensable ! »¹⁸⁴

Devant ce vide de régulation de la coopération internationale, le gouvernement de Rafael Correa a créé la Seteci (Secretaria Técnica de Cooperación Internacional). Il s'agit d'un ministère chargé, dans un premier temps de répertorier tous les organismes de coopération internationale¹⁸⁵. La Seteci est également chargée d'inventorier les fonds donnés par les ONG et organismes de coopération¹⁸⁶, ainsi que les organismes publics demandeurs de coopération et sur quel type de projet¹⁸⁷. Une application élaborée par la Seteci permet également d'avoir accès à une carte interactive qui révèle les tendances de la coopération internationale en Equateur. On y remarque entre autres que le secteur de l'agriculture est particulièrement investi par la coopération internationale. Egalement que les pays ou organismes coopérants sont en premier les Etats-Unis, en deuxième l'Allemagne, et en troisième les Nations Unies. Ou encore que la province où la coopération internationale est la plus présente est Esmeraldas (Nord-Ouest du pays)¹⁸⁸.

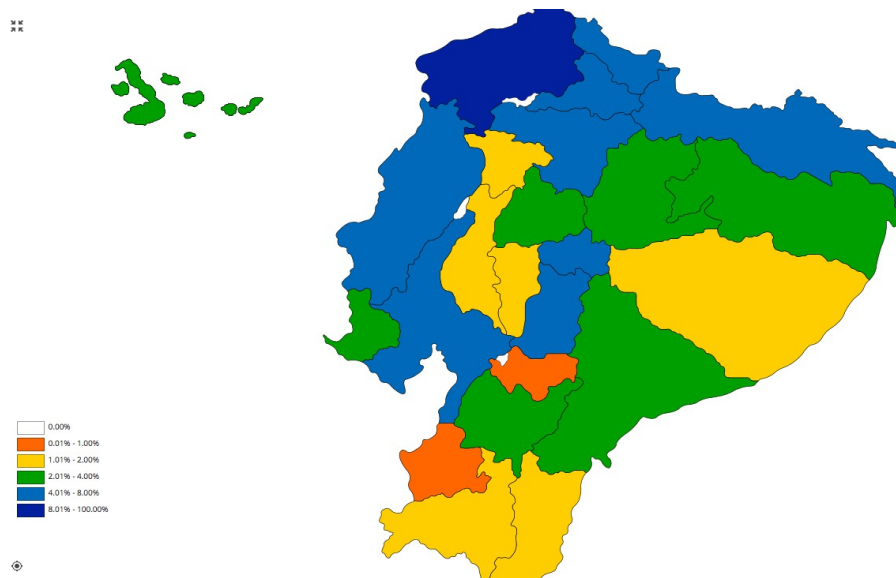
184Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

185SETECI, *Directorio de ONG*, disponible à : http://app.seteci.gob.ec/directorio_ong/frontEnd/directorio.php (consulté le 06/05/2016)

186SETECI, *Fondos de Cooperación Internacional*, disponible à http://app.seteci.gob.ec/matriz_fondos/frontEnd/matriz.php (consulté le 06/05/2016)

187SETECI, *Plan Anual de Demanda*, disponible à <http://app.seteci.gob.ec/pad/frontEnd/plan.php> (consulté le 06/05/2016)

188SETECI, *Mapa interactivo de la Cooperación Internacional*, disponible à : <http://app.seteci.gob.ec/mapa/#> (consulté le 06/05/2016)



Cette carte montre où la coopération internationale est la plus présente selon les provinces de l'Equateur. Le bleu marine représente un taux de plus de 8% de la coopération est concentrée, l'orange indique les régions où la coopération internationale est la moins présente (entre 0,01 et 1%)¹⁸⁹.

En outre, le ministère réalise un travail de contrôle. Vérifier la légalité des contrats, des statuts, des partenaires de chaque organisation coopérante est un rôle qui lui est attribué. Cela provoque, dans les premiers temps de la Revolution citoyenne, plusieurs ruptures. En effet, on rompt les contrats d'ONG qui ne respecteraient pas dans la pratique les rôles et objectifs qui sont fixés sur le contrat. On rompt également les liens avec des organismes qui refusent de répondre prioritairement aux lignes proposées par le gouvernement.

« La coopération prend parfois plus qu'elle ne donne. Pour qu'une coopération soit réelle, il faut qu'elle renforce les institutions et l'Etat récepteur. La coopération doit être faite en fonction des nécessités de l'Etat récepteur et pas selon les priorités du donneur.¹⁹⁰»

¹⁸⁹*Ibidem*

¹⁹⁰CORREA Rafael, Enlace ciudadano no 444 , 03/10/2015, disponible à <https://www.youtube.com/watch?v=6pM-mIZ8xPg> (consulté le 06/05/2016)

« Hay cooperación que quita mas de lo que da. Para que una cooperación sea de verdad, tiene que fortalecer las instituciones y el Estado receptor. La cooperación tiene que ser en función de las necesidades del Estado receptor, no en las prioridades del donante »

Une fois mis en place ce système, il y a ensuite un travail de suivi de la SETECI sur l'activité des ONG, leurs partenaires, leurs objectifs, leurs résultats. « Nous sommes constamment en contact avec la SETECI¹⁹¹ » témoigne Marco Ferrari, directeur de projet d'une ONG italienne. « La SETECI nous demande chaque année un rapport d'avancée du projet, des montants apportés, qu'elle publie pour voir où en sont les projets¹⁹² » raconte Christian Bierdebick, à la tête du bureau équatorien d'une ONG allemande.

L'action des ONG est encadrée et leurs projets ciblés vers les priorités nationales dictées par la Révolution citoyenne. Dans le cas où les agents de la coopération internationale ne rempliraient pas leurs conditions d'existence, le gouvernement peut dissoudre les organisations qui se mettent dans l'illégalité.

Une véritable mise en place d'un système de régulation et de contrôle de la coopération est donc établie. Cet encadrement atteste d'une politique gouvernementale de remise au centre de l'Etat et de rupture avec les codes de « bonne gouvernance » où le rôle de l'Etat est amoindri et le dialogue entre acteurs privilégié.

Ce retour de l'Etat dans le domaine de la coopération est également lié au discours anti-impérialiste du Président. En effet, comme nous l'avons vu, la coopération internationale en Equateur est très largement étasunienne (elle représente 22% de la coopération totale, 45 millions de dollars, avec près de 200 projets en cours¹⁹³) et européenne. Contrôler la coopération internationale a dès lors une dimension symbolique de refus des dynamiques d'imposition verticale du Nord vers le Sud. Cela est performatif et mobilise une partie des agents de l'arène internationale qui prône une radicale opposition à la mondialisation libérale et aux logiques lui étant associé. Dans la pratique, cette rhétorique a ses limites puisqu'il n'a pas encore été prouvé que les agents de la coopération internationale qui travaillent en Equateur reproduisent les schémas verticaux associés à la mondialisation libérale, et ensuite, parce que dans les réseaux transnationaux des ONG, le pouvoir de l'Etat est réduit de fait et ses décisions contournées.

191Entretien avec Mr Marco Ferrari, coordinateur de projet pour ACRA, le 03/12/15

« Estamos en contacto con la SETECI constantemente »

192Entretien avec Mr Christian Biederbick, responsable du bureau équatorien de Johanniter, 30/11/2015

“La SETECI nos pide cada ano un informe de avanza del proyecto, de montos aportados, y ella publica cada ano este informe para ver donde estan los proyecots.”

193SETECI, *Mapa interactivo de la Cooperacion Internacional*, disponible à : <http://app.seteci.gob.ec/mapa/#>
(consulté le 06/05/2016)

« On peut fermer le bureau d'Equateur parce que tout l'argent est parti au Pérou ou en Colombie. Mais on peut envoyer de l'argent d'une autre manière, par exemple en finançant la Coica (Coordinadora de las Organizaciones indígenas de la Cuenca Amazonica). C'est un peu comme blanchir de l'argent ! [Rires] Et ça se passe comme ça. Le flux d'argent international a juste à passer de l'institution d'un pays à un autre et voilà !¹⁹⁴»

Ce discours cynique du responsable des partenariats avec les organisations autochtones de TNC Ecuador nous montre les limites d'une politique gouvernementale. Elle nous interroge également sur le rapprochement entre mouvement autochtone et ONG transnationales. Dans la même rhétorique anti-impérialiste, le gouvernement de Rafael Correa se montre très critique face à ce rapprochement. Il accuse à plusieurs reprises les ONG environnementales transnationales d'instrumentaliser le mouvement autochtone équatorien. Mais, comme le rappelle Yvon le Bot :

« Défenseurs du modèle d'Etat-nation et des politiques étatiques, adversaires de la diversité culturelle, adeptes de la lutte de classes et anti-impérialistes, s'accordaient à voir dans l'apparition des organisations indiennes un phénomène exogène, produit ou induit par des forces extérieures, intéressées à propager les mécanismes de marché, à affaiblir l'Etat national, à diviser les mouvements révolutionnaires ou à les couper des populations indiennes.¹⁹⁵»

On ne peut réduire le mouvement autochtone à une simple instrumentalisation de l'extérieur. Comme nous l'avons vu précédemment, il est également performatif pour le mouvement autochtone de se rapprocher des ONG transnationales afin de capter des ressources. L'opposition de Correa à ce rapprochement ne serait, dès lors, pas uniquement liée à son idéologie anti-impérialiste et contre la mondialisation libérale, mais serait une rhétorique adoptée dans le cadre de difficultés rencontrées dans la pratique du pouvoir. C'est ce que nous allons maintenant tenter d'étudier.

194Entretien avec Mr Rafael Mendoza, coordinateur de TNC (The Nature Conservancy) Ecuador, le 04/12/15

« Se puede cerrar la oficina de Ecuador porque todo el dinero se fue a Peru y Colombia. Pero podemos mandar el dinero de otra forma, por ejemplo mandando a COICA. Es como lavar el dinero ! (Se ríe) Y eso ocurre. Porque el flujo de dinero internacional, que cambia de institución de un país a otro y ya. »

195LE BOT Yvon, op cit, p. 281

IV. La pratique du pouvoir : faire face à ses contradictions, ruptures et marches arrière

Nous tenterons dans cette partie de démontrer comment la pratique du pouvoir pour le leader équatorien l'amène à trancher dans ses contradictions idéologiques, comment il échoue à concilier la composante écologiste et les outils traditionnels d'une gauche radicale. Pour cela, nous nous intéresserons à la manière dont le « Buen Vivir » est amené à se reconfigurer lorsqu'il passe d'un concept théorique à un projet politique. Nous verrons également les ambivalences que peuvent induire une politique anti-impérialiste à l'égard du mouvement environnementaliste et autochtone.

A. Du Buen Vivir au Cambio de Matriz Productiva

Nous l'avons vu, le « *Buen Vivir* » est un concept théorique qui permettrait de proposer une alternative au concept de développement occidental et à celui de développement durable. Mais il ne faut pas oublier que l'Equateur a construit son économie sur l'exploitation des ressources non-renouvelables, pétrole et ressources minières¹⁹⁶. Il semble que le mouvement politique de Rafael Correa perçoit la composante écologiste comme une limite à la croissance économique¹⁹⁷, croissance dont les revenus sont indispensables pour mettre en œuvre leur programme d'Etat fort et redistributif. Loin de s'éloigner de ce modèle économique extractiviste, le gouvernement de Rafael Correa semble donc aller jusqu'à l'approfondir¹⁹⁸. La création d'un ministère des Mines, indépendant du ministère de l'Énergie, en février 2015, atteste de cette tendance¹⁹⁹.

Nous avons vu que dans la sphère internationale, Correa veut se montrer leader écologiste et développe cette stratégie performative dans cette arène. Mais, au niveau national, la stratégie n'est pas la même et complètement en contradiction avec cette idéologie écologiste. La mise en place du « *Buen Vivir* » s'éloigne de sa théorisation, renoue avec une tradition d'un modèle extractiviste néocolonial et une vision du développement typique des années 1960 de consommation de masse.

196BANQUE MONDIALE, *Comparative Study of Distribution of oil rents in Bolivia, Ecuador, Colombia and Peru, Ecuador Diversification and Sustainable Growth in an Oil Dependent Country*, disponible à : <http://www.banquemondiale.org/>, (consulté le 07/05/2016)

197GUDYNAS Eduardo, « Ecologiapolitica del progresismo sudamericano : los limites del progreso y la renovacion verde de la izquierda », *Sin Permiso*, No 8, Barcelona, 2010, p. 150

198GONZALES ESPINOSA Ana Carolina, « La gauche et la continuité extractiviste. Bolivie, Equateur, Venezuela » in DABENE Oliver, *La Gauche en Amérique latine 1998-2012*, Editions Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2012, p. 337

199El Telegrafo, *Correa nombra nueva ministra de deportes y crea ministerio de Minería*, 13/02/2015, disponible à : <http://www.eluniverso.com/noticias/2015/02/13/nota/4553196/presidente-nombre-tres-nuevos-funcionarios> (consulté le 08/05/2016)

« Là ces dernières années, ils ont réussi à transformer le “ Buen Vivir ” en “ Bien Estar”. Ça veut dire des services de base, mais aussi une voiture, une télé, sur un mode de consommation totalement occidentale et non durable.»²⁰⁰

Le gouvernement équatorien assume d'ailleurs largement ce choix. Dans un entretien accordée au quotidien *Le Monde* durant sa visite fin 2016 à Paris pour la COP21, le Président explique que « l'Equateur exploitera jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour sortir de la pauvreté »²⁰¹. Nous comprenons donc que le Président fait le choix de financer ses politiques sociales par l'extractivisme dont il prétendait s'éloigner. On remarque donc ici poindre deux temps de la politique gouvernementale. Un premier où une stratégie nationale écologiste est développée et, un deuxième où le gouvernement revient sur le modèle de développement.

« L'Amérique latine (...) voit émerger et se consolider nombre de gouvernements progressistes qui s'attachent à transformer l'Etat, élargir la démocratie participative pour conduire, au final, des politiques publiques visant à améliorer les conditions de vie des couches les plus vulnérables de la populations. Nourries d'un discours critique du néolibéralisme des années 1990, ces politiques adoptent – tôt ou tard – une rhétorique nationale-populaire capable de faire face à puissance des grands groupes économiques. Mais ce récit national-populaire, (...), coexiste avec une politique qui approuve et encourage l'installation d'un modèle néocolonial fondé sur l'appropriation et la destruction des ressources naturelles²⁰².»

Ces propos illustrent la rupture entre la rhétorique du Président équatorien pour arriver au pouvoir et sa pratique du pouvoir. Cela met également en lumière les différentes stratégies prônées par le leader équatorien en fonction de l'échelle, internationale ou nationale.

Du point de vue des mouvements autochtone et environnementaliste, ce parti pris dans le choix de la politique gouvernementale bouleverse les alliances stratégiques qui ont été construites dans la sphère nationale avant l'arrivée au pouvoir de Correa. Nous avons évoqué le fait que le mouvement autochtone se divise face à l'application des réformes constitutionnelles mais cette tension entre développementalisme/extractivisme reste l'un des points fondamentaux qui va diviser le mouvement autochtone et environnementaliste au regard de la politique gouvernementale²⁰³.

200Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

201Le monde, Rafael Correa : « L'Equateur exploitera jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour sortir de la pauvreté », 09/12/2015, disponible à http://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete_4827674_3244.html (consulté le 08/05/2016)

202SVAMPA Maristella, « Ne o-« De veloppementalisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Ame riche latine », in *Proble mes d'Ame rique latin*no81, 2012, p. 103

203ARZE Carlos, GOMEZ Javier, OSPINA Pablo, ALVAREZ Victor, La revolución ciudadana en Ecuador 2007-2012 », *Promesas en su laberinto : cambios y continuidades el los gobiernos progresistas de América Latina*, IEE, CEDLA, CIM, La Paz, 2013, p. 17

Le Président prône une réduction de la dépendance au pétrole de l'Équateur mais ce n'est pas à travers les outils en adéquation avec le « *Buen Vivir* » qui sont développés. C'est à travers sa politique publique de *Cambio de Matriz productiva* (Changement de la Matrice Productive) qui cherche à développer des secteurs comme l'agro-industrie et l'exploitation minière. Cela montre l'éloignement toujours plus important entre la rhétorique de rupture et le concept de développement néocolonial.

Maintenant ces éléments établis, il faut également prendre en compte que la mise en place du « *Buen Vivir* » comme projet politique ne serait pas une marche arrière de la politique de Rafael Correa mais bien le résultat d'une ambivalence dans le concept même du « *Buen Vivir* ». En effet, de nombreux auteurs éclairent le fait que le « *Buen Vivir* » ne romprait pas avec le concept de développement durable mais l'approfondirait au contraire. Nous l'avons vu, le « *Buen Vivir* » prétend critiquer la modernité à deux égards : le premier en s'opposant à l'habituel dualisme société/nature de l'idéologie occidentale du développement et à l'universalisme eurocentrique et les logiques néocoloniales en proposant de reconstruire une idéologie basée sur la diversité culturelle²⁰⁴. Mais, dans les faits, le guide d'action associé au « *Buen Vivir* » est particulièrement peu défini et imprécis²⁰⁵. Le « *Buen Vivir* » s'est popularisé et est devenu un symbole à atteindre dans l'arène internationale pour le mouvement environnementaliste alternatif. Il serait donc maintenant une stratégie performative au niveau international pour le gouvernement équatorien, plus qu'une vraie politique publique pouvant être mise en place.

B. Contrôler l'opposition, diviser le mouvement social

Les marches arrières, les décalages nés entre la rhétorique du gouvernement de Rafael Correa avant son arrivée au pouvoir et sa pratique du pouvoir et les choix qu'il fait pour mettre fin aux contradictions internes de son mouvement, entre deux visions du changement politique qui s'affrontent, entraînent des tensions avec ses alliés au niveau national, qu'il s'agisse des agents du mouvement autochtone ou du mouvement environnementaliste. Ces tensions sont particulièrement observables dans l'action du gouvernement vis-à-vis de la coopération internationale dans la continuité de sa politique anti-impérialiste qui prend une tournure ambivalente.

204VANHULST Julie, BELING Adrian, « Buen Vivir et développement durable : rupture ou continuité ? », in *Ecologie & Politique* no 46, 2013, p. 47

205VIOLA RECASENS Andreu, « Discursos « pachamamistas » versus políticas desarrollistas : el debate sobre el Sumak Kawsay en los Andes », in *Iconos* no 48, 2014, p. 60

En effet, le 20 juin 2013, un décret présidentiel, le décret 16²⁰⁶, est publié pour encadrer l'action de la coopération internationale. Ce décret interdit aux ONG de « faire de la politique ». Suite à la publication de ce décret, de nombreuses ONG internationales sont dissoutes²⁰⁷. Une fondation nationale qui s'appelle Fondation Pachamama, ouvertement en opposition au gouvernement depuis la fermeture du projet Yasuni ITT est également dissoute²⁰⁸. Cela fait dire au biologiste français, Vincent Gravez, travaillant en Equateur pour une organisation latino-américaine : « Les organisations sont un peu sous le régime de la terreur avec ce qu'il s'est passé avec Pachamama ». Lorsqu'il s'agit d'ONG étrangères, cette politique se justifie selon les lignes du gouvernement. Lorsqu'il s'agit d'ONG nationales, c'est plus ambivalent. Il pourrait s'agir d'une manière de contrôler les mouvements sociaux naissants. Le mouvement politique de Correa étant né d'un mouvement social et particulièrement de l'appui du mouvement autochtone, il s'agirait de faire taire toute opposition.

« Le gouvernement de Correa vient des mouvements sociaux et ils savent très bien ce que petit à petit, pas à pas, arrive à faire un mouvement social, depuis la base. Ils essayent donc de contrôler tous les mouvements qui pourraient s'unifier avec le secteur autochtone, contrôler la coopération. (...) Il faut reconnaître que l'on n'a jamais eu un aussi bon Président. Je crois qu'il y a eu deux phases : une où il a surfé sur sa notoriété, profité du blé du pétrole, réalisé une vraie politique sociale, créé des infrastructures, défendu le thème de la participation citoyenne, etc. Bravo ! Chapeau ! Vint la deuxième phase où il s'est dit : "Attention, faudrait pas que ça se retourne contre nous quand même". »²⁰⁹

La politique anti-impérialiste du Président peut paraître un moyen de contrôler l'opposition à sa politique gouvernementale.

En outre, nous avons évoqué la division du mouvement autochtone, entre une frange des organisations continuant de soutenir la politique du gouvernement de la Révolution citoyenne et une autre passée dans l'opposition. On peut donc voir que, loin de fortifier le mouvement autochtone national, l'action de Rafael Correa semble entretenir l'affaiblissement du mouvement autochtone équatorien qu'il connaît depuis les années 2000.

206PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DEL ECUADOR, *Decret 16*, 2013, p15 <http://www.oas.org> (consulté le 01/04/2016)

207La Republica, Sale Oxfam. Usaid se queda. Gobierno expulsa 26 ONGs extranjerias, disponible à : <http://www.larepublica.ec/blog/politica/2012/09/05/gobierno-revoca-permiso-de-operacion-a-26-ong-extranjeras/> (consulté le 08/05/2016)

208El Universo, *El presidente Rafael Correa defiende clausura de la fundacion Pachamama*, 07/12/2013, <http://www.eluniverso.com/noticias/2013/12/07/nota/1884456/presidente-rafael-correa-defiende-clausura-fundacion-pachamama>, (consulté le 07/04/2016)

209Entretien avec Mr Vicent Gravez, Coordinateur de projet pour la FFLA (Fundacion Futuro Latino-Americano), 19/01/16

« Il doit y avoir une réaction du monde autochtone pour problématiser et reprendre cette problématique [la problématique environnementale], s'insérer dans le débat. Laisser de côté les thèmes qui au final n'importent pas beaucoup, comme par exemple la réélection ou non du Président²¹⁰. »

Il semble y avoir eu un abandon des débats de fonds dans le mouvement autochtone et une concentration des rivalités autour de la personnalité du président. Une polarisation extrême de la politique équatorienne paraît se mettre en place, entre les Correistas et les Anti-Correistas.

Le Président une fois au pouvoir tranche dans ses contradictions internes vers un retour d'Etat fort et d'outils traditionnels de la gauche. Certaines ambivalences apparaissent quant à son rapport au mouvement autochtone qui l'a porté au pouvoir, puisque les divisions de ce dernier se font toujours plus fortes. De même, avec la coopération internationale et le mouvement environnementaliste, son opposition semble relever parfois plus d'une rhétorique lui permettant de contrôler l'opposition que d'une réelle pratique du pouvoir en adéquation à son idéologie.

Conclusions

Dans ce chapitre ressort la présence de deux cultures politiques du changement social. En effet, il y aurait un premier courant qui pense l'Etat centralisé comme levier du changement et un deuxième qui croit aux initiatives locales, à la participation, à la décentralisation. Après avoir tenté de les concilier dans les premiers temps de ses mandats, nous remarquons que le leader de la Révolution citoyenne marque un divorce clair. En effet, après s'être appuyé tout d'abord sur le mouvement qu'on appellera socio-environnementaliste, il s'en éloigne pour retourner à des mécanismes plus traditionnels de la gauche. Le développementalisme basé sur l'extractivisme et la rente pétrolière, des grandes politiques sociales de redistribution de ces revenus, un anti-capitalisme et un anti-impérialisme rhétorique, sont les axes principaux de la stratégie nationale que Rafael Correa adopte finalement.

Les deux cultures du changement politique étaient également visible dans l'arène internationale, notamment à travers les deux courants du mouvement environnementaliste qui s'opposent. Au niveau national, on voit également cette division dans le mouvement autochtone. Tandis qu'une partie du mouvement autochtone équatorien fait le choix de soutenir le gouvernement, mettant les revendications socio-économiques au centre de son idéologie, une autre

210Entretien avec Mr Christian Biederbick, responsable du bureau équatorien de Johanniter, 30/11/2015

« Tiene que haber una reacción desde el mundo indígena para problematizar y retomar esta problemática y insertarse en el debate. Dejar de lado los temas que no significan mucho : por ejemplo la reelección o no del presidente. »

choisit d'entrer dans l'opposition regrettant les marche arrière du gouvernement sur les mesures promises en adéquation avec une philosophie du changement politique socio-environnementaliste, notamment sur la décentralisation et la plurinationalité. On voit également cette division entre une Conaie plus radicale et une Fenocin qui prône des stratégies plus économiques. Ainsi, que ce soit le mouvement autochtone, la gauche équatorienne ou les agents de la coopération internationale, tous trois sont divisés entre ces deux cultures du changement social, dans l'arène internationale tout comme nationale, malgré des stratégies différentes développées par chacun aux différents niveaux d'analyse.

Qu'il s'agisse de la gauche classique ou de la gauche socio-environnementaliste, les deux courants se rencontrent quant à leur opposition à la mondialisation libérale et aux logiques paradigmatiques développées dans l'arène internationale. L'une avec l'anti-impérialisme classique centré sur l'économie, dans le prolongement de la théorie de la dépendance prébischienne, l'autre à travers un anti-capitalisme axé sur la dénonciation des effets néocoloniaux de cette dernière et pour la promotion d'une nouvelle manière de penser le rapport nature/culture. Pourtant, à travers des stratégies à échelle nationale comme la poursuite de l'extractivisme pour la gauche classique et la promotion extrême de la participation en tout domaine pour la gauche socio-environnementaliste, on peut se demander dans quelle mesure les deux courants n'ont pas intégré les codes normatifs de l'arène internationale.

Tout comme la participation et l'horizontalité entre acteurs sont des thèmes ambivalents et normatifs prônés dans le cadre d'une « bonne gouvernance », on peut se poser la question de savoir si la décentralisation est un approfondissement de la démocratie ou fait partie de ces axes normatifs prônés dans l'arène internationale. En effet, tout comme la participation et l'horizontalité, la décentralisation a pour objectif une autonomie et une responsabilisation des individus. Le mouvement autochtone revendique la décentralisation. L'Etat la réalise en partie. Il est intéressant de se demander s'il y a une reproduction des schémas normatifs pensés dans l'arène internationale au niveau national ou s'il y a une instrumentalisation avantageuse pour les acteurs de ces outils. L'approfondissement de cette problématique mise en place à échelle locale doit être étudiée pour cette question, c'est ce sur quoi nous nous pencherons maintenant.

Concernant le gouvernement de Rafael Correa, nous pouvons à présent conclure à l'existence de stratégies extrêmement différentes d'une arène à l'autre, chaque stratégie n'étant performative que dans l'arène où elle est développée. De même pour le mouvement autochtone, qui s'auto-essentialisant dans l'arène internationale, paraît défendre des stratégies d'ordre plus socio-économique à échelle nationale. Enfin, les agents de la coopération internationale apparaissent avoir à répondre dorénavant à une double contrainte : celle de s'adapter aux lignes normatives du siège de

l'ONG dans l'arène internationale et celle de s'adapter aux priorités données par le gouvernement dans l'arène nationale. L'existence de stratégies multi-scalaires pour nos acteurs est vérifiée, il faut continuer l'analyse des outils performatifs utilisés à échelle locale désormais, étudier si de nouvelles logiques et stratégies ressortent à cette échelle.

Nous sommes donc face à un gouvernement issu du mouvement autochtone mais qui poursuit son affaiblissement. Le mouvement autochtone procède-t-il à un retour au centre des localités dans ses stratégies ? Comment les agents de la coopération internationale s'approprient-ils les règles du gouvernement Correa dans leurs projets de développement ? Comment les politiques publiques de la Révolution citoyenne se traduisent-elles dans les localités ? Ce sont les questions qui nous occuperont maintenant.

CHAPITRE 3 : L'ÉCHELLE LOCALE : LA MISE EN CONCRET DES DISCOURS, DES STRATÉGIES, DES POLITIQUES NATIONALES ET INTERNATIONALES

Un nouveau concept semble avoir fait son entrée dans le vocabulaire politique : le local. L'Etat invoque « le local » et dans l'arène internationale, l'expression est constamment utilisée, comme si « le local » était un espace en soi dont on peut parler au singulier²¹¹. Pourtant, un territoire est construit socialement par l'interaction entre plusieurs acteurs dans différents espaces géographiques²¹² et on ne peut homogénéiser l'échelle locale, particulièrement en Equateur où les réalités sociales sur la Côte, dans les Andes et en Amazonie n'ont rien à voir. Tout comme la diversité des territoires est importante pour déconstruire cette tendance à l'unification de l'échelle locale, il faut également prendre en compte la diversité d'acteurs y évoluant. Nous tenterons de mettre en lumière comment cette pluralité d'acteurs dans des contextes différents peut amener une mise en place des politiques publiques de l'Etat et des projets de développement de la coopération internationale différente de celle présente dans les discours et les stratégies à échelle nationale et internationale.

Nous nous intéresserons dans un premier temps à la manière dont les organisations autochtones de premier degré tranchent entre revendications culturelles et socio-économiques à échelle locale, tout en entretenant des stratégies ambivalentes vis-à-vis des agents de l'Etat, nationaux ou provinciaux, et des agents de la coopération internationale, notamment à travers de leur rapport à la nature. Ensuite, nous nous concentrerons sur la mise en place des politiques publiques de la Révolution citoyenne et comment ces politiques s'appliquent dans les localités. Nous nous interrogerons également sur le contenu normatif de la mise en œuvre des politiques publiques et sur la manière dont on peut voir un décalage entre le discours et sa réalisation. Le discours est en opposition au développement durable et à la bonne gouvernance, tout comme aux mécanismes y étant associés. La mise en œuvre, elle, fait souvent appel à ces mécanismes. Enfin, nous étudierons la mise en place des projets de développement des ONG transnationales. Il nous faudra pour cela montrer l'hétérogénéité des acteurs dans une même ONG transnationale à différents niveaux, mettre en lumière les socialisations et les stratégies qui sont différentes au niveau local des échelles nationales et internationales.

211MOOG RODRIGUES Maria Guadalupe, *Global Environmentalism and Local Politics. Transnational Advocacy Networks in Brazil, Ecuador, and India*, State University of New York Press, New York, 2004, p. 9-10

212CHIRIBOGA Manuel, "El papel de las instituciones en territorios rurales sujetos a acciones de reforma agraria", in MARTINEZ VALLE Luciano, *Territorios en mutación : repensando el desarrollo desde lo local*, FLACSO, Quito, 2008, p. 157

I. Le local selon les organisations autochtones locales

Nous avons montré qu'il y avait une tendance venue autant des agents de la coopération internationale que des mouvements autochtones dans l'arène internationale à s'essentialiser, à mettre en avant un rapport particulier à la nature et à leur territoire. Ce discours stratégique au niveau international n'est pas reproduit à échelle locale. Shepard Krech par exemple a largement déconstruit ce mythe en démontrant qu'il y avait des populations autochtones intéressées par la conservation et d'autres non, qu'on ne pouvait généraliser le rapport à la nature et à la conservation comme une caractéristique identitaire des peuples autochtones²¹³. En Equateur, il faut penser le rapport à la nature et à la conservation des populations et nationalités autochtones en fonction de leur hétérogénéité²¹⁴. En effet, tout comme on ne peut parler d'une entité ONG à la ligne unique, il faut distinguer plusieurs composantes du mouvement autochtone en Equateur à échelle locale. On distinguera ici les autochtones des Andes et ceux de l'Amazonie équatorienne. Nous verrons comment ces différents peuples autochtones et leurs organisations locales, plus que de défendre des revendications environnementalistes et conservationnistes, utilisent leur rapport à la nature pour répondre à des revendications territoriales et socio-économiques.

A. Le mouvement autochtone au concret : Déconstruction du mythe du bon sauvage, du rapport à la nature, au territoire et à la conservation

« Peut-être que les continuelles résurrections, réincarnations, et mutations du « Bon sauvage » sont comme celles d'un monstre bien-aimé d'un film d'horreur aux nombreux épisodes. La reconstruction [...] du « Bon sauvage » dans les années 1990 montre en effet l'appétit du public pour les nouvelles histoires sur les vieux cauchemars ainsi qu'un certain goût pour les inventifs frankensteiniens bricolages [...]. La créature qui a rempli les attentes de l'imagination du monde de l'anthropologie cette dernière décennie [...] est le « Bon sauvage écologique »²¹⁵.

213KRECH Shepard, *The Ecological Indian*, Norton & Co, New York, 1999

214BOLOM TON Fausto, "Indigenas y perdida de biodiversidad : estereotipos, papeles y responsabilidades ante la crisis ambiental", in WEISS Joseph, BUSTAMENTE Teodoro, *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos, y cooperacion*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2008, p. 39

215ELLINGSON Ter, *The Myth of the Noble Savage*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 2001, p. 345

“Or, from another viewpoint, perhaps the continual resurrections, reincarnations, and mutations of the Noble Savage are more like those of some beloved monster in a continual series of remakes of a horror movie. The most prominent reconstruction and resuscitation of the Noble Savage in 1990s anthropology certainly reveals signs of a professional and public hunger for new stories about old bugaboos, as well as a certain taste for an imaginatively Frankensteinian bircolage of workong apparitions out of disunct components. The creature that seized such a strong hold on the anthropological imagination in the last decade of the twentieth century, as it turns out, was not actually created bay an anthropologist : it was “The Ecologically Noble Savage” introduced in an article of that title by the conservation biologist Kent H Redford”

Cette citation résume comment, y compris dans la littérature scientifique, le mythe du « Bon sauvage » a constamment été réactivé jusqu'à l'associer désormais à la conservation de la nature.

Dans les Andes équatoriennes, les organisations locales sont dans leur majorité des organisations de paysans avant d'être des organisations autochtones. « S'ils ne polluent pas, c'est parce qu'ils n'ont pas de ressource »²¹⁶. Loin du mythe de l'Indien gardien de la nature et des écosystèmes, nous constatons ici que, dans le cas de la protection des paramos, il s'agit en réalité d'un problème d'accès aux services basiques²¹⁷. Dans le cas des paysans sur les paramos, bien que ce soit leur territoire, ce n'est pas forcément un choix. « C'est parce que la réforme agraire les y a envoyés, ce n'est pas parce que les Indiens sont plus résistants au froid »²¹⁸. En effet, la réforme agraire de 1973 a eu pour conséquence, au lieu de redistribuer réellement les terres des vallées, de donner des terres difficiles d'accès dans les paramos aux petits paysans. C'est en prenant conscience de la richesse en biodiversité du paramo et de sa fonction indispensable dans le cycle de l'eau, que l'Etat et la coopération internationale ont mis en place des programmes de conservation du paramo.

«Il m'est arrivé plusieurs fois de voir un Condor passer dans une communauté et de voir tout les gens courir dans tous les sens avec des lance-pierres pour le tuer. Qu'est-ce qu'il s'est passé ? Elle est où la Pachamama, là ?²¹⁹»

Il faut donc déconstruire ces mythes pachamamistes qui sont mis à profit par les communautés pour capter des ressources autant de l'Etat que de la coopération internationale. De la même manière, il faut insister sur le fait que les politiques de conservation instaurées dans le cadre de la protection des paramos par les gouvernements locaux en partenariat avec les ONG, sont acceptées par la population pour des raisons concrètes et pratiques et non parce qu'il s'agit de garder intact son territoire.

« Les gens savent très bien qu'il n'y en a plus [d'eau dans le paramo] parce qu'ils le voient dans le quotidien. Ils le savent mieux que n'importe quel scientifique. Les politiques de conservation ont une finalité tant de conservation de l'environnement que d'intérêt pour eux, parce que c'est eux qui vivent de ça. Dans ce sens, ça a été bien accepté. J'enlève une partie de ton territoire où tu faisais paître ton bétail, mais tu vas avoir

216Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

217BOLOM TON Fausto, *op cit*, p. 37

“alta relacion entre la condicion de ser indigena y ser pobre”

218Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

219Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

plus d'eau pour tes cultures. Les gens l'acceptent bien²²⁰. »

Loin du rapport quasi mystique qu'auraient les populations autochtones au territoire, dans le cas des autochtones de la Sierra équatorienne, il apparaît rapidement que la relation avec le territoire est plus associée à leur identité paysanne qu'à leur identité indienne. L'identité et le territoire sont donc liés mais pas forcément par une cosmovision spécifique, ce peut être des trajectoires historiques nationales, des constructions socio-économiques.

De même, en Amazonie équatorienne, il faut également déconstruire le rapport à la nature et à la conservation qui est d'autant plus ancré dans les imaginaires collectifs que le poids symbolique de l'Amazonie dans la conservation est lourd. On a tendance à rapprocher la lutte territoriale des autochtones de la composante environnementaliste ou conservacionniste. C'est une erreur puisque les peuples autochtones nourrissent cette ambivalence pour rendre leur lutte territoriale plus importante et leur accès aux ressources plus efficace.

« C'est un discours [le discours conservacionniste] dont les peuples autochtones se sont saisi pour légitimer aux yeux du monde leur lutte territoriale, qui est une lutte qui préexiste à la conservation²²¹ ». Ici, on revient à des revendications d'ordre culturel avec le droit collectif de propriété. C'est particulièrement visible concernant les peuples autochtones victimes d'extractivisme en Amazonie équatorienne. En effet, nous avons vu que le thème du droit de propriété collective d'un territoire est une pierre angulaire du mouvement autochtone que ce soit dans l'arène internationale ou nationale. Or, c'est un thème profondément conflictuel puisque les ressources naturelles appartiennent, constitutionnellement, à l'Etat et non aux Equatoriens²²².

En Equateur, les communautés autochtones de l'Amazonie peuvent avoir des titres de propriétés sur leur territoire mais les ressources souterraines sont la propriété de l'Etat. C'est une

220Entretien avec Mr Marco Ferrari, coordinateur de projet pour ACRA, le 03/12/15

“La gente sabe muy que ya no hay [agua en el páramo] porque lo ven al día al día, lo saben mejor que cualquier científico. La políticas de conservación tienen una finalidad tanto de conservación ambiental pero también un interés para ustedes, porque ustedes viven de eso. En este sentido, fue bien aceptado. Te estoy quitando parte del territorio donde ibas a pastorear los animales, pero vas a tener mas agua para el cultivo. La gente lo acepta bien”

221Entretien avec Mr Rafael Mendoza, coordinateur de TNC (The Nature Conservancy) Ecuador avec les organisations autochtones partenaires, le 04/12/15

“Es un discurso que los pueblos indígenas han asumido para legitimar antes los ojos del mundo su lucha territorial, que es una lucha territorial que preexiste a la conservación.”

222REPUBLICA DEL ECUADOR, *Constitution de 2008, Artículo 1 y Artículo 408*, disponible à :

<http://www.inocar.mil.ec/> (consulté le 12/05/2016)

“Los recursos naturales no renovables del territorio del Estado pertenecen a su patrimonio inalienable, irrenunciable e imprescriptible” Art 1

“Son de propiedad inalienable, imprescriptible e inembargable del Estado los recursos naturales no renovables y, en general, los productos del subsuelo, yacimientos minerales y de hidrocarburos, sustancias cuya naturaleza sea distinta de la del suelo, incluso los que se encuentren en las áreas cubiertas por las aguas del mar territorial y las zonas marítimas; así como la biodiversidad y su patrimonio genético y el espectro radioeléctrico. Estos bienes sólo podrán ser explotados en estricto cumplimiento de los principios ambientales establecidos en la Constitución.” Art 408

première dualité. Ensuite, on peut remarquer que, par loi, il n'est techniquement pas possible d'être propriétaire d'un territoire à l'intérieur d'une aire protégée nationale. C'est une autre dualité. Les populations autochtones d'Amazonie ne peuvent être propriétaires des zones riches en pétrole, en matériaux miniers ou en gaz naturel, et ne peuvent pas non plus vivre, dans la loi, à l'intérieur d'aires protégées. Dans les faits, la réalité est toute autre mais cette situation de facto a pour conséquence qu'aucune loi ne protège leur territoire, que ce soit dans le cas de la conservation ou de l'extraction.

Les organisations autochtones de l'Amazonie cherchent donc à entrer dans le monde de la conservation afin de lutter contre l'extractivisme mais dans le but d'obtenir des droits réels de propriété sur leur territoire. Dans le cas des populations autochtones en Amazonie équatorienne, on ne peut dissocier le rapport au territoire et leur culture. Défendre son territoire revient à défendre ses droits culturels. Malgré tout, il faut s'éloigner de l'association qui a été faite entre conservation et identité culturelle des peuples autochtones²²³. On constate que le rapport que peuvent avoir les populations autochtones andines ou amazoniennes avec la nature, le territoire et la conservation, doit être pensé en termes concrets et pratiques afin de s'éloigner des constructions opérées aux niveaux national et international. En effet, ces constructions ne sont ni valables, ni reproduites, ni appliquées dans les localités.

En déconstruisant le rapport à la nature, au territoire et à la conservation des organisations locales, on voit que ces dernières se saisissent donc de la conservation comme d'un moyen plutôt que d'une fin en soi²²⁴. Nous allons donc maintenant nous intéresser aux raisons de cette utilisation performative, aux objectifs et revendications derrière ce rapport au territoire ambivalent.

B. Le mouvement autochtone au concret : répondre à des revendications socio-économiques et territoriales en instrumentalisant les codes normatifs de l'arène internationale

Il faut donc s'interroger sur les revendications qui découlent de ces différentes déconstructions. Les organisations autochtones locales ne mettent pas les revendications identitaires et culturelles au centre tout comme la composante environnementale n'est pas une priorité.

« La partie environnementale fait partie des luttes des camarades autochtones, elle est claire, mais ce n'est pas une priorité. Ils veulent améliorer l'accès aux services basiques, à l'emploi, augmenter la productivité de leurs cultures. Là sont les priorités.²²⁵»

223KRECH Shepard, "Beyond the Ecological Indian", in HARKIN Michael, RICH LEWIS David, *Native Americans and the Environment. Perspectives on the Ecological Indian*, University of Nebraska Press, Lincoln, 2007, p. 14

224FONTAINE Guillaume, *op cit*, p. 73

225Entretien avec Mr Andrés Cordova, ancien technicien et chef de projet pour CARE Ecuador, le 14/12/2015

«La parte medio ambiental est una lucha que los companeros de las nacionalidades y pueblos la tienen clara pero no es

Malgré des organisations de troisième degré, au niveau national qui mettent l'identité autochtone au cœur de leurs revendications, ce qui est d'autant plus vrai dans l'arène internationale, les organisations de premier degré s'éloignent de cette logique. Il est intéressant de voir que des organisations locales, qui sont affiliées à une organisation nationale, peuvent être en conflit avec les lignes de cette organisation nationale. De même, des organisations locales peuvent avoir les mêmes revendications quand bien même elles sont affiliées à des organisations nationales aux lignes différentes. « Les revendications de base sont les mêmes²²⁶ » résume Sylvain Bleuze, ce sont des revendications d'accès à la terre, à l'eau, à l'emploi qui sont mises au centre.

A Pasa, dans la périphérie d'Ambato, lors d'une réunion entre la Uocaip (Union de Organizaciones Campesinas e Indigenas de Pasa), organisation autochtone représentant neuf communautés, 200 chefs de famille, et environ 6500 habitants²²⁷, et les mandataires de l'ONG italienne Acra (Association de Coopération Rurale en Afrique et en Amérique latine), pour discuter de l'avancement d'un projet sur un centre de collecte de lait, il n'est fait mention une seule fois de revendications identitaires et culturelles. On se concentre sur les problématiques du bétail, d'eau, d'énergie, de personnel, de fonctionnement de l'organisation. On cherche à rester dans le concret. Concernant l'organisation d'un événement pour former les jeunes des communautés, le président de la Uocaip, Cesar de la Cruz, énonce clairement « Si l'événement se fait loin, nous nous éloignons du travail concret avec les jeunes »²²⁸.

Ce sont donc des revendications d'ordre socio-économiques qui sont présentes à l'échelle locale, dans la Sierra équatorienne. La stratégie performative de « mythe du bon sauvage protecteur de la nature » présente à échelle internationale et nationale que ce soit par le mouvement environnementaliste, le leader équatorien ou le mouvement autochtone, disparaît à échelle locale, dans les localités étudiées au cours du terrain d'enquête.

una prioridad, quieren mejorar la parte de servicios basicos, la productividad de su cultivo, el empleo. Eso son las prioridades”

226Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

227HONORABLE GOBIERNO PROVINCIAL DE TUNGURAHUA, *Estudio del estado actual del ecosistema paramo en Tungurahua*, 2015, p. 31, disponible à : <http://rrnn.tungurahua.gob.ec/documentos/documentos/biblioteca> (consulté le 11/05/2016)

228Entretien avec Cesar de la Cruz, président de la UOCAIP, le 03/12/2016
“Si el evento se hace lejos, nos alejamos del trabajo duro con los jovenes”

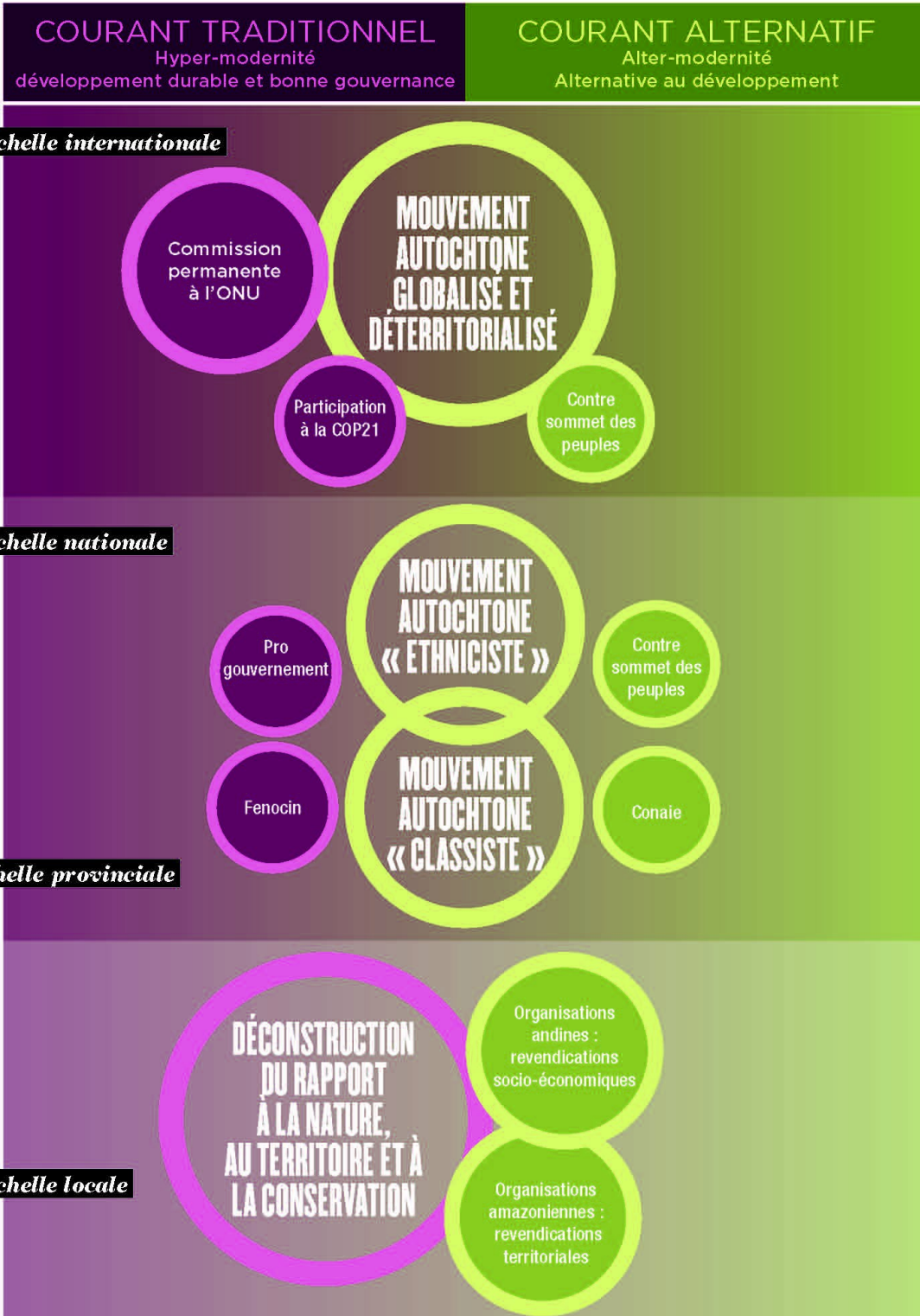
« La grande majorité des mouvements indigènes contemporains d'Amérique latine cherchaient à obtenir un meilleur accès aux ressources matérielles ou politiques dont les inégalités de classes et de groupes de statuts installées depuis longtemps les avaient privées. Toutes les revendications identitaires corrélatives de ces mouvements se comprennent mieux comme des moyens de faire avancer et de légitimer ces revendications, que comme des fins en elles-mêmes²²⁹. »

Sans réduire les revendications d'ordre identitaire et culturel à une simple utilisation avantageuse, il est vrai que cette analyse de Susan Eckstein se vérifie à échelle locale dans les Andes en Equateur. Nous comprenons donc la stratégie multi-scalaire du mouvement autochtone : différentes revendications à différentes échelles par différents répertoires d'action. Les stratégies sont variées selon l'échelle où elles sont développées mais elles sont complémentaires au final. Les politiques de protection de l'environnement ou de conservation mises en place par le gouvernement national, provincial ou par les agents de la coopération internationale sont acceptées par les organisations locales dans le but d'améliorer leur niveau de vie et non parce les populations locales se sentent investies d'une mission de préservation de leur territoire et de l'environnement.

Les revendications des organisations locales dans l'Amazonie équatorienne sont moins clairement définies comme étant socio-économiques. En effet, nous avons vu qu'il s'agissait de luttes territoriales. Or les luttes territoriales sont profondément liées aux revendications culturelles puisqu'il s'agit de pouvoir accéder au droit collectif de propriété. Il s'agit de pouvoir gérer son territoire de manière autonome. Nous avons vu que l'Etat est largement revenu sur sa politique de décentralisation administrative et qu'il n'est donc pas possible pour les peuples autochtones d'Amazonie d'obtenir leur autonomie par ce biais là. Par conséquent, il s'agit d'accéder à ces revendications d'autonomie de gestion de son territoire par d'autres moyens, notamment en entretenant un rapport ambivalent à la nature pour deux raisons : protéger son territoire de l'extractivisme mais également obtenir des droits collectifs en prenant part aux politiques publiques de conservation des aires protégées nationales. Il faut donc à présent s'intéresser aux manières dont se mettent en place ces politiques nationales pour comprendre comment les revendications des peuples autochtones amazoniens sont mises en œuvre.

229 WICKHAM CROWLEY Timothy, ECKSTEIN Susan, Economie et sociologie politiques du militantisme et des répertoires des mouvements sociaux récents en Amérique latine, *Revue internationale de politique comparée*, no17, 2010, p. 37

**MOUVEMENT AUTOCHTONE :
STRATÉGIES MULTISCAIRES ET ALLIANCES PERFORMATIVES**



II. Le local selon le national

« Les ONG que je connais, dans le secteur de la pêche, sont plutôt moralisatrices. Je pense qu'ils ont encore cette vieille idée de “ les pêcheurs ne font pas attention, ils ont des hameçons trop petits ”, ils essaient de changer la manière de penser des gens au lieu de changer les règles. Il faut changer les règles. Et ça, ça se fait au niveau de l'Etat²³⁰.»

Si l'on en croit cette citation, pour comprendre les dynamiques concernant la protection de l'environnement et de la conservation entre coopération internationale, organisations locales et gouvernement actuel en Equateur, il faut nous intéresser à l'application des politiques de conservation et aux politiques publiques menées par le gouvernement de la Révolution citoyenne et à leurs conséquences à échelle locale. Pour cela, nous centrerons notre analyse autour de l'institutionnalisation du système d'aires protégées et des politiques publiques de grande échelle en rapport avec la protection et la conservation de l'environnement comme le programme *Socio-Bosque*. Le fonctionnement des ministères sera également étudié.

A. L'institutionnalisation des aires protégées à échelle locale : axes principaux et contenu normatif

Nous avons étudié le système national d'aires protégées mis en place par le gouvernement de Rafael Correa, le Snap (sistema nacional de areas protegidas). Nous sommes face à l'absence de cadre juridique pour créer des aires protégées par les populations autochtones et au monopole étatique de gestion de la conservation et de la protection de l'environnement. Malgré tout, les populations autochtones vivent à l'intérieur des territoires délimités comme parcs nationaux. C'est une situation de fait que nous avons déjà évoquée. Pour surmonter cette contradiction, l'Etat signe alors des accords de gestion (*convenios de manejo*) à la condition qu'il y ait un « usage durable²³¹ » de la biodiversité par les communautés autochtones.

Dans ce schéma, les populations autochtones doivent recourir au mythe du « bon sauvage » protégeant l'environnement pour pouvoir avoir des droits sur leur territoire. Ce n'est plus au nom de leur identité comme nationalité de l'Equateur qu'ils accèdent aux droits collectifs mais bien comme gardiens de l'environnement. C'est le cas par exemple du parc national Cuyabeno²³², qui est peuplé par des communautés Siona, Kichwa, Shuar et Cofan et où chacune des communautés signe un

230Entretien avec Mr Vincent Gravez, facilitateur pour la FFLA (fundacion futura latino-americano), 19/01/2016

231Entretien avec Mr Roberto Ulloa, directeur technique de CI Ecuador (Conservation International), le 18/12/2015
“uso sostenible”

232SUIA (Sistema Unico de Informacion Ambiental), *Plan de Manejo del Parque Cuyabeno*, p. 17-22, disponible à : <http://suiia.ambiente.gob.ec/documents/> (consulté le 12/05/2016)

accord avec l'Etat équatorien pour occuper le territoire légalement en s'engageant à en faire un usage « durable », notion définie par le gouvernement et non par les communautés elles-mêmes.

Parmi les composantes de la définition et de la mise en place d'un « usage durable » des parcs nationaux, les communautés sont largement encouragées à développer des activités de tourisme communautaire ou d'éco-tourisme. En effet, depuis les années 1990, nous avons pu noter qu'au niveau international, s'est développée cette injonction à mettre en œuvre des projets d'éco-tourisme dans les localités. On célèbre le fait que ces projets permettent un usage durable et une conservation des écosystèmes en plus de favoriser une revitalisation des pratiques culturelles²³³. Mais de nombreuses critiques se sont élevées par la suite contre l'éco-tourisme. En effet, loin d'une revalorisation des identités, il est à l'origine d'un double processus paradoxal puisqu'il est à la fois synonyme d'acculturation des populations autochtones mais également responsable d'une folklorisation de l'identité. « Quand un bus de touristes va arriver, ils [les populations autochtones] vont devoir sortir, mettre leurs plumes, danser un moment, et ensuite ils vont pouvoir rentrer chez eux et se reposer. Aussi simple que ça !²³⁴» Cette critique est partagée par la littérature scientifique qui insiste sur l'ambivalence du tourisme communautaire et les dérives qu'il peut entraîner. Est également remise en cause la capacité à produire des revenus pour les communautés de par une inégalité dans la redistribution des revenus entre agences de tourisme et communautés notamment²³⁵.

Il y a donc une injonction de la part de l'Etat aux peuples autochtones de prendre part à la conservation du territoire, la conservation définie strictement comme la préservation et la récupération de la biodiversité, de la faune et de la flore, mesurable en termes scientifiques d'espèces présentes notamment, à travers les accords de gestion des aires protégées.

Il y a également une injonction des agents de la coopération internationale, ou du moins d'une certaine frange des agents de la coopération internationale (les conservationnistes) sur les peuples autochtones à penser leur territoire d'une certaine manière.

233AZEVEDO LUINDIA Luiza, “Reapropiación de los recursos naturales y culturales a través de las experiencias de ecoturismo indígena : Kapawi/Ricancie/Napo Wildlife Center (Ecuador) ; Kuna Yala (Panama) ; Bri Bri (Costa Rica) ; Reserva Pataxo da Jaqueira (Brasil) ; Pucani y Heath Wildlife Center (Peru)”, in WEISS Joseph, BUSTAMANTE Teodoro, *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos y cooperación*, FLACSO, Quito, 2008, p. 85

234Entretien avec Mr Christian Biederbick, responsable du bureau équatorien de Johanniter, 30/11/2015
« Cada vez que va a llegar un bus de turistas, van a tener que salir, ponerse sus plumas, bailar un rato, y después van a poder regresar a casa a descansar. Así de sencillo. »

235CORIA Jessica, CALFUCURA Enrique, “Ecotourism and the development of indigenous communities ; The good, the bad and the ugly”, in *Ecological Economics* no 73, 2012, p. 50

« Il y a des communautés avec des niveaux de conscience plus ou moins élevés. [...] Par exemple, les Kichwas et les Cofanes. Ils sont voisins et pourtant, les Kichwas ont une économie plus traditionnelle, pour utiliser un terme doux. Les Cofanes sont impliqués dans la gestion de leur territoire, dans la récupération d'espèces, dans la consommation locale. Ils ont réalisé un très bon projet touristique en apprenant à fabriquer les canoës en fibre de verre au lieu d'abattre des arbres. Ils ont changé la mentalité et beaucoup d'arbres sont réapparus grâce à ce changement.²³⁶»

Il y a là une hiérarchisation des peuples autochtones selon leur degré d'intégration d'un système de penser le territoire. On ne leur refuse pas de se « moderniser » au contraire, on les y invite mais en leur assignant un type de modernité. Ce type de modernité étant le dialogue des traditions et de la conservation, donc l'utilisation de technologies pour arriver à certains objectifs autorisés (sauvegarder la flore, récupérer des espèces, écotourisme encadré...) et d'autres interdits, masqués, dévalorisés.

Donc, finalement, ni l'Etat, ni la coopération internationale ne permettent aux peuples autochtones de définir la modernité à laquelle ils souhaitent appartenir. On leur impose un modèle, basée sur la conservation et le développement durable, avec le cadre normatif auxquels ces concepts sont associés. Leur rapport à la nature et à leur culture est pensé sans eux. C'est dans ce contexte qu'ils s'emparent des outils donnés par ce cadre pour répondre à leurs propres stratégies. Ils utilisent la conservation et la folklorisation de leur culture pour répondre à des revendications socio-économiques et des droits sur leurs territoires.

Le système de parcs nationaux institutionnalisé par la Révolution citoyenne, loin de répondre aux revendications des peuples autochtones, semble les enfermer dans un modèle, dans un néo-indigénisme fort²³⁷.

Ce faisant, à l'échelle locale, dans le concret, en institutionnalisant les aires protégées de cette manière, le Président Rafael Correa semble reproduire des schémas dont il prétend s'éloigner à échelle internationale et nationale. En effet, de par une institutionnalisation du système d'aires protégées basée sur la conservation stricte, Correa rejoint les conservationnistes et met en place les codes normatifs du développement durable.

²³⁶Entretien avec Mr Roberto Ulloa, directeur technique de CI Ecuador (Conservation International), le 18/12/2015
“Hay comunidades con mayor o menor nivel de consciencia. Por ejemplo Kichwas y Confanes. Su concepción de la conservación es totalmente diferente a la conservación de los kichwas que son vecinos. Los kichwas es una economía mas tradicional por usar un termino suave, los cofanes están metidos en manejar su territorio, recuperar especies, consumo local, hicieron un programa de turismo de los mas bonito. Generaron un chevere modelo : la gente hace canoas, tumba un árbol de 500 anos para hacer un buen canoa, ellos crearon canoas basado en fibra de vidrio. Ahora, todas las canoas que ves son generadas por fibra de vidrio que ellos hicieron y copiaron los otros. Cosas por el estilo. Que pasa con el uso de madera para transporte? Ellos cambiaron la mentalidad y muchos arboles se mantienen por este cambio.”

²³⁷CHAVEZ VALLEJO Gina, “Proteccionismo humanista : retorica y praxis del neo indigenismo en el Ecuador”, in GARCIA Fernando, *Identidades, etnicidad y racismo en América Latina*, FLACSO, Quito, 2008, p. 240

B. Les politiques publiques de conservation et le fonctionnement des ministères : mise en lumière des ambivalences d'une politique gouvernementale

Tout d'abord, il faut mettre en lumière les contradictions du gouvernement par rapport à la conservation de la nature. Nous avons vu qu'il y avait une poursuite de l'extractivisme assumée mais également la construction d'un monopole étatique sur la conservation de la nature. « Le discours politique tenu est très pachamamiste [...]. C'est facile de dire qu'en développant le secteur minier, on aura plus d'argent pour dépolluer les rivières²³⁸». Là, est la première contradiction. Cette dernière est clairement visible dans le choix des ministères créés par la Révolution citoyenne : le ministère du « Buen Vivir » côtoie le ministère des Mines, celui des Hydrocarbures, celui des Energies renouvelables et celui de l'Environnement. Une sorte de schizophrénie a atteint les institutions et cela révèle les contradictions de la Révolution citoyenne.

La deuxième contradiction réside dans le choix du type de conservation choisi. Nous avons observé l'existence d'une frange du mouvement environnementaliste qui cherche à ne pas penser le rapport homme/nature en termes économiques sans pour autant dissocier le social de l'environnemental comme le propose les conservationnistes. C'est avec ce mouvement que se place le gouvernement dans l'arène internationale, prétendant chercher et développer un nouveau modèle de développement. Pourtant, l'on a vu qu'avec la mise en place de systèmes d'aires protégées, c'est le contraire qui se passe à échelle locale. Une forte reproduction des codes normatifs apparaît, associés au développement durable.

Vincent Gravez raconte qu'il a élaboré pendant plusieurs années, sur la Côte équatorienne, un plan de gestion pour la création d'une nouvelle aire protégée, conjointement avec le gouvernement provincial, les mairies, les organisations de pêcheurs et les communautés, en accord avec les nouveaux outils de participation et de décentralisation autorisés par la nouvelle constitution. C'est alors qu'il remet ce premier jet au ministère qui doit le valider : « Puis, on a remis le brouillon du plan de gestion au ministère. Ils ont mis trois ans à le corriger et ils l'ont détruit. Ça n'a rien à voir avec ce qui est remonté des communautés. Ils ont encore cette vision des années 1950, 1960, on construit une aire protégée stricte et on met des gardes, point.²³⁹»

238Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

239Entretien avec Mr Vincent Gravez, facilitateur pour la FFLA (fundacion futura latino-americano), 19/01/2016

De même, Emma Courtine se souvient d'un entretien avec une employée du ministère de l'Environnement.

« Une employée du ministère de l'Environnement, très sympathique, me dit :

On va faire votre réunion pour parler de la gouvernance des aires protégées du pays et je vais inviter tous les gérants responsables.

J'attendais la suite. Il n'y en avait pas. Donc je poursuis :

Vous allez donc faire une réunion sur la gouvernance qui va réunir les gérants des aires protégées mais pas les acteurs, les communautés qui y vivent.

Ah, effectivement c'est une idée ! Mais, de toute manière, je n'ai pas le budget pour ça. »

La personne du MAE (Ministerio del Ambiente) refusait pour des raisons pratiques, ou même parce que ça ne lui était pas venu à l'esprit d'inviter les acteurs, comme s'ils n'avaient pas leur place. Elle avait l'air si surprise quand je lui ai dit ! C'était incroyable.²⁴⁰»

Dans ces deux récits de terrain, on voit que l'action du ministère de l'Environnement montre bien le choix d'un certain type de conservation, stricte et séparée des dynamiques sociales et culturelles, et ce, sans même que cela soit fait consciemment. Les propositions conceptuelles novatrices de la Constitution ne sont pas traduites, n'ont pas atteint la pratique des institutions.

De même, nous allons ici tenter d'analyser une politique publique spécifique afin de mieux comprendre les ressorts de la mise en place de ce choix de conservation malgré une opposition discursive à cette dernière.

Une politique publique créée par la Révolution citoyenne, d'abord comme un programme local qui s'est ensuite étendu à tout le pays, est le programme *Socio-Bosque*. Ce programme consiste à rémunérer les partenaires du programme, acteurs privés ou communautés, en fonction du nombre d'hectares intégrés au programme, en échange de la protection et de la conservation de ces hectares. Entre sa création en 2008 jusqu'à décembre 2015, le programme a signé 2775 accords. Selon l'Etat cette politique bénéficierait :

«A plus de 187 000 personnes d'organisations de base et des nationalités : Ai Cofan, Andwa, Achuar, Chachi, Kichwa, Sekopai, Shuar, Shiwiari, Sapara, Waorani et peuples afro-équatoriens, montubios et métisses, dans tout l'Equateur continental, conservant approximativement 1 500 000 hectares de forêts, paramos et mangroves !!! L'accueil du programme par la population est incroyable. L'investissement total depuis sa création atteint les 55,6 millions de dollars et en 2015, la coopération non remboursable et le secteur privé équatorien a apporté 23% de l'investissement annuel²⁴¹. »

²⁴⁰Entretien avec Emma Courtine, assistante du programme pour ICCA, le 03/11/2015

²⁴¹*Ibid*, p. 2

Les conservationnistes semblent également très enthousiastes face à cette nouvelle politique publique. « Nous soutenons fortement le programme *Socio-Bosque*²⁴² ». CI en a d'ailleurs fait un axe important, tant sur le plan national qu'international.

« *Socio-Bosque* a causé une révolution à l'intérieur de CI parce que c'est un modèle très intéressant. On l'a exporté, par exemple on en a parlé avec CI Bolivie et maintenant ils ont une sorte de *Socio-Bosque* là bas. Au Brésil, c'est la même chose avec le programme *Conservo* qui est similaire.²⁴³ »

Or, surgit ici une ambivalence puisque ce système semble correspondre à la définition de paiement pour services environnementaux (*pago por servicios ambientales* : PSA) . c'est une manière de concevoir la nature comme prestataire de services pour l'humain, services qui doivent être payés. Or cette théorie a été largement critiquée pour mettre un prix sur la nature, et pouvant entraîner des dérives comme la privatisation de l'eau par exemple. C'est ce qu'on appelle le capitalisme vert²⁴⁴, dans la droite ligne du concept de développement durable.

Mettre en place cette politique publique provoque un double effet. Tout d'abord, il apparaît que le gouvernement de Rafael Correa, malgré ses discours dans l'échelle internationale anti-impérialistes et cherchant une alternative au concept de développement actuel, ne sont pas reproduits à l'échelle locale. C'est même la dynamique contraire qui peut s'observer. Ensuite, tout comme les *convenios de manejo* que nous avons étudié enferment et imposent aux peuples autochtones d'entrer dans une certaine modernité, le programme *Socio-Bosque* en fait de même. En effet, la compensation financière (appelée dans la définition du programme « *incentivo* » c'est-à-dire « incitation » ou « motivation »²⁴⁵) est cautionnée par la conservation de l'écosystème concerné.

«Beneficiando a mas de 187 000 personas de organizaciones de base y nacionalidades : Ai Cofan, Andwa, Achuar, Chachi, Kichwa, Sekopai, Shuar, Shiwiar, Sapara, Waorani y de pueblos afro-ecuatorianos, montubios y mestizos a lo largo de todo el Ecuador continental, conservando aproximadamente un millon quinientas hectareas de bosques, paramos y manglare !!! La acogida de la poblacion es extraordinaria. La inversion total desde su creacion alcanza los 55,6 millones de dolares, durante 2015 la cooperacion externa no reembolsable y el sector privado ecuatoriano apporto un 23% de la inversion anual. »

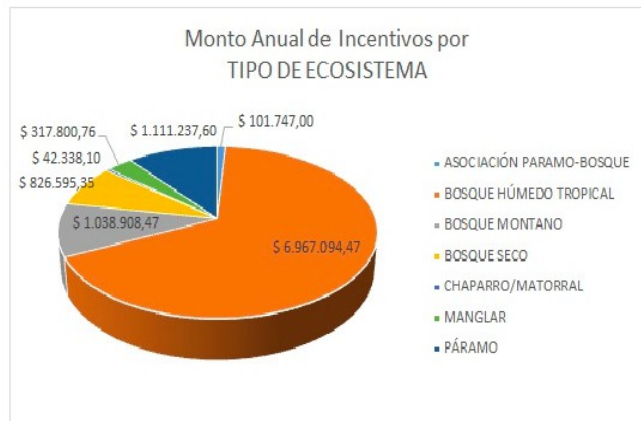
242Entretien avec Mr Roberto Ulloa, directeur technique de CI Ecuador (Conservation International), le 18/12/2015
"Apoyamos mucho al programa Socio-Bosque"

243Entretien avec Mr Roberto Ulloa, directeur technique de CI Ecuador (Conservation International), le 18/12/2015
« Socio Bosque causo una revolucion dentro de CI porque es un modelo muy interesante. Exportamos lo que llamamos scanning app, conversamos con CI Bolivia y ahora tienen un especie de socio bosque armado ahora. En Brasil misma cosa con Conservo que es muy similar. »

244ISLA Ana, *The Greening of Capitalism of Costa Rica. Women, Peasants, Indigenous People & the Remaking of Nature*, University of Toronto Press, Toronto, 2015, p. 158

245REPUBLICA DEL ECUADOR, *Incentivos por beneficiarios, por ecosistema*, disponible à :
<http://sociobosque.ambiente.gob.ec/node/331> (consulté le 13/05/2016)

ECUADOR	
TOTAL ACTUALIZADO CONSERVACION DICIEMBRE 2015	
CONVENIOS	%
2,775	100
FAMILIAS	%
46,908	100
BENEFICIARIOS	%
187,634	100
HAS	%
1,489,542	100
INVERSION INCENTIVOS ANUAL	%
10,405.721,75	100
NOTA: * Estadísticas del monto de incentivo conforme la estructura vigente	



Le tableau à gauche dresse le bilan du programme Socio-Bosque pour l'année 2015²⁴⁶.

Le graphique à droite montre comment sont réparties les compensations financières en fonction des écosystèmes.

L'écosystème de la forêt humide tropicales est largement sur-représenté, ce qui laisse déduire que ce sont les populations autochtones d'Amazonie qui sont particulièrement touchées par cette politique publique de conservation²⁴⁷.

Encore une fois, c'est un certain type de conservation, qui induit une certaine manière de penser le rapport entre nature et culture, ainsi que des codes normatifs liés au développement durable et à la bonne gouvernance qui est prôné. Le gouvernement de la Révolution citoyenne tout en développant une rhétorique aux niveaux national et international d'opposition ferme à ce modèle, le reproduit à échelle locale.

Cette analyse confirme la théorie selon laquelle, les politiques de conservation, au contenu normatif fort, sont marquées par « l'agenda du "secteur mondial de la conservation"²⁴⁸ ». Nous avons vu comment se félicitait le directeur technique de CI de l'exportation de ce modèle. Cela montre que malgré des contextes historiques et sociaux extrêmement différents dans plusieurs pays, une certaine homogénéisation des politiques publiques existe sur le continent et cet « import-export institutionnel illustre les innovations de la bonne gouvernance, avec la création de réseaux de politique publique permettant la coopération d'acteurs publics et privés dans la production de biens publics²⁴⁹ ».

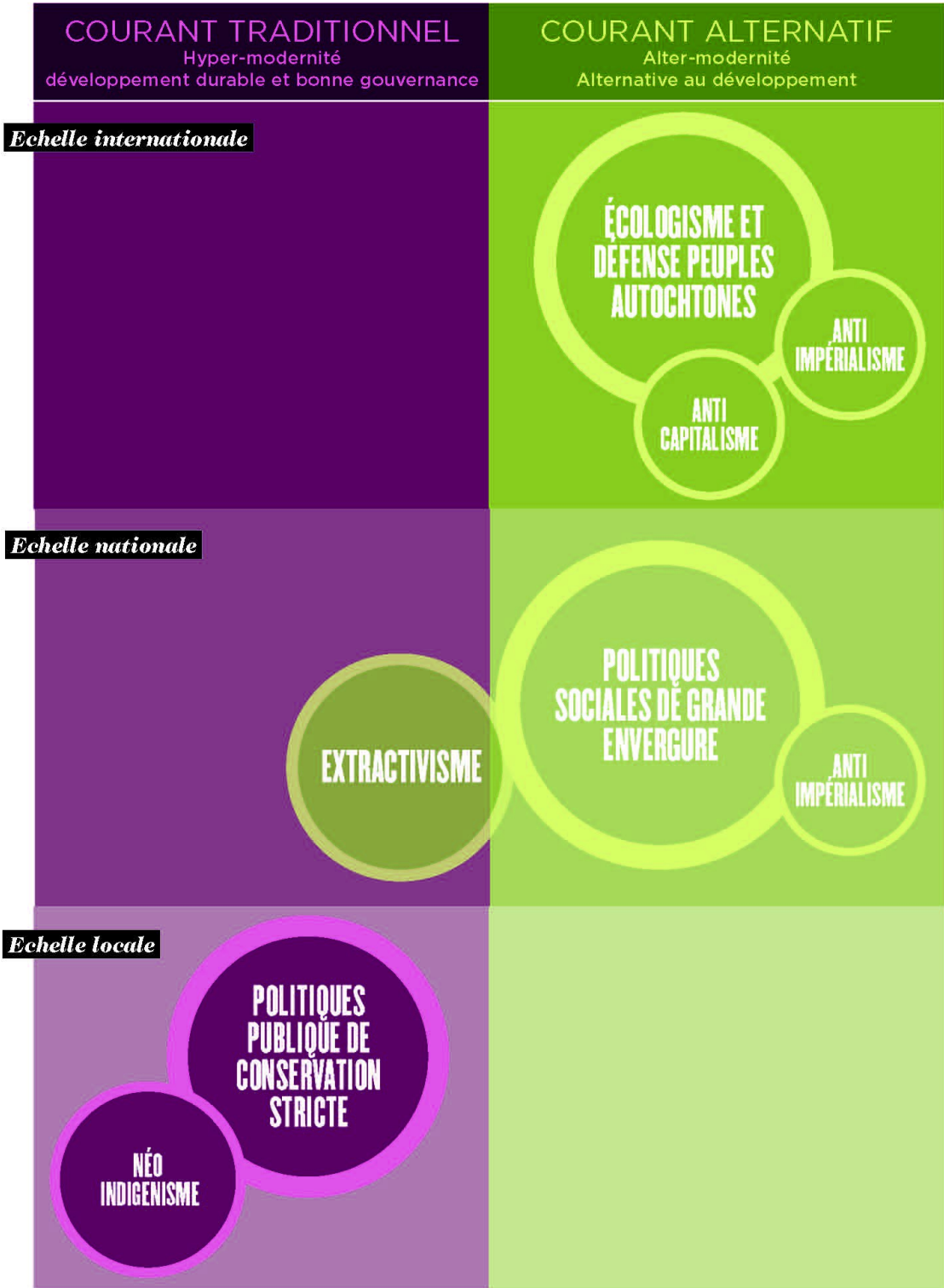
246REPUBLICA DEL EUADOR, Resultados de Socio-Bosque, disponible à : <http://sociobosque.ambiente.gob.ec/node/44> (consulté le 22/05/2016)

247REPUBLICA DEL ECUADOR, *Incentivos por beneficiarios, por ecosistema*, disponible à : <http://sociobosque.ambiente.gob.ec/node/331> (consulté le 22/05/2016)

248DUMOULIN KERVRAN David, « Les politiques de conservation de la nature au cœur de l'internationalisation et de la convergence des ordres politiques », in *Revista de la CEPAL* Selection d'articles 1995 – 2004, CEPAL -IHEAL, Santiago du Chili, 2005, p. 1

249Ibidem

**LE GOUVERNEMENT DE RAFAEL CORREA :
STRATÉGIES MULTI-SCALAIRES ET TENSIONS IDEOLOGIQUES**



III. Le local selon les ONG transnationales

Nous allons maintenant nous attacher à comprendre l'action des ONG transnationales à l'échelle locale. A travers, dans un premier temps l'étude de leur personnel, et ensuite l'analyse des projets de développement et de conservation mis en place par les ONG transnationales observées, nous tenterons de mettre en lumière certaines dynamiques multi-scalaires.

A. Sociologie du personnel des ONG transnationales : de l'international au local, différences de socialisations et de stratégies

Pour comprendre l'application des programmes de développement mis en place à échelle locale par les ONG transnationales, il est essentiel de se pencher sur le personnel de ces dernières. Bien que l'échantillon des personnes rencontrées au cours de l'enquête de terrain ne permet pas de généralisation, quelques récurrences dans les profils des différentes personnes entretenues sont intéressantes à exposer. Nous remarquons par exemple que le personnel d'ONG transnationales travaillant en Equateur est issu des sciences sociales (anthropologues ou économistes) ou des sciences dures (biologistes ou agronomes). De nombreux techniciens et ingénieurs sont également présents. Un membre de la nationalité originelle de l'ONG (européenne ou étasunienne) fait partie du groupe, souvent à des postes à responsabilité dans l'antenne équatorienne. Les employés de nationalité équatorienne sont également nombreux (sur 10 entretiens avec des personnes travaillant en ONG, 6 Européens et 4 Equatoriens, tous postes confondus). On remarque que, dans le cas des ONG conservationnistes, le personnel interrogé est de nationalité équatorienne mais a réalisé des études supérieures (master ou doctorat) aux Etats-Unis, berceau de la conservation. Dans des ONG à la structure plus réduite, le directeur est de la nationalité de l'ONG et le reste de l'équipe est équatorienne (par exemple : AVSF a un directeur français, une secrétaire, une comptable et un technicien équatorien).

On note également que les trois secteurs que nous étudions, ONG, mouvement autochtone et gouvernement de Rafael Correa, sont poreux. Andrés Cordova de Care Ecuador, Rafael Mendoza de TNC Ecuador et Christian Biederbick ont travaillé pour le mouvement autochtone avant d'entrer dans le secteur de la coopération internationale. Francisco Roman du CESA (Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas) et Roberto Ulloa de CI Ecuador ont également travaillé dans le secteur public. Le technicien employé par AVSF collabore également à la Conaie. Il y a un clair multi-positionnement des acteurs dans la pratique. Des socialisations similaires entre personnel d'ONG et de ministères sont également visibles et témoignent une fois de plus de cette porosité des secteurs²⁵⁰.

250DUMOULIN KERVRAN David, *Transformations des solidarités...*, op cit, p. 111

«C'est un petit monde. Beaucoup de liens se créent basés sur des relations personnelles. Les gens qui travaillent dans une ONG ont souvent travaillé dans un ministère, et vice-versa. Donc ils se connaissent, ils savent comment ils travaillent, comment ils opèrent...²⁵¹» Ce multi-positionnement entraîne des ambivalences dans les stratégies adoptées. On différencie catégoriquement le mouvement autochtone, le secteur public et la coopération internationale, mais cette catégorisation conceptuelle est souvent superficielle si l'on se penche sur les sociabilités similaires des acteurs à échelle locale²⁵².

Au niveau local, il faut donc faire deux distinctions. Premièrement, il faut comprendre le multi-positionnement des acteurs entre les objets d'étude (mouvement autochtone, gouvernement équatorien et coopération internationale). Ensuite, au sein de la coopération internationale, cette sociologie du personnel nous met en garde à ne pas confondre les acteurs évoluant dans l'arène internationale (les employés du siège des ONG transnationales) et dans l'échelle locale (les employés du bureau équatorien des ONG transnationales).

Cette analyse nous apprend à considérer les acteurs, non plus en fonction de la structure à laquelle ils appartiennent, mais en fonction de l'échelle dans laquelle ils évoluent. On ne peut parler d'un personnel homogène d'ONG transnationale. Plus de similitudes apparaissent dans la socialisation entre un employé du ministère de l'Environnement équatorien et l'employé d'une ONG étasunienne dans l'antenne équatorienne qu'entre ce dernier et son supérieur qui travaille au siège de l'ONG aux Etats-Unis.

A travers ces quelques portraits, il apparaît clairement qu'il faut réaliser une distinction entre personnel dans le siège des ONG transnationales et personnel travaillant en Equateur. Cela induit des stratégies divergentes.

«Il faut que vous distinguiez une chose. La directrice des Etats-Unis peut avoir une vision essentialisée de l'Amazonie et des peuples autochtones, mais, dans la pratique, dans l'opérativité, dans chaque pays, les gens qui travaillent ne sont pas étasuniens. Ce sont des gens qui viennent du pays même. Les gens qui travaillent au Pérou sont péruviens, ceux qui travaillent en Equateur sont équatoriens... C'est eux qui exécutent concrètement. Ce sont des gens de la classe moyenne, urbains, qui n'ont pas vraiment d'empathie pour les autochtones, ils n'ont certainement pas de vision essentialisée. Ils vont penser en termes pratiques.²⁵³ »

251Entretien avec Mr Rafael Mendoza, coordinateur de TNC (The Nature Conservancy) Ecuador, le 04/12/15

« Es un mundo pequeno. Hay muchos vinculos basados en relaciones personales. Mucha gente que trabaja en ONG ha trabajado en ministerios del ambiente o vice versis. Entonces se conocen, saben como trabajan, como operan... »

252LE GOUILL Claude, « L'ethnicisation des luttes pour le pouvoir local en Bolivie. La conquête du monde rural dans le Nord Potosí », in *Revue d'études en agriculture et environnement* no92, p. 384

253Entretien avec Mr Rafael Mendoza, coordinateur de TNC (The Nature Conservancy) Ecuador, le 04/12/15

“Tienes que distinguir una cosa. La directriz de EEUU donde puede haber una vision esncializada de la amazonia y de

Après avoir fait le constat de cette stratégie claire d'essentialisation des peuples autochtones dans l'arène internationale venant des ONG transnationales et de leur personnel, il faut déconstruire le fait que cette stratégie est reproduite au niveau local et ce, notamment parce que les acteurs sont différents et les socialisations également.

Cette différence de stratégies entre le siège de l'ONG et celles développées par les employés du bureau équatorien est également visible dans les décalages que l'on observe entre les lignes stratégiques dictées par le siège de l'ONG et la mise en pratique de ces lignes. « Le siège a développé une sorte de manuel pour identifier des partenaires locaux, mais il y a eu un moment où je me suis dit “ Si j'applique ces critères, je ne vais jamais travailler avec personne ! ”²⁵⁴».

Par conséquent, on a constaté des constantes dans les sociabilités du personnel d'ONG²⁵⁵ travaillant en Equateur ce nous montre l'imbrication extrême de nos objets d'étude à échelle locale. Faire la sociologie des agents de la coopération à échelle locale atteste également d'un éloignement certain des agents de la coopération à échelle internationale. Cet éloignement de sociabilités provoque aussi des différences de stratégies. C'est maintenant, à travers l'analyse de la mise en place de projets de développement, que nous allons tester cette hypothèse, tenter de voir quelles dynamiques et stratégies sont défendues par les agents des ONG transnationales à échelle locale.

B. Les programmes des ONG au concret : axes principaux et contenu normatif

Désormais, nous pouvons faire ressortir deux formes de projets qu'une ONG transnationale développe en Equateur. La première prend la forme de lobbying aux échelles nationale et internationale pour agir sur les normes internationales ou dans le dessein des politiques publiques et qui montrent leurs stratégies à échelle internationale et nationale. La deuxième porte sur la mise en oeuvre de projets de développement par les ONG à échelle locale, avec des objectifs moins abstraits. Ces projets attestent de leurs stratégies à échelle locale.

Les projets de développement ont en général trois axes, qui reviennent régulièrement, quelle que soit l'ONG et quelque soit la localité : une partie dédiée à la protection de l'environnement, une

los pueblos indigenas pero en la practica, en la operatividad en cada pais, realmente, no son americanos, son gente de los paises mismos. La gente que trabaja en Peru son peruanos, los que trabajan en Ecuador sont ecuatorianos... Ellos que trabajan que realmente son gente de clase medio, urbanos, no son muy amigables con los indigenas, no tienen una vision esencializada, definitivamente, lo van a pensar en terminos practicos. La esencializacion es mas de la academia o de las sedes de alla.”

254Entretien avec Mr Christian Biederbick, responsable du bureau équatorien de Johanniter, 30/11/2015

“La organización ha desarrollado todo un esquema, una especie de formato manual y se aplica para identificar socios locales pero bueno, para mi, eso es un momento donde digo ; si yo aplico con esos criterios no voy a trabajar con nadie !”

255CENTRE TRICONTINENTAL, « Les ONG : instruments du projet néo-libéral ou bases solidaires des alternatives populaires ? », in CENTRE TRICONTINENTAL, *Les ONG : instruments du néo- libéralisme ou alternatives populaires ?*, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 20

autre concernant le renforcement institutionnel ou organisationnel²⁵⁶ et enfin un dernier portant sur les activités productives. Le fait que ces trois axes reviennent constamment dans les projets, tout comme un certain vocabulaire associé à ces axes comme « société civile », « empowerment », « réseaux », « marchés inclusifs » ou encore « développement durable » rappelle les concepts associés au cadre normatif développé dans l'arène internationale. Malgré un personnel distinct aux échelles internationale et locale, les agents de la coopération internationale au niveau local auraient intégré les normes produites et les reproduiraient consciemment ou non dans la définition d'un projet de développement.

Tout comme le mouvement autochtone s'éloigne des revendications identitaires et culturelles à échelle locale pour défendre des revendications d'ordre plus socio-économique, il est intéressant de voir que l'identité est au deuxième plan lors de l'élaboration d'un projet par une ONG. Les objectifs premiers sont en réalité, dans la majorité des cas, d'élever leurs revenus et de protéger l'environnement. On revient ici aux deux axes stratégiques de la coopération internationale : la lutte contre la pauvreté et la composante écologique. L'identité apparaît comme une stratégie performative au niveau international pour développer ces deux axes mais ne sont pas présents, ne sont pas calqués réellement dans le local.

Par conséquent il y aurait une différence de stratégies défendues selon l'échelle, attestant une fois de plus du complexe réseau de stratégies multi-scalaires, mais qui sont employées pour arriver aux mêmes objectifs (réduction de la pauvreté et développement durable) répondant au cadre normatif de l'arène internationale. Mais notre analyse ne peut s'arrêter à la seule élaboration d'un projet. Nous allons maintenant tenter de nous intéresser aux différentes manières dont les ONG travaillent et sont financées et voir dans quelle mesure cela réfute ou confirme cette hypothèse.

Dans la pratique, le financement des ONG témoigne une fois de plus de l'hétérogénéité du mouvement et ce tout d'abord dans la manière de concrétiser un projet. Dans le cas de nombreuses ONG européennes, ce sont les financements de l'Union européenne qui leur permet de mener à bien leurs projets. Quant aux plus importantes ONG et notamment les conservationnistes comme CI ou TNC, bien qu'elles soient plus indépendantes financièrement puisque recevant des financements directement, elles dépendent aussi bien souvent de la Usaid, l'agence de coopération étasunienne. C'est le cas par exemple de TNC Ecuador et de son projet de reforestation en Amazonie équatorienne ICAA (Iniciativa para la Conservacion en la Amazonia Andina). Pour les ONG dépendantes des financements de l'Union européenne, plusieurs étapes à suivre. Tout d'abord être attentif aux convocations publiées par l'Union européenne. Si les grands axes demandés par l'Union

256PLANCHE Jeanne, LAVIGNE DELVILLE Philippe, "L'Union Européenne et les sociétés civiles du sud : Discours politique aux actions de coopération", in Autrepart no35, 2005, p. 145

européenne, comme « genre », «composante écologique », « composante productive », « marché inclusif »²⁵⁷, sont des thèmes que l'ONG défend, on s'attache à la rédaction d'un projet, avec des indicateurs pour mesurer les résultats et les effets, des prévisions, des objectifs à différents termes, les partenaires choisis... « Nous connaissons les objectifs du bailleur et nous essayons de coller notre discours au plus proche. C'est un art !²⁵⁸», « Si vous n'entrez pas dans le moule, vous n'aurez pas de sous. » . Ces phrases démontrent bien qu'il s'agit de faire s'inscrire les lignes stratégiques du bailleur principal, ici l'Union européenne, dans le projet, tout en sachant que ce peut être assez général et vague et que l'on peut dans la pratique donner une ligne au projet quelque peu différente²⁵⁹.

Y aurait-il une marge de manœuvre entre les axes stratégiques imposés par le bailleur et la mise en place du projet ? La financiarisation de plus en plus appuyée de la coopération internationale ainsi que la professionnalisation de cette dernière tendent à prouver le contraire.

« On nous demande à chaque fois de faire plus avec moins. Les directeurs d'ONG font des infarctus, ils fument, ils se droguent. J'exagère un peu mais franchement vous avez plein de gens malades, de gens stressés. On croit que les ONG c'est cool, on se la coule douce... mais pas du tout ! On a une pression sur le temps constante. C'est aussi pour nous obliger à ne pas penser, ne pas avoir de temps libre, pas de manifs, pas de politique. Je le vois très clairement dans mes 15 ans dans la coopération. »²⁶⁰

La financiarisation croissante de la coopération internationale est très présente dans cet extrait d'entretien, toujours plus poussée, avec des suivis techniques, des évaluations régulières, des contrôles strictes sur les comptes. C'est aussi une certaine dépolitisation de l'action, sous couvert d'une coopération uniquement technique et donc objective²⁶¹. C'est une responsabilisation de l'individu au détriment de l'analyse de dynamiques et de rapports de pouvoir.

Ici, on retrouve les dynamiques de la « bonne gouvernance » de responsabilisation et de dépolitisation qui sont développées indirectement à travers les conditions de financement des ONG. Nous émettons ici l'hypothèse que, au même titre que l'on constate une certaine « homogénéisation

257 COMMISSION EUROPÉENNE, *Coopération Internationale et Développement, lutter contre la pauvreté dans un monde en mutation*, p. 5

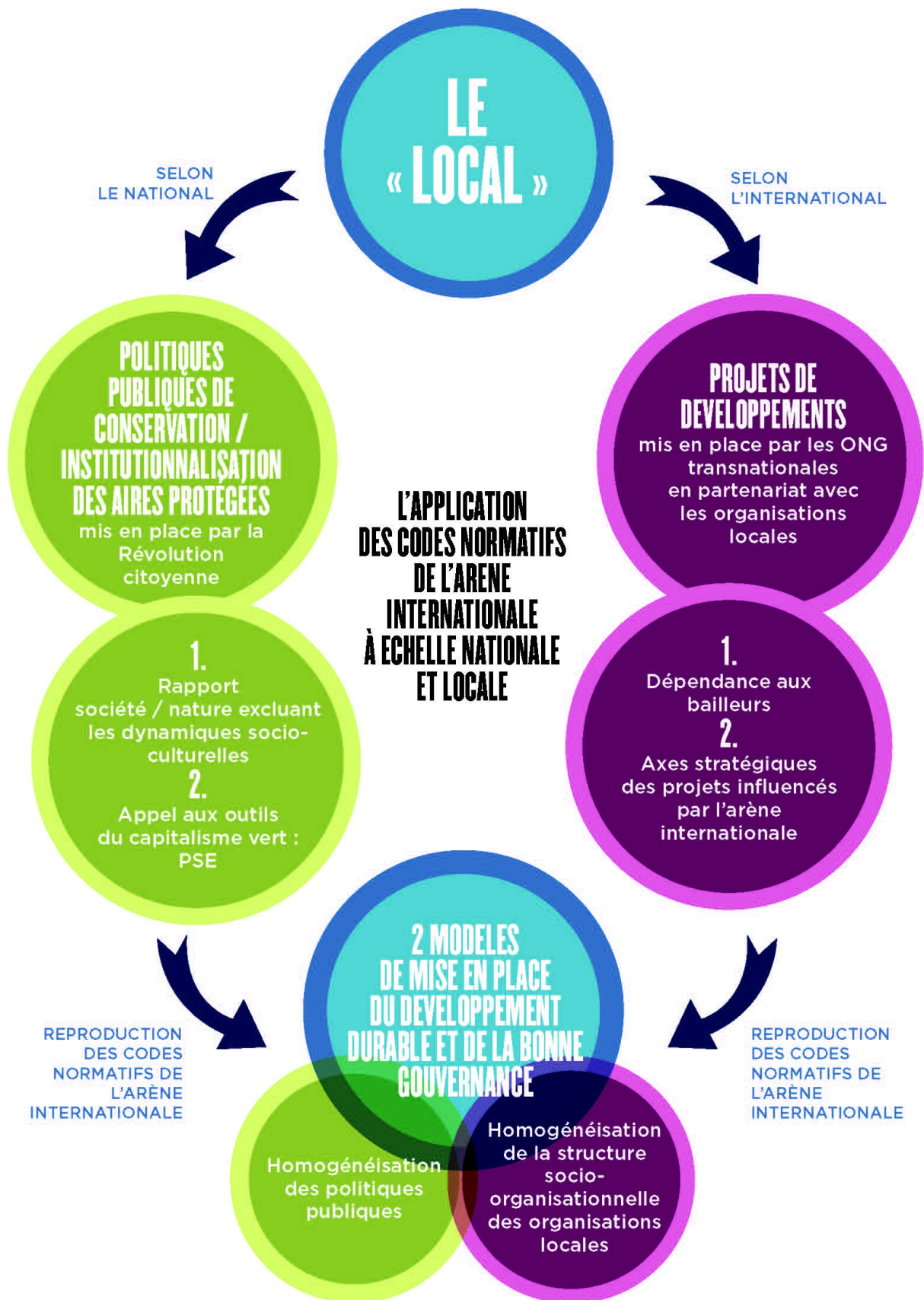
258 Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

259 Ces réflexions ont été développées dans le cadre d'un rendu de fin de semestre *Réflexions sur la coopération internationale en Equateur et sur le mouvement autochtone. L'exemple des paramos : écosystèmes fragiles, territoires indiens et cibles des ONG*, pour le cours *Politics of Natural Resources in Indigenous Territories*, DUMOULIN KERVRAN David, IHEAL, 2016

260 Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

261 BENZI Daniele, «Via crucis de la cooperacion internacional : ?crisis terminal o resurreccion? Presentacion del Dossier», in *Iconos* no 47, 2013, p. 10-11

des politiques publiques de conservation [qui peuvent amener] une convergence des ordres politiques » à travers certaines normes et financements venus de l'arène internationale, cette même dynamique peut être observée à échelle locale. Les bailleurs, en conditionnant leur financement à l'application de certains codes normatifs, amènent le personnel d'ONG, souvent inconsciemment, à promouvoir un certain type d'action et d'organisation à ses partenaires locaux, les organisations locales. Tout comme au niveau de l'Etat, la coopération internationale promeut un certain type de politiques publiques, la coopération internationale promeut un certain type d'organisation des mouvements sociaux locaux. Nous décelons là une tendance à l'homogénéisation des organisations locales, à la promotion d'un type socio-organisationnel qui serait peu à peu mis en place à travers des agents locaux des ONG sur le terrain qui dépendent de leurs bailleurs à échelle internationale. Il y aurait une apparence d'horizontalité entre les acteurs qui en réalité développent un schéma particulièrement vertical.



L'échec des projets de cogestion entre ONG et organisations autochtones et l'éloignement des ONG de conservation des organisations autochtones²⁶² témoigne du fait que, dans la pratique, à échelle locale, les agendas respectifs de ces deux acteurs sont trop éloignés pour s'allier efficacement. Cela montre que l'horizontalité entre les acteurs prônés au niveau international est plus discursive que réelle et que les stratégies performatives développées aux échelles internationale et nationale ne sont pas reproduites à échelle locale.

« Les ONG de conservation comme Conservation International ou TNC organisent des grands forums pour parler de la biodiversité. Ils se concentraient sur les thèmes de privatisation des ressources naturelles, sur la manière dont on pouvait changer le cadre juridique équatorien pour signer le traité de libre échange avec comme prétexte de promouvoir les droits des peuples autochtones. Nous n'étions pas d'accord avec ça. Il y a eu un événement dans l'hôtel Madison, dans la Floresta [quartier huppé de Quito], avec d'autres ONG, national et transnational. Nous avons proposé aux organisations autochtones de Cayambe [avec qui Christian Biederbick travaillait] qu'ils viennent. Deux bus, environ 100 personnes, avec le président de la Conaie sont entrés et empêchèrent la tenue de l'événement. "Voyons voir, qu'est-ce que vous faites ici ? Nous, les Indiens, nous ne sommes pas à vendre, vous pouvez rentrer chez vous !" ²⁶³»

Il peut y avoir une opposition frontale à cette dynamique, comme dans le cas de cet extrait d'entretien qui montre la rupture claire entre les conservationnistes et le mouvement autochtone en Equateur. Mais, tout comme nous avons vu qu'il y avait une certaine instrumentalisation des organisations autochtones de la coopération internationale pour répondre à leurs revendications d'ordre socio-économiques et territoriales à échelle locale, on peut se demander maintenant si la dynamique est uniquement verticale ou si, malgré un cadre normatif contraignant, les agents de la coopération internationale arrivent à utiliser les outils à leur disposition pour promouvoir une autre manière de penser et de mettre en action le développement. On revient ici à la scission du mouvement environnementaliste entre un courant institutionnalisé et un courant plus contestataire.

Au sortir d'une réunion, par exemple, les propos de la comptable de la Uocaip (qui développe un projet avec l'ONG italienne Acra) nous interpellent : « Et la France, qu'est-ce qu'elle pourrait faire pour nous ? ». Cette phrase atteste de la recherche de captation de financements mais

²⁶²MAC CHAPIN, *op cit*, p. 21

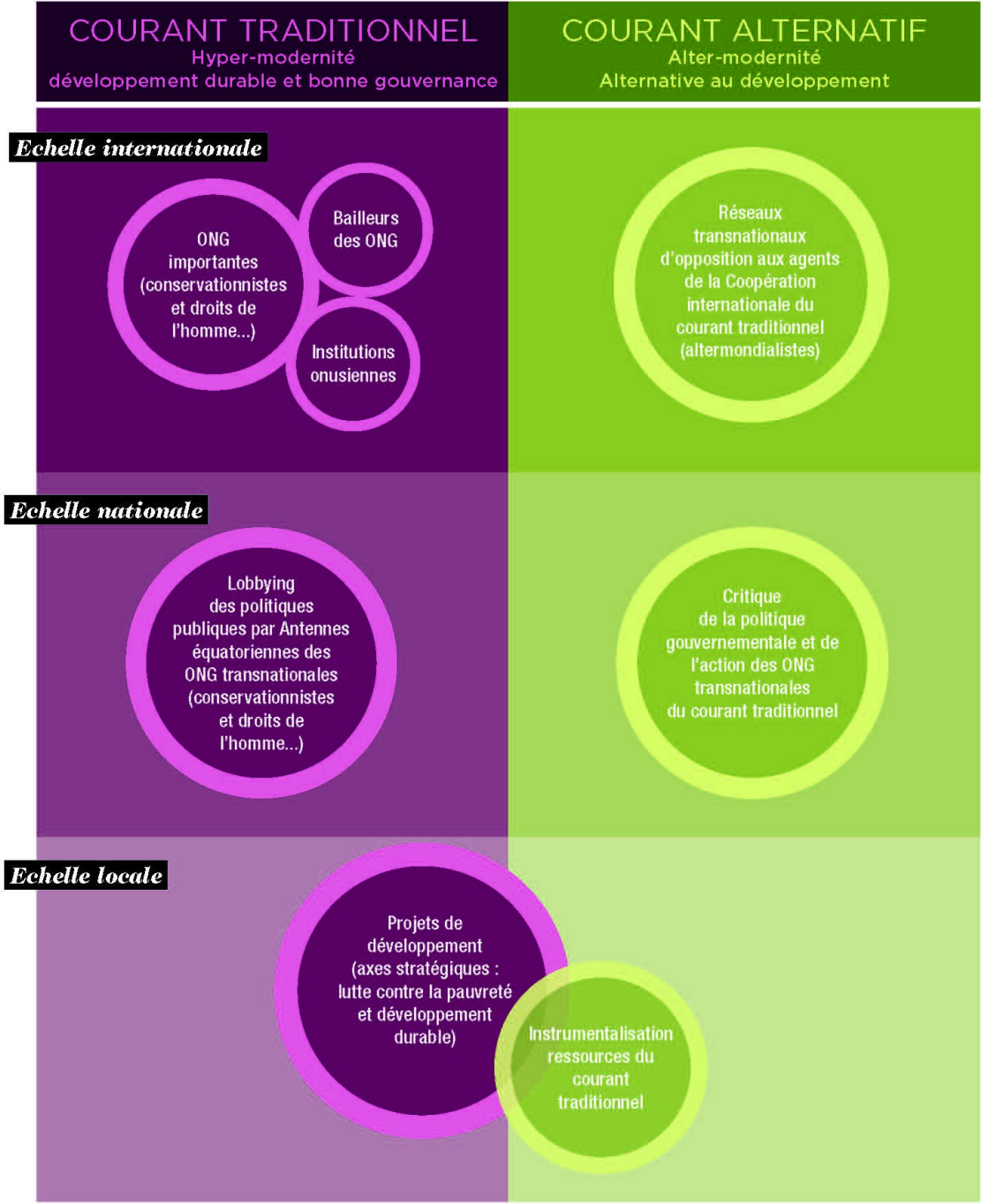
²⁶³Entretien avec Mr Christian Biederbick, responsable du bureau équatorien de Johanniter, 30/11/2015

“Organizaciones como Conversation Internacional, The Nature Conservancy. Se concentraron sobre temas como privatización del agua. Son los que promovían un cambio del marco jurídico nacional para adaptar al tratado de libre comercio con pretexto de promover los derechos de los pueblos indígenas. Entonces tenemos nuestras iras. Yo te cuento que organizaban foros en hoteles con técnicos de ONGs locales como Consciencia, como tantas otras que había, para tratar del tema de la biodiversidad. Hubo un evento en el hotel Madison, cerca de la Floresta, y como sabíamos eso que que hicimos fue proponer a la gente de Cayambe que vengan en dos buses, unas cien personas, y las cien personas con el presidente de la Conaie se metieron en el hotel y desarmaron la reunión. [Rires] A ver, ustedes que están haciendo aquí ? Nosotros los indios no estamos de venta así que vuelvan a su casa !”

qu'une fois obtenus, il y a une utilisation de ces derniers selon les critères de l'organisation locale. De même, lorsque Sylvain Bleuze raconte qu'un des projets d'AVSF est financé par Leclerc, il ironise : « C'est drôle, Leclerc finance des organisations paysannes qui sont complètement contre eux !²⁶⁴ ». C'est en inversant la dynamique, en pensant que les outils de la coopération internationale, bien que normatifs, sont utilisés pour la construction de l'opposition à ce type de globalisation néolibérale, qu'on évite de tomber dans une réduction simpliste de l'action de la coopération internationale, de ses agents et des organisations locales. On ne peut réduire l'action de la coopération internationale à l'imposition de codes normatifs dictés dans l'échelle internationale. « On n'est plus sur les barricades, on passe les pavés, c'est beaucoup moins fort et beaucoup moins visible. ». Ici, la dépolitisation permet d'être nuancée également. Ce serait l'utilisation performative des outils de la coopération internationale par ses agents sans que soit oublié un cadre normatif alternatif. Il s'agirait de d'utiliser un cadre normatif et ses outils pour prôner un autre cadre normatif en opposition au premier. Ce n'est pas une instrumentalisation exclusivement à sens unique.

²⁶⁴Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15

**MOUVEMENT ENVIRONNEMENTALISTE :
STRATÉGIES MULTI-SCALAIRES**



Conclusions

L'hypothèse qui ressort de ce chapitre est que nous sommes en présence de la mise en place de deux modèles de « local ». Un premier modèle du point de vue du leader de la Révolution citoyenne, met en œuvre des politiques publiques et institutionnalise des aires protégées, très largement influencé par les codes normatifs créés dans l'arène internationale, et ce, malgré un discours de rupture. Un deuxième modèle serait celui des ONG qui exécutent des projets de développement et de conservation. Ces derniers sont conditionnés par les lignes idéologiques de l'arène internationale ou par la dépendance aux bailleurs, respectant eux aussi ces codes. Donc, que ce soit du point de vue du gouvernement équatorien actuel ou des bureaux équatoriens des ONG transnationales, deux canaux apparaissent, deux acteurs, deux manières différentes qui mettent en place une certaine imposition du cadre normatif de « bonne gouvernance » et de développement durable de l'échelle internationale. Cette hypothèse est expliquée à travers la mise en lumière des stratégies multi-scalaires des acteurs. En effet, les stratégies développées ne sont pas les mêmes, les outils utilisés sont variés, les objectifs divergents.

Cette nette différence entre les stratégies selon le niveau d'analyse est particulièrement visible après l'étude de nos acteurs à échelle locale. En effet, on a pu déconstruire au cours de ce chapitre différentes composantes des stratégies et alliances performatives aux niveaux international et national qui ne sont pas reproduites à échelle locale. Le rapport à la nature des organisations autochtones est déconstruit, tout comme l'est le discours anti-impérialiste du Président Correa, et l'homogénéité du personnel des ONG transnationales.

Il est impossible de penser les acteurs en termes de structure à laquelle ils appartiennent (mouvement autochtone, gouvernement et ONG transnationales), leur multi-positionnement étant vérifié. Il est alors plus intéressant de penser les acteurs à travers leur vision du changement politique. Nous avons, dans les chapitres précédents, théorisé l'existence de cette dualité dans la manière de penser le changement politique et donc le rapport à la nature et à la globalisation et ses institutions. Malgré les critiques émises de l'imposition des codes normatifs dictés dans l'arène internationale, il faut souligner que les acteurs étudiés instrumentalisent également ses outils pour tenter de mettre en place un cadre normatif alternatif. Nous empruntons ici l'expression de Jean Foyer qui parle d'une oscillation constante entre deux modèles de modernité qui s'affrontent : l'hyper-modernité et l'alter-modernité²⁶⁵. Il semble que ces deux termes résument cette rupture entre deux courants, deux idéologies qui sont représentés, tant dans le mouvement autochtone, dans le gouvernement équatorien, que dans les agents de la coopération internationale.

265FOYER Jean, *Il était une fois...*, *op cit*, p. 120

CONCLUSION

De par les analyses bibliographiques et sur le terrain que nous avons pu dégagées, il est temps de résumer ici quelques hypothèses que nous avons établi.

Comme nous l'avons analysé tout au long de ce mémoire, nous avons mis en lumière deux visions du changement politique traversent les échelles et les acteurs étudiés. D'une part, une vision du changement politique « classique » qui croit dans le rôle des institutions au centre de l'action politique et d'autre part, une autre vision qui voit les initiatives locales comme seul possible levier de changement social et politique. Dans un souci de clarté, nous appellerons la première vision le courant institutionnalisé et la deuxième, le courant alternatif. Cette distinction se reflète dans la manière de penser l'action politique, dans la hiérarchie entre les acteurs mais également dans le développement.

Cette différenciation est également observable si l'on pense plus spécifiquement l'environnementalisme. Tandis qu'une partie des acteurs oeuvrant pour la protection de l'environnement défend, soit des projets de conservation stricte, soit une vision de la nature en termes économiques, on retrouve dans ces deux type d'acteurs la première vision du changement, le courant institutionnalisé. L'autre partie du mouvement environnementaliste, en opposition à ce dernier, plus proche de la seconde vision du changement social, le courant alternatif, prône un rapport à la nature pensé dans les dynamiques sociales et culturelles.

Nous avons insisté sur le fait qu'il devenait, face à cette dichotomie, plus intéressant de s'intéresser à l'échelle où évoluent les acteurs qu'à la structure à laquelle ils appartiennent. Tentons donc de faire un bilan des acteurs étudiés à l'aide de cette distinction conceptuelle entre courant institutionnalisé et courant alternatif.

Dans un premier temps, nous nous pencherons sur l'échelle internationale. Concernant tout d'abord les agents de la coopération internationale, nous avons d'un côté les organisations internationales de type onusien et les puissantes ONG. Que leur mission soit centrée sur la protection de l'environnement et sa conservation ou sur les droits de l'homme et l'éradication de la pauvreté, ces organisations sont dans la droite ligne de la vision classique du changement social et politique. Nous relevons des réseaux internationaux et transnationaux d'opposition à ces organisations et à leur idéologie mais qui ne sont pas institutionnalisés, ce qui est en accord avec leur idéologie, puisqu'ils prônent une alternative aux institutions.

Ensuite, c'est au tour du gouvernement de Rafael Correa de se placer dans l'arène

internationale vis-à-vis de ces deux courants. Nous notons une forte opposition du Président au courant traditionnel. Son anti-capitalisme et anti-impérialisme rhétorique s'articulent d'ailleurs à sa position environnementaliste puisqu'il critique les logiques néocoloniales et eurocentriques du rapport société/nature dominant. C'est dans cette optique que son mouvement politique théorise et prône le « *Buen Vivir* » comme critique du courant institutionnalisé.

Enfin, il est intéressant de constater que dans l'arène internationale, le mouvement autochtone se place quant à lui autant du côté du courant institutionnalisé que de l'alternatif. En effet, il enclenche des rapprochements tant avec les acteurs du courant institutionnalisé, notamment à travers la commission permanente de l'Onu sur les peuples autochtones ou encore sa participation active à des forums mondiaux comme la Cop21, qu'avec les acteurs du mouvement alternatif. Cette double position s'avère efficace et conciliable pour le mouvement autochtone dans l'arène internationale.

Nous allons maintenant aborder le résumé de l'échelle nationale. Du point de vue des agents de la coopération internationale, nous constatons que les deux courants sont également représentés. Les ONG conservationnistes, tout comme celles qui ont des missions plus socio-économiques, agissent à cette échelle pour défendre le courant institutionnalisé du changement politique et de l'environnementalisme, notamment à travers des projets de lobbying pour les institutions étatiques. Le courant alternatif est représenté au niveau national par des ONG équatoriennes comme Accion Ecologica.

Le gouvernement de la Révolution citoyenne, en revanche, adopte une position contraire à celle développée dans l'arène internationale. Avec la poursuite de l'extractivisme comme politique publique et avec la difficile mise en œuvre de la plurinationalité et de la décentralisation, on s'aperçoit que le Président semble échouer à concilier outils traditionnels de la gauche et défense d'un modèle alternatif de développement. Dans sa vision du changement politique, il se place donc au niveau national dans le courant traditionnel où l'Etat est seul possible levier de changement. En revanche, sa rhétorique socio-environnementaliste continue de se placer dans le courant alternatif, puisqu'il continue de défendre le « *Buen Vivir* » et un modèle alternatif de développement.

Quant au mouvement autochtone équatorien au niveau national, une double distinction est à prendre en compte. La première concerne les organisations autochtones de troisième degré, nationales, qui sont divisées. En effet, tandis qu'une première partie du mouvement autochtone équatorien se place avec le courant traditionnel, avec en chef de file la Fenocin, le courant alternatif est également représenté à travers la Conaie. La deuxième distinction doit être faite à travers l'action du président de la République équatorienne, puisque, depuis le deuxième mandat de Rafael Correa

(2009-2013), la Conaie s'est scindée en deux. Une partie se rapprochant du courant traditionnel en continuant d'apporter son soutien à la politique gouvernementale, une autre partie passant dans l'opposition affirmant son appartenance ferme au courant alternatif.

Enfin, intéressons-nous au positionnement des acteurs à échelle locale. Les tenants du courant traditionnel parmi les agents de la coopération internationale mettent en œuvre des projets de développement et de conservation à échelle locale. Que ce soit dans la dépendance aux financements issus d'agents du courant traditionnel ou dans l'application de codes normatifs du courant traditionnel, il semble qu'une certaine homogénéisation se dégage des organisations locales via la mise en place d'un modèle socio-organisationnel prôné et reproduit sur les organisations locales à travers l'action des agents de la coopération internationale à échelle locale. Malgré des conditionnements financiers et la reproduction de certaines normes du courant traditionnel par ces agents dans la mise en place de ces projets, on peut noter que, les axes stratégiques définis par les bailleurs et agents de la coopération internationale de l'arène internationale étant larges et peu définis, les agents de la coopération internationale à échelle locale s'en emparent pour défendre des positions plus proches du courant alternatif. C'est donc le courant traditionnel qui permet la consolidation du mouvement alternatif qui lui est opposé.

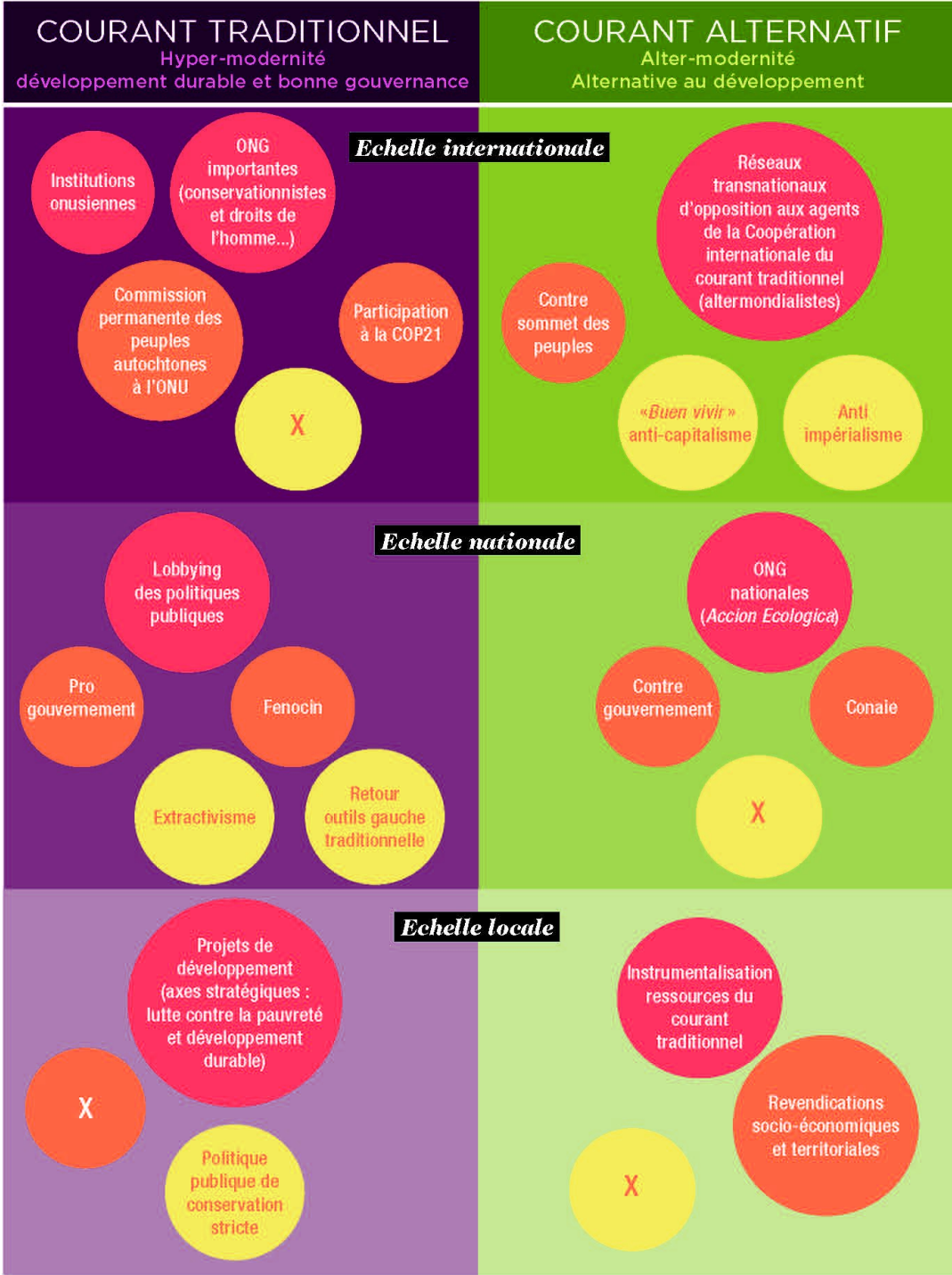
Le gouvernement de la Révolution citoyenne semble poursuivre à échelle locale la tendance établie au niveau national, c'est-à-dire un positionnement de plus en plus proche du courant traditionnel. Avec la mise en place de politiques publiques de conservation dans la droite ligne du courant traditionnel et d'un environnementalisme associé à un rapport à la nature où l'être humain doit être pensé séparément de son environnement, nous constatons que le Président, tout comme à l'échelle nationale, semble abandonner le courant alternatif pour revenir au courant traditionnel. Ce retour au courant traditionnel à échelle nationale pouvait être cohérent avec une politique de gauche traditionnelle et radicale. En effet, le retour de l'Etat méga-acteur comme seul levier de changement politique correspond autant au courant traditionnel qui pense les institutions comme unique manière d'amener le changement social et politique qu'à l'idéologie de gauche. Ce retour au courant traditionnel semble moins justifiable à échelle locale, par rapport à l'idéologie du Président et de son mouvement politique. A travers l'application de ses politiques publiques, c'est un clair retour au rapport société/nature eurocentrique et néocolonial. Ce n'est pas seulement le constat de l'échec à concilier gauche radicale et écologiste, c'est l'ancrage l'institutionnalisation d'un modèle néo-indigéniste et néo-colonial.

Enfin, à échelle locale, bien que les revendications identitaires étaient performatives aux échelles nationale et internationale, ces dernières semblent peu développées par le mouvement

autochtone. Le mouvement autochtone continue de faire appel aux courants traditionnel et alternatif pour la captation de ressources matérielles et symboliques mais il s'agit dans les localités de défendre des revendications socio-économiques et territoriales qui s'éloignent de l'environnementalisme.

Cette dichotomie révèle explicitement les tendances idéologiques, discursives et stratégiques des acteurs étudiés. Pour autant, c'est une division conceptuelle et elle ne prétend pas être absolue. C'est un simple instrument, un outil méthodologique pour penser l'environnementalisme et la manière dont se placent les acteurs par rapport à ce dernier.

SHÉMA RÉCAPITULATIF DE HÉTÉROGÉNÉITÉ DES ACTEURS, STRATÉGIES MULTI-SCALAIRES ET TENSIONS IDEOLOGIQUES



- Coopération internationale
- Mouvement autochtone
- Gouvernement équatorien

Etablir cette rupture entre deux visions du changement politique nous a amenés à déconstruire un certain nombre de dynamiques chez les acteurs étudiés. Il nous faut dresser un bref bilan de chacun des acteurs étudiés au vu de ces déconstructions et de leurs stratégies multi-scalaires.

Dans un premier temps, revenons sur le mouvement autochtone équatorien. Le mouvement autochtone équatorien a été précurseur en Amérique latine. Les premières organisations autochtones sont nées en Equateur. C'est ensuite un tissu organisationnel complexe qui s'organise des années 1970 aux années 2000. En effet, des organisations autochtones sont présentes à chaque niveau de la découpe administrative du territoire, à échelle locale, provinciale et nationale. Au sein de cette multitude d'organisations, différents courants idéologiques sont établis, certaines organisations prônant une vision fortement ethniciste, d'autres plus classistes. Nous avons pu constater qu'à échelles internationale et nationale, la vision ethniciste et la mise en avant d'un rapport à la nature essentialisé sont placés au centre de la stratégie mais qu'à échelle locale, cette auto-essentialisation disparaît au profit de revendications d'ordre socio-économique et territoriale.

Concernant le gouvernement de Rafael Correa, la mise en place de stratégies multi-scalaires est déjà visible dans les positions qu'il adopte par rapport aux deux courants idéologiques du changement social et politique et à l'environnementalisme. En effet, nous nous apercevons que le Président développe une stratégie à échelle internationale pleinement ancrée dans le courant alternatif mais, qu'au niveau national et local, c'est un autre type de développement qui est prôné. Cela nous permet de déconstruire plusieurs composantes idéologiques et discursives du mouvement politique d'Alianza Pais. Par exemple, son anti-capitalisme radical est remis en cause lorsqu'il poursuit l'extractivisme et ne permet pas une décentralisation effective. Sa rhétorique anti-impérialiste est également relativisée puisqu'elle est développée autant pour appuyer son soutien discursif au courant alternatif dans l'arène internationale que pour contrôler l'opposition nationale. Enfin, la dimension écologiste et défenseur des populations autochtones proche du courant alternatif est uniquement développée comme stratégie dans l'arène internationale puisque nous avons établi que la mise en place de politiques publiques inscrit l'application de codes du courant traditionnel vis-à-vis de l'environnement et des peuples autochtones.

Enfin, nous diviserons en deux catégories les agents de la coopération internationale, en étudiant d'abord les stratégies multi-scalaires des agents du courant traditionnel pour ensuite se pencher sur celles du courant alternatif. Nous avons mis en lumière l'hétérogénéité des acteurs, permettant de déconstruire le mythe d'une coopération internationale servant le courant traditionnel, dans une logique uniquement top/down uniquement puisque a été établie l'instrumentalisation des ressources du courant traditionnel au profit du courant alternatif. Les agents de la coopération

internationale du courant traditionnel mettent en place une stratégie de lobbying dans la production de normes internationales et nationales. C'est à travers de projets de développement qu'ils inscrivent ces mêmes codes à échelle locale. Le développement durable et la lutte contre la pauvreté sont les deux instruments idéologiques défendus à toutes les échelles, avec les ambivalences qu'ils portent, mais à travers des stratégies différentes selon l'échelle. Il est intéressant de voir que les agents de la coopération internationale du courant traditionnel, comme ceux du courant alternatif développent une stratégie d'essentialisation des populations autochtones, tout en sachant qu'il s'agit d'une romantisation ambiguë, mais qui reste performative sur la scène internationale.

Soulignons enfin que les rapprochements entre acteurs, les alliances stratégiques entre eux qu'on a pu constater tout au long de ce mémoire à différentes échelles, révèlent des frontières souvent poreuses entre les deux courants idéologiques, entre l'hyper-modernité et l'alter-modernité.

Deux visions de la modernité sont donc mises ici en perspective dans cette analyse, visions qui traversent les échelles et les acteurs, et qui nous offrent un nouveau regard sur les stratégies et les alliances. Malgré la présence d'un courant prônant une alter-modernité, il faut souligner l'inégalité des rapports de force entre ce dernier et le courant de l'hyper-modernité. L'hyper-modernité étant nettement plus présente et ses codes reproduits parfois inconsciemment par les acteurs, qu'il s'agisse du gouvernement équatorien dans la mise en place de ses politiques publiques ou des agents de la coopération internationale à échelle locale dans la mise en place des axes stratégiques donnés par les bailleurs du courant traditionnel.

BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE

Littérature scientifique

Sur le système politique équatorien

ACOSTA Alberto, « Extractivismo o Neoextractivismo : dos caras de la misma maldición », Mas alla del desarrollo no 23, 2011

ANDERSON Benedict, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and the Spread of Nationalism*, Verso, Londres, 1983

ARZE Carlos, GOMEZ Javier, OSPINA Pablo, ALVAREZ Victor, La revolución ciudadana en Ecuador 2007-2012 », *Promesas en su laberinto : cambios y continuidades el los gobiernos progresistas de América Latina*, IEE, CEDLA, CIM, La Paz, 2013

BECKER Marc, *Pachakutik ! Movimientos indigenas, proyectos politicos y disputas electorales en el Ecuador*, FLACSO Ecuador, Quito, 2015

CARLES Pierre, *Opération Correa Episode 1 Les Anes ont Soif*, CP Production, Paris, 2015, 54min

CHAVEZ VALLEJO Gina, “Proteccionismo humanista : retorica y praxis del neo indigenismo en el Ecuador”, in GARCIA Fernando, *Identidades, etnicidad y racismo en América Latina*, FLACSO, Quito, 2008

CHIRIBOGA Manuel, “El papel de las instituciones en territorios rurales sujetos a acciones de reforma agraria”, in MARTINEZ VALLE Luciano, *Territorios en mutacion : repensando el desarrollo desde lo local*, FLACSO, Quito, 2008

COMBES Hélène, « Gauches du possible, gauche de l'impossible ? », in *Vacarme* no35, 2007

DABENE Olivier, « Introduction : la gauche latino-américaine en action », in DABENE Olivier, *La Gauche en Amérique latine 1998 – 2012*, ed Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2012

ESPINOSA Carlos, « Izquierda populista, nacionalismo de recursos naturales y la geopolítica en los Andes », in *Comentario Internacional: Revista del Centro Andino de Estudios Internacionales*, PRISMA, Quito, 2005

FREIDENBERG Flavia, « Populisme religieux et ingouvernabilité en Equateur », in DABENE Olivier, *Les élections contre la démocratie ?*, ed Presses Sciences Po « Académique », Paris, 2008

FONTAINE Guillaume, *Gobernanza Energética, renta petrolera y conflictos en el Ecuador*, Ecuador Debate, Coyuntura, Quito, 2007

GALLEGOS Francklin Ramirez, « Mas de dos izquierdas », in *Nueva Sociedad* no 205, 2006

GONZALES ESPINOSA Ana Carolina, « La gauche et la continuité extractiviste. Bolivie, Equateur, Venezuela » in DABENE Oliver, *La Gauche en Amérique latine 1998-2012*, Editions Presses de Sciences Po, Paris, 2012

GUDYNAS Eduardo, « Los derechos de la Naturaleza en serio. Respuestas y aportes desde la ecología política », in ACOSTA Alberto, MARTINEZ Esperanza, *La Naturaleza con Derechos. De la Filosofía a la política*, Abya Yala y Universidad Politecnica Salesiana, Quito, 2011

LACROIX Laurent, « Un multiculturalisme sans minorités ? Quelques réflexions sur l'Etat plurinational en Bolivie et en Equateur », in *Belgeo* no 3, 2013

LACUISSE Marie Esther, « Equateur : la Révolution Citoyenne des Institutions pour le Peuple à la personnification du pouvoir », in DABENE Olivier, *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012

PETKOFF T, « Las Dos Izquierdas », in *Nueva Sociedad* 197, 2005

SVAMPA Maristella, « Néo- « développementalisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », in *Problèmes d'Amérique latine* no81, 2012

VANHULST Julie, BELING Adrian, « Buen Vivir et développement durable : rupture ou continuité ? », in *Ecologie & Politique* no 46, 2013

VIOLA RECASENS Andreu, « Discursos « pachamamistas » versus políticos desarrollistas : el debate sobre el Sumak Kawsay en los Andes », in *Iconos* no 48, 2014

Sur le mouvement social

ECKSTEIN Susan, WICKHAM CROWLEY Timothy, « Economie et sociologie politiques du militantisme et des répertoires des mouvements sociaux récents en Amérique latine », in *Revue internationale de politique comparée* no17, 2010

ESCOBAR Arturo, ALVAREZ Sonia, *The Making of Social Movements in Latin America ; identity, strategy and democracy*, Westview Press, Boulder, 1992

ESTRADA SAAVEDRA Marco Antonio, « Les mouvements sociaux en Amérique latine : par de là l'opposition de l'acteur et du système », in *Problèmes d'Amérique latine* no81, 2011

FOUCAULT Michel, « Sécurité, territoire et population », *Cours au Collège de France (1977-1978)*, Gallimard Seuil, Paris, 1978

GOIRAND Camille, « Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine », in *Revue internationale de politique comparée* no17, 2010

MANOSALVAS Margarita, Reseña de AVILA SANTAMARIA Ramiro, *El neoconstitucionalismo transformador : El Estado y el derecho en la Constitución de 2008*, *Iconos* no48, 2014

MASSAL Julie, « Ciudadanía étnica, derechos colectivos y descentralización en Ecuador :Herramientas de reconstrucción del Estado - nación ? », in MASSAL Julie, *Representación oParticipación ? Los retos y desencantos andinos en el siglo XXI*, Universidad Colombia, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, Instituto Francés de Nacional de Estudios Andinos, Bogota, 2008

MASSAL Julie, « L'incertaine construction de l'Etat plurinational et de la démocratie participative en Equateur : aléas et résistances », in *Revue Internationale de Politique Comparée* no20, 2013
MATHIEU Lilian, *La Démocratie Protestataire*, Presses Sciences Po, Paris, 2011

SIMEANT Johanna, « Transnationalisation/Internationalisation », in FILLIEULE Olivier, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009

TADDEI Emilio, SEOANE Jose, ALGRANATI Clara, « Las nuevas configuraciones de los movimientos populares en América Latina », *Politica y movimientos sociales en un mundo hegemónico, Lecciones desde Africa, Asia y América Latina*, CLACSO Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires, 2006

TARROW Sidney, « La contestation internationale », in *Cultures & Conflits* no 38-39, 2000

TILLY Charles, « Action collective et mobilisation individuelle », in LECA J. et BIRNBAUM, *Sur l'individualisme*, Paris, FNSP, 1991

TILLY Charles, *Social Movements 1768 – 2004*, Paradigm Publishers, Boulder, 2004

TOURAINÉ Alain, *Société Post Industrielle : La naissance d'une société*, Editions Denoël Gonthier, Paris, 1969

WICKHAM CROWLEY Timothy, ECKSTEIN Susan, Economie et sociologie politiques du militantisme et des répertoires des mouvements sociaux récents en Amérique latine, in *Revue internationale de politique comparée*, no17, 2010

ZIBECHI Raul, *Autonomia y Emancipaciones América Latina en Movimiento*, Fondo Editorial de la Facultad de Ciencias Sociales, Lima, 2007

Sur le développement

ACOSTA Alberto, « De las alternativas del desarrollo a las alternativas al desarrollo », in *Construyendo el Buen Vivir*, FLACSO, Quito, 2012

ATLANI-DUAULT, « Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance », in *Autrepart* no35, 2005

BOAVENTURA DE SOUSA SANTOS, *Descolonizar el saber, reinventar el poder*, Ediciones Trilce, 2010

CEFAI Daniel, « La construction des problèmes publics. Définition de Situations dans des arènes publiques », in *Réseaux* no 75, 1996

DOS SANTOS Theotonio, *Dependencia y cambio social*, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 1975

ESCOBAR Arturo, « El desarrollo sostenible : dialogo de discursos », in *Revista Foro* no 23, 1994

ESCOBAR Arturo, *La Invencion del Tercer Mundo. Construccion y Deconstruccion del Desarrollo*, Fundacion Editorial El Perro y la Rana, Caracas, 2007

FOYER Jean, « Introduccion General », in FOYER Jean, GROS Christian, *Desarrollo con Identidad. Gobernanza economica indigena. Siete estudios de caso*, Actes et Mémoire, Lima, 2010

GUDYNAS Eduardo, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina : Un brevegua heterodoxa », in LANG Miriam, MOKRANI Dunia, *Mas alla del desarrollo. Grupo permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo*, Fundacion Rosa Luxemburg/ Abya Yala, Quito, 2011

ISLA Ana, *The Greening of Capitalism of Costa Rica. Women, Peasants, Indigenous People & the Remaking of Nature*, University of Toronto Press, Toronto, 2015

GUDYNAS Eduardo, « Ecologiapolitica del progresismo sudamericano : los limites del progreso y la renovacion verde de la izquierda », *Sin Permiso*, No 8, Barcelona, 2010

KAECHELE TEIXEIRA Karin, SOARES ANDRADE Joao Paulo, “Pagamento por serviços ambientais por meio do recebimento pelo desmatamento evitado para a Amazonia : estudo da implantação no Mato Grosso, Brasil”, in BUSTAMANTE Teodoro, *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos y cooperacion*, FLACSO, Quito, 2008

MARTINEZ VALLE Luciano, *Territorios en mutacion : repensando el desarrollo desde lo local*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2008

MERKLEN Denis, « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », in *Etudes Rurales* no 165-166, 2003

PREBISCH Raul, *The Latin American periphery in global crisis of capitalism*, CEPAL, Santiago de Chile, 1985

SEN Amartya, *Development as freedom*, Knopf, New York, 1999

Sur l'identité et le mouvement autochtone

« Introduction. L'éthnicité revisitée par la globalisation », in *Autrepart* no 38, 2006

AMSELLE Jean-Loup, « Le retour de l'indigène », in *l'Homme* no 194, 2010

BELLIER Irene, « Identité globalisée et droits collectifs : Les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne », in *Autrepart* no 38, 2006

BELLIER Irene, « L'organisation des Nations Unies et les peuples autochtones : La périphérie au centre de la mondialisation », in *Socio-anthropologie* no 14, 2005

BELLIER Irene, « Les peuples autochtones aux nations unies : un nouvel acteur dans la fabrique des normes internationales », in *Critique Internationale* no54, 2012

BENGOA José, « Una segunda etapa de la Emergencia Indigena en América Latina ? », in Caracas, 2005

CLOUD Leslie, GONZALEZ Veronica, LACROIX Laurent, « Catégories, nominations et droits liés à l'autochtonie en Amérique Latine. Variations historiques et enjeux actuels », in BELLIER Irene, *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*, L'Harmattan, Paris, 2013

ELLINGSON Ter, *The Myth of the Noble Savage*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 2001

ESCOLAR Diego, « Arqueólogos y brujos : La disputa por la imaginación histórica en la etnogenesis huárpe », in *Relaciones de la Sociedad Argentina de Antropología*, no 28, 2003

GROS Christian, « Identidades indígenas, identidades nuevas, reflexiones a partir del caso colombiano », in *Revista Mexicana de Sociología* no4, 1998

GROS Christian, « Métissage et identité. La mosaïque des populations et les nouvelles demandes ethniques », in *Pouvoirs* no98, 2001

GROS Christian « Ser diferente por (para) ser moderno, las paradojas de la identidad », in *Analisis Político* no 36, Bogotá, 1999

HAMES Raymond, « The Ecologically Noble Savage Debate », in *The Annual Review of Anthropology* no 36, 2007

HELBERG CHAVEZ Henrich, « Epistemología de la interculturalidad latinoamericana », in *El Vuelo de la Luciérnaga*, Unicef, 2008

KRECH Shepard, "Beyond the Ecological Indian", in HARKIN Michael, RICH LEWIS David, *Native Americans and the Environment. Perspectives on the Ecological Indian*, University of Nebraska Press, Lincoln, 2007

KRECH Shepard, *The Ecological Indian*, Norton & Co, New York, 1999

LE BOT, *La grande révolte indienne*, Ed Robert Laffont, Paris 2009

LE BOT Yvon, *Violence et modernité en Amérique Latine : indianité, société et pouvoir*, Editions Karthala, Paris, 1994

LE GOUILL Claude, « L'ethnisation des luttes pour le pouvoir local en Bolivie. La conquête du monde rural dans le Nord Potosí », in *Revue d'études en agriculture et environnement* no92, 2011

LEE VAN COTT Donna, « Los movimientos indígenas y sus logros : la representación y el reconocimiento jurídico en los Andes », *América Latina Hoy* 36, 2004
LOWY Michael, « Les luttes écosociales des indigènes » in *Ecologie & politique* no 46, 2013

MASSAL Julie, *Les mobilisations indiennes en Equateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Karthala, Aix-en-Provence, 2005

PUIG SALVADOR Marti, « Les raisons de l'existence et du succès des partis ethniques en Amérique latine. Le cas de la Bolivie, de l'Equateur, du Guatemala, du Mexique, du Nicaragua et du Pérou », in *Revue internationale de politique comparée* no17, 2010

SARRAZIN Jean-Paul, « Identités globalisées et constructions locales », in *Autrepart* no38, 2006

ULLOA Astrid, « Las representaciones sobre los indígenas en los discursos ambientales y de desarrollo sostenible », in MATO Daniel, *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales Universidad Central de Venezuela, Cuadernos de Antropología social no29, 2009

ULLOA Astrid, « Producción de conocimientos en torno al clima. Procesos de apropiación de saberes y territorios de mujeres y pueblos indígenas », in *Paper Series* no21, 2011

VERDEAUX François, ROUSSEL Bernard, « Y a-t-il un autochtone dans l'avion ? Des ethnies locales à l'autochtonie globale en passant par la gestion durable de la biodiversité », in *Autrepart* 38, 2006

WALSH Catherine, « ¿Qué saber, qué hacer y cómo ver ? Los desafíos y predicamentos disciplinares, políticos y éticos de los estudios (inter)culturales desde América Andina », in WALSH Catherine, *Estudios Culturales Latinoamericanos. Retos desde y sobre la región andina*, Abya Yala y Universidad andina Simón Bolívar, Quito, 2003

Sur les ONG et la coopération internationale

ATLANI DUAULT Laetitia, *Au bonheur des autres ; Anthropologie de l'aide humanitaire*, Ed A. Colin, Paris, 2009

AYLLON PINO Bruno, « Mutaciones y reconfiguraciones de la cooperación internacional para el desarrollo », in *Iconos* no 48, 2014

AZEVEDO LUINDIA Luiza, « Reapropiación de los recursos naturales y culturales a través de las experiencias de ecoturismo indígena : Kapawi/Ricancie/Napo Wildlife Center (Ecuador) ; Kuna Yala (Panama) ; Bri Bri (Costa Rica) ; Reserva Pataxo da Jaqueira (Brasil) ; Pucani y Heath Wildlife Center (Peru) », in WEISS Joseph, BUSTAMANTE Teodoro, *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos y cooperación*, FLACSO, Quito, 2008

BENZI Daniele, « Via crucis de la cooperación internacional : ¿crisis terminal o resurrección? », in *Iconos* no 47, 2013

BUSTAMENTE Teodoro, “La cooperacion internacional en temas ambientales, oportunidades, conflictos y mendicidad”, in *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos, y cooperacion*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2008

CENTRE TRICONTINENTAL, « Les ONG : instruments du projet néo-libéral ou bases solidaires des alternatives populaires ? », in CENTRE TRICONTINENTAL, *Les ONG : instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires ?*, L’Harmattan, Paris, 1998

CORIA Jessica, CALFUCURA Enrique, “Ecotourism and the development of indigenous communities ; The good, the bad and the ugly”, in *Ecological Economics* no 73, 2012

DUMOULIN KERVRAN David, « Effets inégalitaires du système ONG en Amérique latine », in ZAGEFKA Polymnia, ZUMELO Christine, *Egalité(s)/Inégalité(s) dans les Amériques*, Editions de l’Institut des Amériques, 2008

DUMOULIN KERVRAN David, «Les ONG latino-américaines après l’âge d’or : internationalisation et dispersion», in ZAGEFKA Polymnia, *Amérique latine 2006*, La documentation française, Paris, 2006

PLANCHE Jeanne, LAVIGNE DELVILLE Philippe, “L’Union Européenne et les sociétés civiles du sud : Discours politique aux actions de coopération”, in *Autrepart* no35, 2005
Presentacion del Dossier”, in *Iconos* no 47, 2013

QUENTIN Aurélie, « ONG et politiques publiques d’habitat urbain : réflexions à partir de l’Equateur et du Venezuela », in *Autrepart* no35, 2005

UNCETA SATRUSTEGUI Koldo, « Cooperacion para el desarrollo : anatomia de una crisis », in *Iconos* no 47, 2013

WEISS Joseph, BUSTAMENTE Teodoro, *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos, y cooperacion*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2008

Sur les mouvements environnementalistes

BOISSIERE Manuel, DOUMENGE Charles, « Entre marginalisation et démagogie : quelle place reste-t-il pour les communautés locales dans les aires protégées ? », in *Les Cahiers d’Outre-Mer* no 244, 2008

BOLOM TON Fausto, “Indigenas y perdida de biodiversidad : estereotipos, papeles y responsabilidades ante la crisis ambiental”, in WEISS Joseph, BUSTAMENTE Teodoro, *Ajedrez ambiental. Manejo de recursos naturales, comunidades, conflictos, y cooperacion*, FLACSO Sede Ecuador, Quito, 2008

CRATE Susan, « Gone the Bull of Winter ? Grappling with the Cultural Implications of and Anthropology's Role(s) in Global Climate Change », in *Current Anthropology* no 49, 2008

DELLA PORTA Donatella, « L’altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions », in *Cultures et Conflits* no70, 2008

DUMOULIN KERVRAN David, « Les politiques de conservation de la nature au cœur de l'internationalisation et de la convergence des ordres politiques », in *Revista de la CEPAL Selection d'articles 1995 – 2004*, CEPAL -IHEAL, Santiago du Chili, 2005

DUMOULIN KERVRAN David, « Transformations des solidarités transnationales : des réseaux militants aux champs globalisés. Le cas de la défense des peuples autochtones », in DEVIN Guillaume, *Les solidarités transnationales*, L'Harmattan, 2004

FINER Matt, JENKINS N Clinton, PIMM L Stuart, ROSS Carl, *Oil and gas Projects in the Western Amazon : Threats to Wilderness, Biodiversity, and Indigenous Peoples*, Plos One, San Francisco, 2008

FONTAINE Guillaume, « Le mouvement écologiste contre l'exploitation des hydrocarbures en Equateur », in *Problèmes d'Amérique latine* no70, 2008

FOYER Jean, *Il était une fois la bio révolution. Nature et savoirs dans la modernité globale*, Presses Universitaires de France, Paris, 2010

GARIBAY David, « Jeux d'échelle », in *Vacarme* no 35, 2006

MAC CHAPIN, « A Challenge to Conservationists : Can we protect natural habitats without abusing the people who live in them ? », in *World Watch* no 17, 2004

MARTIN Pamela, « Global Governance from the Amazon Leaving Oil Underground in Yasuni National Park, Ecuador », in *Global Environmental Politics*, vol 11 no 4, 2011

MOOG RODRIGUES Maria Guadalupe, *Global Environmentalism and Local Politics. Transnational Advocacy Networks in Brazil, Ecuador, and India*, State University of New York Press, New York, 2004

WEST Paige, IGOE James, BROCKINGTON Dan, « Parks and Peoples : The Social Impact of Protected Areas », in *The Annual Review of Anthropology*, 2006

Sur la méthodologie

BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », in *Politix* no 35, 1996

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 2012

BESNIER Jean-Michel, PERRIAULT Jacques, « Introduction générale », in *Hermès* no67, 2013

BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquête en terrain militant », in *Genèses* no 75, 2009

LECA Jean, « Les deux sciences politiques. En relisant Georges Burdeau », in *Revue française de science politique* no 62, 2012

MICHELAT Guy, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », in *Revue française de sociologie*, 1975

MULLER Pierre, « Présentation Cinq Défis pour l'analyse des politiques publiques », in MULLER Pierre, LECA Jean, MAJONE Giandomenico, THOENIG Jean-Claude, DURAN Patrice, « Enjeux, controverses et tendances de l'analyse des politiques publiques », in *Revue française de sciences politiques*, 46ème année, numéro 1, 1996

NAUDIER Delphine, SIMONET Maud, *Des sociologues sans qualités ? Pratique de recherche et engagements*, La Découverte, Paris, 2011

PAUGAM Serge, « S'affranchir des pré-notions », in PAUGAM Serge, *L'enquête sociologique*, PUF, Paris, 2010

Sources primaires et secondaires

Presse

- La Republica, Quito, <http://www.larepublica.ec>
- El Telegrafo, Quito, <http://www.eltelegrafo.com.ec>
- El Comercio, Quito, <http://www.elcomercio.com>
- El Universo, Guayaquil, <http://www.eluniverso.com>
- RevistAmbato, Ambato
- Le Monde, Paris, <http://abonnes.lemonde.fr>
- RFI, Paris, <http://www.rfi.fr>
- Médiapart, Paris, <https://blogs.mediapart.fr>

Entretiens

- Entretien avec Mme Emma Courtine, assistante des programme pour ICCA, le 03/11/2015
- Entretien avec Mr Christian Biederbick, responsable du bureau équatorien de Johanniter, 30/11/2015
- Entretien avec Mr Sylvain Bleuze, coordinateur de la région andine de AVSF (agronomes et vétérinaires sans frontières), le 01/12/15
- Entretien avec Mr Marco Ferrari, coordinateur de projet pour ACRA, le 03/12/2015
- Entretien avec Cesar de la Cruz, président de la UOCAIP, le 03/12/2016
- Entretien avec Mr Rafael Mendoza, coordinateur de TNC (The Nature Conservancy) Ecuador, le 04/12/15
- Entretien avec Mr Cesar Cerda, ancien président de la communauté Campo Cocha, 12/12/2015
- Entretien avec Mr Andrés Cordova, ancien technicien et chef de projet pour CARE Ecuador, le 14/12/2015
- Entretien avec Mr Roberto Ulloa, directeur technique de CI Ecuador (Conservation International), le 18/12/2015
- Entretien avec Mr Vincent Gravez, facilitateur pour la FFLA (fundacion futura latino-americano), 19/01/2016
- Entretien avec Mr Francisco Roman, directeur du CESA (Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas), le 20/01/2016
- Entretien avec Mme Johanna Renckens, représentante de la région andine de VECO (Vredeseilanden Country Office), le 26/01/2016

Publications de l'Equateur : présidence de la République, ministères et gouvernements locaux

● Lois Nationales

• Constitution

REPUBLICA DEL ECUADOR, *Constitution*, 2008, p. 82,
http://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_const.pdf, (consulté le 03/04/2016)

• Lois organiques

REPUBLICA DEL ECUADOR, *Codigo de Organizacion Territorial*, 2008,
http://www.finanzas.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/09/CODIGO_ORGANIZACION_TERRITORIAL.pdf, (consulté le 03/04/2016)

• Loi forestière

REPUBLICA DEL ECUADOR, *Ley forestal y de conservacion de areas naturales y vida silvestre*, 2004, disponible à : http://www.ambiente.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/09/ley_forestal.pdf (consulté le 19/04/2016)

• Plans nationaux del Buen Vivir

REPUBLICA DEL ECUADOR, *Plan Nacional del Buen Vivir 2009-2013*, disponible à :
http://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/07/Plan_Nacional_para_el_Buen_Vivir.pdf (consulté le 06/05/2016)

REPUBLICA DEL ECUADOR, *Plan Nacional del Buen Vivir 2013-2017*, disponible à :
<http://documentos.senplades.gob.ec/Plan%20Nacional%20Buen%20Vivir%202013-2017.pdf>
(consulté le 06/05/2016)

• Décret no 16

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DEL ECUADOR, *Decret 16*, 2013, p15
http://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_dec16.pdf, consulté le 01/04/2016

● Autres communications et rapports

• Sur la protection de l'environnement

MINISTERIO DE AMBIENTE, *Manual para la gestion operativa de las Areas Protegidas de Ecuador*, disponible à : <http://www.ambiente.gob.ec/areas-protegidas-3/> (consulté le 06/05/2016)

MINISTERIO DEL AMBIENTE, *Que son las areas protegidas*, disponible à :
<http://www.ambiente.gob.ec/areas-protegidas-3/> (consulté le 06/05/2016)

HONORABLE GOBIERNO PROVINCIAL DE TUNGURAHUA, *Estudio del estado actual del ecosistema paramo en Tungurahua*, 2015, p. 31, disponible à :

<http://rrnn.tungurahua.gob.ec/documentos/documentos/biblioteca> (consulté le 11/05/2016)

SUIA (Sistema Unico de Informacion Ambiental), *Plan de Manejo del Parque Cuyabeno*, p. 17-22, disponible à :

<http://suia.ambiente.gob.ec/documents/10179/242256/43+PLAN+DE+MANEJO+CUYABENO+PF+Cuyabeno.pdf/7b5b2945-52c8-4dec-bb0d-bfc8784cb23b> (consulté le 12/05/2016)

REPUBLICA DE LA REPUBLICA DE ECUADOR, *Resumen del Programa Socio Bosque Enero 2016*, p. 1, disponible à <http://sociobosque.ambiente.gob.ec/node/595> (consulté le 13/05/2016)

REPUBLICA DEL ECUADOR, *Incentivos por beneficiarios, por ecosistema*, disponible à : <http://sociobosque.ambiente.gob.ec/node/331> (consulté le 13/05/2016)

- **Sur la régulation de la coopération internationale**

SETECI, *Directorio de ONG*, disponible à :

http://app.seteci.gob.ec/directorio_ong/frontEnd/directorio.php (consulté le 06/05/2016)

SETECI, *Fondos de Cooperacion Internacional*, disponible à

http://app.seteci.gob.ec/matriz_fondos/frontEnd/matriz.php (consulté le 06/05/2016)

SETECI, Plan Anual de Demanda, disponible à <http://app.seteci.gob.ec/pad/frontEnd/plan.php> (consulté le 06/05/2016)

SETECI, *Mapa interactivo de la Cooperacion Internacional*, disponible à :

<http://app.seteci.gob.ec/mapa/#> (consulté le 06/05/2016)

CORREA Rafael, Enlace ciudadano no 444 , 03/10/2015, disponible à

<https://www.youtube.com/watch?v=6pM-mIZ8xPg> (consulté le 06/05/2016)

- **Sur les peuples autochtones**

CONDENPE (Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador), *Construccion aplicacion de las políticas publicas para la igualdad en la diversidad*, 2014

Publication de la coopération internationale, des organisations internationales et des ONG transnationales :

- **Accords et lois internationales**

- **Sur son organisation et fonctionnement**

Conférence de Paris

OCDE, *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et programme d'action d'ACCRA*, 2005 <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf>, consulté le 05/04/2016

Accords de Durban

PNUD, *Le point sur la conférence de Durban : Les principaux résultats et le chemin restant à parcourir*, 2012, disponible à : http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Environment%20an%20Energy/UNDP_DURBAN_FR_22_5.pdf (consulté le 19/04/2016)

- **Sur les peuples autochtones**

Convention 169

OIT, *Convention no 169 relative aux peuples indigènes et tribaux*, 1989, disponible à : http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169 (consulté le 19/04/2016)

Déclaration sur les droits des peuples autochtones

ONU, *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, 2007, disponible à : http://www.un.org/esa/socdev/unpfi/documents/DRIPS_fr.pdf (consulté le 19/04/2016)

- **Sur la protection de l'environnement**

Convention sur la biodiversité

ONU, *Convention sur la diversité biologique*, 1992, disponible à : <https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf> (consulté le 19/04/2016)

Accord de la COP21

ONU, *Convention cadre sur les changements climatiques*, 2015, disponible à : <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fr/109f.pdf> (consulté le 19/04/2016)

Accords de Rio

ONU, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Principes de gestion*, 1992, disponible à : <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm> (consulté le 18/05/2016)

- **Autres communications et rapports**

- **Sur son organisation et fonctionnement**

The Nature Conservancy, <http://www.nature.org>

Conservation International, <http://conservation.org.ec>

CARE, <http://www.care.org.ec> (consulté le 28/05)

- Brochure Sumando fuerzas hasta el fin de la pobreza
- Rapport Regional Gender Program
- Rapport Proyecto Respuesta del Estado y Sociedad Civil a la Tuberculosis : Fortalecimiento del control de la Tuberculosis en Ecuador con énfasis en poblaciones vulnerables, 2012
- Rapport Guia Metodologica para la rendicion de cuentas de los gobiernos autonomos descentralizados, 2011

ACRA, <http://www.acra.it/index.php?lang=en>

Johanniter, <http://www.johanniter.org>

VECO <https://andino.veco-ngo.org>

- Rapport Aprendiendo de Chuya Mikuna : Un modelo agroecologico de economia solidaria
- Rapport Jovenes Emprendedores. El motor de la agricultura sustentable

ICCA, <http://www.iccaconsortium.org>

FFLA, <http://www.ffla.net>

AVSF, <https://www.avsf.org/es>

Commission européenne, *Coopération Internationale et Développement, lutter contre la pauvreté dans un monde en mutation*

- **Sur les peuples autochtones**

Déclaration du sommet des peuples Cochabamba 2010 disponible à :

http://www.enlazandoalternativas.org/IMG/pdf/FR_Declaracion_final.pdf (consulté le 06/05/2016)

- **Sur la protection de l'environnement**

CEPF, *Protecting Nature's hotspots for people and prosperity. South America*, disponible à : <http://www.cepf.net/resources/hotspots/South-America/Pages/default.aspx> (consulté le 01/05/2016)

UICN : <http://www.iucn.org>

- *The UICN Red List*, <http://www.iucnredlist.org> (consulté le 19/04/2016)
- Rapport *Gobernanza de los Sistemas Nacionales de Areas Protegidas en los Andes Tropicales. Diagnostico regional y analisis comparativo*, 2006
- Rapport *La Proteccion Juridica de los Conocimientos Tradicionales : Algunos Avances Politicos y Normativos en América Latina*, 2006
- Rapport *La diversité bio-culturelle conservée par les peuples autochtones et les communautés locales. Exemples et analyses*, 2010
- Rapport *Planificacion y gestion de areas protegidas en América del Sur : avances en la aplicacion del Enfoque Ecosistemico*, 2012
- Rapport *Los Paramos Andinos. Qué Sabemos ?. Estado de conocimiento sobre el impacto del cambio climatico en el ecosistema paramo*, 2014
- Rapport *Evaluacion de impacto ambiental y diversidad biologica*, 2007
- Rapport *Governance of Ecosystem Services. Lessons learned from Cameroon, China, Costa Rica and Ecuador*, 2011
- Rapport *Cartilla sobre gobernanza para areas protegidas y conservadas*, 2014
- Rapport *Gobernanza de Areas Protegidas. De la comprension a la accion. Desarrollando capacidades para proteger el planeta*, 2014
-

Banque Mondiale : <http://www.banquemondiale.org>

- - Rapport *Comparative study of the distribution of oil rents in Bolivia, Colombia, Ecuador and Peru*
- - Rapport *Ecuador Diversification and Sustainable Growth in an Oil Dependent Country*

The Nature Conservancy, <http://www.nature.org>

- Rapport *ICCA (Iniciativa para la Conservacion en la Amazonia Andina) Consorcio Paisajes indigenas*, 2014
- Rapport *Proyecto Net Zero Deforestacion. Publicacion de Resultados*, 2014
- Rapport *Proyecto Net Zero Deforestacion. Fortalecimiento de Capacidades*, 2014
- Rapport *Proyecto Net Zero Deforestacion. Gestion del Territorio*, 2014
- Rapport *Proyecto Net Zero Deforestacion. Linea Base*, 2014
- Rapport *Proyecto Net Zero Deforestacion, Actividades Productivas*, 2014
- Rapport *Construccion de una estrategia para manejo holistico de territorios de vida plena en la Cuenca amazonica. Una contribucion a la reflexion regional de territorios indigenas amazonicos*, 2014

Listes des principaux sigles utilisés

AFD : Agence Française de Développement
APC : Areas Protegidas Comunitarias
APG : Areas Protegidas de los Gobiernos Autonomos Descentralizados
APPRI : Areas Protegidas privadas
AVSF : Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique latine)
CEPF : Critical Ecosystem Partenership Fund
CESA : Central Ecuatoriana de Servicios Agricolas
CI : Conservation International
COICA : Coordinadora de Organizaciones Indigenas de la Cuenca Amazonica
CONAIE : Confederacion de las Nacionalidades de los Indigenas del Ecuador
CONAKIN : Coordinadora de la Nacionalidad Kichwa del Napo
CONDENPE : Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador
CONFENAIE : Confederacion Nacional de los Indigenas de la Amazonia Ecuatoriana
COP21 :Conferences of the Parties 21
ECUARUNARI : Ecuador Runacunapac Richarimi : Eveil des Indiens Equatoriens en Kichwa
FEINE : Federacion Ecuatoriana de Indios Evagelicos del Ecuador
FENAKIN :Federacion Evangelica de la Nacionalidad Kichwa de Napo
FENOC : Federacion Ecuatoriana de los Obreros Catolicos (1938) devenue la Federacion Ecuatoriana de la Organizaciones Clasistas 1965)
FENOCIN : Federacion Nacional de Organizaciones Campesinas, Indigenas y Negras
FICI : Federacion Indigenas y Campesina de Imbabura
GAD : Gobierno Autonomos Descentralizados
GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICAA : Iniciativa para la Conservacion en la Amazonia Andina
ICCA : Indigenous peoples' and community conserved territories and areas
MAE : Ministerio del Ambiente
MAGAP : Ministerio de Agricultura Ganaderia, Acuacultura y Pesca
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PANE : Patrimonio de Areas Naturales del Estado
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Dévleoppement
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PSA : Pago por Servicios Ambientales
SENPLADES : Secretaria Nacional de Planificacion y Desarrollo
SETECI : Secreteria Tecnica de Cooperacion Internacional
SNAP : Sistema Nacional de Areas Protegidas
SUIA : Sistema Unico de Informacion Ambiental
TICCA : Territorio y Areas Conservadas por Pueblos Indigenas y Comunidades locales
TNC : The Nature Conservancy
UE : Union Européenne
UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature)
UNORCAC : Union de Organizaciones Campesinas de Cotacachi
UOCAIP : Union de Organizaciones Campesinas e Indigenas de Pasa
USAID : United States Agency for International Development
VECO : Vredeseilanden Country Office
WCMC : World Conservation Monitoring Center
WWF : World Wildlife Fundation

Tables des figures, tableaux, graphiques et cartes

- **Tableaux**

Tableau 1 : Les alternatives de développement et les alternatives au développement. Source : GUDYNAS Eduardo, “Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina : Una breve guía heterodoxa”, in LANG Miriam, MOKRANI Dunia, *Mas alla del Desarrollo*, Fundacion Rosa Luxembourg, Abya Yala, Quito, 2011, p. 21

Tableau 2 : Mouvement autochtone, coopération internationale et gouvernement de Rafael Correa, divisions idéologiques au sein des acteurs. Elaboration propre, p. 39

Tableau 3 : Bilan des résultats du programme socio-bosque pour l'année 2015. Source : Ministère de l'environnement, disponible à <http://sociobosque.ambiente.gob.ec/node/331>, p. 82

- **Figures**

Figure 1 : Le mouvement environnementaliste : hétérogénéité idéologique. Elaboration propre, p.31

Figure 2 : Le mouvement autochtone : stratégies multi-scalaires et alliances performatives. Elaboration propre, p. 75

Figure 3 : Le gouvernement de Rafael Correa : tensions idéologiques et stratégies multi-scalaires. Elaboration propre, p. 83

Figure 4 : L'application des codes normatifs de l'arène internationale à échelle nationale et locale. Elaboration propre, p. 90

Figure 5 : Schéma récapitulatif de l'hétérogénéité des acteurs, des stratégies multi-scalaires, des alliances stratégiques. Elaboration propre, p. 99

- **Cartes**

Carte 1 : Les aires protégées en Equateur. Source : Ministère de l'environnement, disponible à <http://www.ambiente.gob.ec/areas-protegidas-3/>, p. 52

Carte 2 : La concentration de la coopération internationale selon les provinces de l'Equateur. Source : Seteci, disponible à <http://app.seteci.gob.ec/mapa/#>, p. 58

- **Graphique**

Graphique 1 : Distribution des compensations financières du programme Socio-Bosque par écosystème. Source : Ministère de l'environnement, disponible à <http://sociobosque.ambiente.gob.ec/node/44>, p. 82